

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°313

AVRIL 2011

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **SYRIE : LA RÉVOLTE GAGNE LES VILLES KURDES**
- **TURQUIE : SEPT CANDIDATS KURDES INTERDITS D'ÉLECTIONS PUIS RÉINTÉGRÉS**
- **PARIS : CONFÉRENCE SUR L'ENSEIGNEMENT EN LANGUE KURDE**
- **KURDISTAN D'IRAK : UN SITE ARCHÉOLOGIQUE PRÉHISTORIQUE IMPORTANT MIS À JOUR À DUHOK**
- **CINÉMA : SORTIE D'UN FILM RETRAÇANT L'HISTOIRE DU JITEM**

SYRIE : LA RÉVOLTE GAGNE LES VILLES KURDES

A lors que jusqu'ici, les Kurdes avaient observé un retrait relatif par rapport à l'agitation des Arabes syriens, des manifestations ont commencé, en début de mois, dans les régions kurdes du nord. Radif Mustapha, le président du comité kurde pour les droits de l'Homme, a déclaré à l'AFP, le 1^{er} avril : « plusieurs centaines de personnes ont défilé pacifiquement dans les rues, après la prière de vendredi à Qamishli et Amouda en scandant : « nous ne voulons pas seulement la nationalité mais aussi la liberté » et « Dieu, la Syrie et la liberté. À Hassaké, 150 à 200 personnes ont manifesté avec les mêmes mots d'ordre, avant d'être dispersées

par les forces de sécurité. C'est la première fois depuis le début de la contestation que des manifestations ont lieu dans cette région à majorité kurde. »

Les autorités syriennes avaient cependant semblé désireuses d'éviter ce « ralliement » des Kurdes aux contestations de Damas, de Deraa et de Lattaquié : le 21 mars avait vu, pour la première fois depuis des années, une fête de Newroz sans violence de la part des forces de sécurité ; la question des Kurdes privés de leur nationalité avait été, une fois de plus, évoquée publiquement par le président Bachar al-Assad, qui avait ordonné la constitution d'une « commission chargée de régler le problème du

recensement organisé en 1962 dans le gouvernorat de Hassaké. Cette commission doit achever ses travaux avant le 15 avril afin que le président Assad promulgue un décret adéquat sur ce problème » selon l'agence officielle Sana.

Ce début d'agitation dans des villes kurdes a sans doute incité le gouvernement à lâcher un peu plus de lest en faveur des Kurdes. Le 6 avril, 48 détenus, en majorité kurdes, arrêtés il y a un an lors des affrontements du Newroz, ont été libérés. Cette libération a été annoncée dans un communiqué rédigé et signé par six organisations kurdes syriennes de défense des droits de l'Homme :

« Nous avons pris connaissance de la décision mercredi du juge d'instruction militaire d'Alep de libérer 48 Syriens arrêtés lors des événements qui ont lieu durant la célébration du Norouz le 21 mars 2010. Nous saluons cette décision. Nous demandons au gouvernement de libérer tous les détenus politiques et de cesser la série d'arrestations abusives qui sont un crime contre la liberté personnelle. »

La commission chargée d'étudier le cas des Kurdes apatrides, créée le 31 mars, devait rendre ses conclusions avant le 15 avril. Mais la procédure a été finalement accélérée. Le 5 avril, le président Bachar al-Assad avait reçu des représentants de Hassaké, une des régions les plus concernées par la question des Kurdes apatrides. Le 7 avril, un décret accordant la citoyenneté à ces habitants a été promulgué, comme l'a annoncé l'agence officielle syrienne Sana : « Le président Assad a promulgué un décret octroyant à des personnes enregistrées comme étrangères dans le (gouvernorat de Hassaké) la citoyenneté arabe syrienne. Le décret entre application aussitôt sa publication au Journal officiel et le ministre de l'Intérieur est chargé d'appliquer cette mesure sur le terrain. »

Alors que l'agitation se poursuit dans tout le pays, les représentants kurdes syriens n'entendent pas, cependant, baisser leur garde, même s'ils saluent cette décision, survenant après un demi-siècle d'imbroglio administratif et juridique pour les Kurdes de l'est du pays :

« Il s'agit d'une mesure positive, a déclaré le président du Comité kurde pour les droits de l'Homme. Mais les Kurdes continueront à revendiquer leurs

droits civiques, politiques culturels et sociaux. »

« C'est un pas dans la bonne direction car il répare une injustice d'un demi-siècle », commente, pour sa part, Fouad Alliko, membre du comité politique du parti kurde Yekitî (interdit), un parti qui a été en pointe de la contestation kurde dans le pays, et s'est fait surtout remarquer pour ses manifestations publiques en faveur de ces Kurdes apatrides. Mais les autres revendications kurdes ne sont pas pour autant mises de côté ; ainsi, la question de l'enseignement du kurde et des droits culturels, de façon générale : « Nous souhaitons l'enseignement du kurde à l'école au même titre que le français et l'anglais, pouvoir célébrer nos fêtes sans être harcelés par les services de sécurité et posséder des centres culturels pour faire connaître notre histoire et transmettre notre patrimoine. » Enfin, Fouad Alliko a souhaité « l'ouverture d'un dialogue entre les dirigeants du mouvement politique kurde et le pouvoir » et « la reconnaissance de notre particularité à travers une forme d'autonomie dans les régions à majorité kurde ».

Mais cette politique des « petits gestes » de la part de Damas, intervenant tardivement, n'a pas suffi à dissuader les Kurdes de manifester. Le 8 avril, près de 3.000 personnes ont défilé dans plusieurs villes kurdes, notamment Amude, Derik, Deirbassiyé, Qamishlo et Hassaké, en réclamant l'abolition de la loi d'urgence et la libération des autres détenus. Fait remarquable, des Arabes s'étaient joints aux Kurdes, et surtout, des chrétiens assyriens, qui, jusqu'ici, avaient observé une politique de neutralité vis-à-vis du régime alaouite, craignant

que l'avènement d'un gouvernement à majorité sunnite ne compromette leur liberté religieuse.

Si, contrairement aux autres villes syriennes, ces manifestations n'ont pas été réprimées par les armes, les organisations kurdes ont dénoncé, le 29 avril, des raids menés par les forces de sécurité aux domiciles de plusieurs militants kurdes, notamment dans la ville d'Amude. De plus, le même jour, en soirée, les communications téléphoniques (fixes et mobiles) ainsi qu'Internet étaient coupées aussi bien à Amude qu'à Qamishlo et Derbasiyya. Les routes autour étaient bloquées par les forces de sécurité.

Plusieurs militants, des jeunes pour la plupart, ont été ainsi arrêtés, par surprise et clandestinement. Mais les familles et proches ont indiqué qu'ils avaient reçu des menaces depuis plusieurs jours, s'ils ne cessaient leurs activités. À Qamishlo, une dizaine de personnes ont été aussi arrêtées, dont l'imam Abdul Samad Omar, qui soutenait et encourageait les protestations lors des prêches du Vendredi, et dont les sermons servaient de point de ralliement à de nombreux manifestants. Un autre dignitaire religieux, le cheikh Abdul Qadi Khaznawi, membre d'une famille soufie influente dans la région, et dont l'un des leaders avait été mystérieusement assassiné en 2005, pour ses prises de position en faveur des Kurdes, a également été arrêté. Le parti Yekitî a aussi fait état de plusieurs arrestations dans ses rangs.

Des groupes de jeunes Kurdes ont appelé à des sit-ins devant le siège des forces de sécurité jusqu'à ce que leurs compatriotes soient relâchés.

TURQUIE : SEPT CANDIDATS KURDES INTERDITS D'ÉLECTIONS PUIS RÉINTÉGRÉS

Le 18 avril, le Haut Conseil électoral (YSK) a déclaré inéligibles sept candidats soutenus par le parti pro-kurde (Parti pour la paix et la démocratie, BDP) pour les législatives qui auront lieu le 12 juin en Turquie.

Le Haut Conseil a motivé son interdiction en arguant du « manque de documents officiels requis pour participer aux élections » et des condamnations de plusieurs candidats pour « activités terroristes ou liens avec le PKK ». Parmi les sept politiciens écartés, figurent deux députés et Leyla Zana, élue députée en 1991, qui avait bravé l'interdiction de parler le kurde en s'exprimant dans la langue de son peuple lors de sa prestation de serment au Parlement, ce qui lui avait valu de passer dix ans en prison, de 1994 à 2004.

« C'est un grave coup porté contre la démocratie, déjà faible », a immédiatement dénoncé Selahattin Demirtas, coprésident du BDP. L'éviction des représentants kurdes pourrait conduire à un boycott des élections. » Mais Selattin Demirtas a ajouté que « toutes les options étaient envisagées, y compris un retrait de tous les candidats présentés par sa formation mais sur des listes indépendantes. »

Fait notable, cette décision de la Haute Cour a été condamnée par la majorité des partis politiques turcs, en raison des réactions parmi la population kurde, qui pourraient ensanglanter la campagne électorale. Même Mehmet Ali Sahin, président de l'Assemblée nationale et membre du parti au pouvoir, l'AKP l'a critiquée: « Cette décision affaiblit la mission du Parlement. ».

La décision des autorités électORALES a aussitôt provoqué de violents affrontements au Kurdistan

de Turquie, où environ 4000 manifestants ont lancé des pierres contre la police anti-émeute, qui a riposté avec des bombes lacrymogènes et des canons à eau, et fait usage de matraques. Mais le 20 avril, la police aurait tiré à balles réelles, faisant une victime à Bismil, dans la banlieue de Diyarbakir, en plus de deux autres blessés.

Une autre manifestation similaire a eu lieu à Van, causant plusieurs blessés et un sit-in a été organisé à Istanbul sur la place de Taksim. Environ 3.000 personnes y étaient rassemblées. Ils ont immédiatement été encerclés par des centaines de policiers anti-émeutes. Des heurts sont survenus alors que la foule marchait vers des tentes dressées par le BDP dans le quartier voisin d'Aksaray. Des groupes de jeunes ont alors attaqué des stations de métro, des bâtiments scolaires et un bureau de poste, à coups de pierres et de cocktails Molotov (source AFP). Les jeunes ont également pris pour cibles des bus, des voitures, des véhicules de pompiers et des journalistes. Les forces de sécurité ont réagi en faisant usage de grenades lacrymogènes.

Le 21 avril avaient lieu les obsèques du manifestant tué, Ibrahim Oruç, âgé de 21 ans. Surveillé par des centaines de policiers d'unités anti-émeute, un cortège de manifestants a suivi le cercueil, lors du trajet qui ramenait le défunt de l'hôpital de Diyarbakir à Bismil, alors que des jeunes manifestants kurdes masqués criaient vengeance, et que d'autres participants scandaient des slogans en faveur des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Selon l'AFP, qui a pu obtenir une

copie du rapport d'autopsie, le jeune homme a été tué par une balle qui a pénétré par le bras gauche et est ressortie par la poitrine, sans que la provenance des tirs soit indiquée. Mais un témoin des affrontements a déclaré à cette même agence que la police avait ouvert le feu sur les manifestants, d'abord avec des balles en plastiques, puis à balles réelles.

En tout, 160 personnes ont été arrêtées à Diyarbakir, et 70 cocktails Molotov et 50 petites bombes artisanales auraient été saisis selon l'agence gouvernementale Anatolie.

À Istanbul, deux bombes artisanales ont explosé tôt, le 21, sans faire de victimes, devant un local du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir.

Jouant la carte de l'apaisement, le président Abdullah Gül a alors appelé le Haut Conseil à revenir sur sa décision, en ne mentionnant que la question des documents administratifs nécessaires à la candidature, sans aborder la question des « liens avec une organisation terroriste » : « Il apparaît que les documents (des candidats éconduits) étaient incomplets. Comme ils les ont maintenant complétés, il ne devrait pas y avoir de problème ».

Finalement, le Haut Conseil électoral est revenu sur sa décision, expliquant dans un communiqué laconique, que de « nouveaux documents judiciaires » avaient été présentés durant la période de l'appel ». Oubliant soudain, eux aussi, la question des liens politiques avec le PKK, les magistrats turcs ont donc réintégré les 7 candidats kurdes après une délibération de plus de 8 heures.

Peu après cette annonce, des rassemblements en nombre réduit et pacifiques, cette fois, ont eu lieu à Diyarbakir pour célébrer cette « victoire de la rue kurde ». À Istanbul, des sympathisants ou membres du BDP ont tenté, le

vendredi 22, de bloquer la circulation d'un des deux ponts traversant le détroit du Bosphore, mais la police les a dispersés.

Contrairement au président Gül, le Premier ministre Recep

Tayyip Erdogan n'a commenté que le « vandalisme » à l'œuvre dans les provinces kurdes, et a accusé le BDP d'être à l'origine des manifestations et des jets de cocktails Molotov lancés par de jeunes Kurdes.

PARIS : CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ENSEIGNEMENT EN LANGUE KURDE

Une conférence organisée par l'Institut kurde de Paris a eu lieu à l'Assemblée nationale, le 16 avril. Le thème en était l'enseignement de la langue kurde dans les États où vivent les Kurdes, après le partage de leur territoire défini par le traité de Lausanne, comme l'indiquait la présentation du colloque :

« Le droit à l'enseignement en langue kurde est devenu la revendication politique et culturelle de l'ensemble des mouvements politiques et des organisations de la société civile kurde en Turquie. Ce droit est également revendiqué par les quelques 12 millions de Kurdes en Iran et les 2 millions de Kurdes en Syrie.

En Irak, le kurde est reconnu dans la Constitution langue officielle au même titre que l'arabe. Dans la région fédérée du Kurdistan tous les établissements scolaires du premier et du second degré dispensent leur enseignement en langue kurde tandis que dans les universités certaines matières sont enseignées en kurde, d'autres, scientifiques, en anglais. Les minorités linguistiques du Kurdistan (Turkmènes, Assyro-chaldéens) disposent des écoles enseignant dans leur langue.

En Turquie, où selon les estimations de la Commission européenne, on compte 15 à 18 millions de Kurdes, la question linguistique est devenue un élément majeur du débat public. Dans un pays, qui affiche son ambition de

construire « une démocratie exemplaire », où les « bienheureux Turcs » disposent en leur langue de plus de 150 universités, leurs « frères kurdes » qui forment près du quart de la population du pays ne possèdent aucune école publique, aucune université dans leur langue. Le Premier ministre turc, M. Erdogan, lors de ses déplacements en Allemagne qualifie publiquement l'assimilation de « crimes contre l'humanité » mais ne dit mot sur la politique assimilationniste systématique pratiquée par la République turque depuis 1923 contre les Kurdes. Il demande que les immigrants turcs d'Allemagne apprennent d'abord la langue et la culture turques avant d'apprendre celles de leur pays d'accueil mais ne reconnaît pas ce même droit élémentaire à ses propres citoyens kurdes qui vivent sur la terre de leurs ancêtres.

Cette politique de « deux poids deux mesures » fait débat en Turquie, bien sûr, mais aussi en Europe où la presse allemande a récemment invité M. Erdogan à faire preuve de cohérence en accordant aux Kurdes les droits qu'il revendique pour les immigrants turcs d'Allemagne.

Dans le débat public, qui bat son plein dans cette période électorale en Turquie, les nationalistes turcs restent sur le dogme kémaliste d'un Etat unitaire, homogène avec une seule langue, le turc, et une seule culture. Les Kurdes revendiquent pour leur langue, et sa survie, un statut d'égalité juri-

dique avec le turc dans tous les domaines de la vie y compris dans l'enseignement et dans l'administration, à tout le moins dans les provinces peuplées majoritairement de Kurdes. Entre les deux, il y a aussi des libéraux et des intellectuels musulmans qui préconisent la liberté d'usage privé du kurde et son enseignement comme matière optionnelle dans les écoles.

Tandis que pour la plupart des Kurdes, la seule chance de sauvegarder leur langue millénaire, déjà victime de décennies d'érosion et d'étouffement, et de la transmettre aux générations futures, est un système d'enseignement public en kurde, nombre de Turcs affirment que cela conduirait à terme à la partition du pays.

Le colloque avait pour objectif d'apporter des éclairages pluriels dans ce débat de haute importance pour les relations turco-kurdes, et pour la démocratie en Turquie et au Proche-Orient. »

A côté des experts évoquant les expériences du multilinguisme en Europe (Espagne, Scandinavie, Suisse), en Asie (Inde), en Afrique du Sud et au Canada et son impact pour la stabilité de ces pays, des personnalités turques et kurdes représentatives de la vie politique et culturelle de Turquie ont été invitées à apporter au débat leurs opinions et leurs propositions.

Des représentants de la Commission européenne, du

Conseil de l'Europe et de l'Unesco, étaient également invités à ce colloque en raison du statut de la Turquie en Europe et aussi parce que la problématique des langues et cultures menacées est désormais une préoccupation universelle. Cependant, seul le Conseil de l'Europe a tenu à se faire représenter.

La première table ronde, modérée par Joyce Blau, était consacrée à l'expérience des multilinguismes dans plusieurs sphères culturelles, et rassemblait Ida Bizri, maître de conférences, responsable de l'enseignement du singhalais à l'INALCO (Paris) ; André Poupart, professeur émérite de droit (Québec) ; Xavier Vila i Moreno, directeur du Centre universitaire de sociolinguistique et de la communication de l'Université de Barcelone, Catalogne et Reşo Zilan, linguiste et professeur de kurde, Suède.

Xavier Vila i Moreno a fait état des expériences polyglottes au pays catalan. Fida Bizri, spécialiste du cinghalais au Sri Lanka et de linguistique indienne comparée, a présenté la situation linguistique de l'Inde et les diverses politiques qui ont été mises en place depuis l'Indépendance jusqu'à aujourd'hui. André Poupart a tracé la situation du français au Québec et l'histoire linguistique et francophone dans le Nord-est américain, déclarant notamment que « sous plein d'aspects les Québécois et les Kurdes d'Irak sont, sans le savoir, des frères. » Reşo Zilan a exposé la situation de l'enseignement du kurde dans les pays scandinaves et principalement en Suède, terre d'asile de beaucoup de Kurdes, en replaçant la question dans la perspective plus large de la politique linguistique de la Suède, où une loi permet l'enseignement dans leur langue maternelle des minorités nationales (finnois, same, romani, yiddish, efdalien),

en plus de mesures visant à permettre aux langues immigrantes d'être enseignées aux enfants d'origine étrangère, dont le kurde.

La deuxième table ronde avait pour sujet de débat « La protection des langues minoritaires et le droit international. Présidée par le journaliste Marc Semo (Libération) elle réunissait Salih Akin, maître de conférences à l'Université de Rouen, Baskın Oran, politologue et professeur de relations internationales à Ankara et Mesut Yegen, professeur à Şehir Üniversitesi, Istanbul. Le professeur Baskın Oran a retracé l'histoire et la situation juridique et politique de la langue kurde en Turquie, tandis que Salih Akin commentait la situation du kurde au regard de la Charte européenne des langues minoritaires.

La dernière table ronde, présidée par Kendal Nezan, le président de l'institut kurde avait pour thème « L'Enseignement en kurde » : Problèmes et perspectives et rassemblait Khaman Z. Asaad, représentante du Gouvernement régional du Kurdistan à Paris, Yavuz Önen, président d'honneur de la Fondation des droits de l'homme de Turquie (THIV) d'Ankara, Ümit Tektas, vice-président du parti du Droit et des Libertés (HAK-PAR), Leyla Zana, ancienne députée et lauréate du Prix Sakharov 1995 du Parlement européen.

Kendal Nezan a d'abord rappelé la nécessité d'enseigner une langue pour éviter sa « folklorisation » et, finalement, son « érosion et sa mort », en faisant un parallèle avec l'histoire de la langue arméenne au Moyen-Orient. L'enseignement en langue kurde existe depuis le 10^{ème} -11^{ème} siècle, dans les madrassas du Kurdistan et a toujours existé ». Il a produit

des esprits remarquables, des poètes, des écrivains, des historiens, comme Ibn Khallikan, Ibn Al-Athir, Ibm Azrak al Farqî qui a écrit l'histoire des princes kurdes marwanides ; la première histoire générale de l'empire ottoman a été écrite par l'érudit kurde Idriss Bitlisî, etc. Ce système d'éducation (interdit en 1924) a duré jusqu'à une époque très récente, dans lequel on enseignait en kurde et en arabe, avant une initiation au persan. Aujourd'hui, l'interdiction de la langue kurde, en plus de la Turquie, concerne aussi la Syrie et l'Iran.

Leyla Zana a exprimé sa conviction que la connaissance de sa langue et la connaissance de soi étaient indissolubles. L'ancienne députée a abordé la question de la dispersion en plusieurs dialectes des langues kurdes, et du devenir de la langue kurde, en fonction des changements apportés dans la société kurde, qui auparavant, était une société 'fermée', où ses ressortissants étaient coupés du monde extérieur, et qui à présent, s'ouvre au monde à la faveur des nouvelles technologies, comme Internet ou les télévisions satellites.

Khaman Z. ASAAD, représentante du Gouvernement régional du Kurdistan, a apporté un éclairage sur la situation de la langue kurde dans la Région du Kurdistan, situation qui a évolué en parallèle avec l'histoire de la question kurde en Irak, de l'empire ottoman jusqu'à nos jours. L'enseignement de la langue kurde dans les écoles a toujours été une revendication du mouvement de libération kurde. Khaman Z. ASAAD a ensuite détaillé le statut actuel de la langue kurde et le soutien, très favorable, apporté au statut des langues minoritaires comme le turkmène et le syriaque, qui est un modèle en Irak et dans tout le Moyen-Orient.

CINÉMA : SORTIE D'UN FILM RETRAÇANT L'HISTOIRE DU JITEM

Le réalisateur Umur Hozatlı vient de sortir un film abordant l'histoire trouble et sanglante du JITEM, cette section spéciale clandestine, utilisée comme commando de la mort lors de la « sale guerre » au Kurdistan de Turquie. Alors que l'État turc a toujours nié l'existence de cette organisation, Umur Hozatlı qualifie son film, intitulé *Azadiya Wenda* (La liberté perdue), comme un « appel à la confrontation ». C'est la première œuvre cinématographique consacrée ouvertement à cette page noire de l'Histoire, qui reste ignorée de nombreux citoyens turcs.

S'exprimant sur les raisons qui l'ont poussé à faire ce film, Umur Hozatlı rappelle que « les Kurdes se sont lancés dans la lutte armée après une longue période d'asservissement et d'emprisonnement. Depuis lors, le peuple kurde vit des moments marqués par une énorme tragédie. Ignorer cette tragédie serait une énorme erreur. Je ne veux pas être de ceux qui ont fermé les yeux sur cette question. »

Le film d'Umur Hozatlı a déjà été projeté dans plusieurs festivals. Sa sortie n'a eu lieu que dans deux salles de cinéma à Istanbul. Il a aussi été projeté dans deux villes du Kurdistan de Turquie, à Diyarbakir et à

Batman. Cette sortie confidentielle peut s'expliquer par les sujets brûlants qu'il aborde, comme les exécutions extra-judiciaires, les disparitions, et l'impunité des assassins. Dans une interview au journal *Internet Bianet*, Umur Hozatlı fait état des difficultés qu'il a eu pendant deux ans pour financer le tournage, ce qu'il n'a pu faire finalement qu'en payant de sa poche.

L'histoire démarre à Istanbul, dans les années 1990, avec l'enlèvement d'un jeune homme, Deniz Şahin, par des hommes armés mais en civil, qui s'avèrent ensuite être des officiers du JITEM, agissant clandestinement au sein de la gendarmerie. Deniz est emmené au centre d'interrogatoire d'une unité de gendarmerie, où on l'accuse d'appartenir à une « organisation terroriste ».

L'existence du JITEM fait débat depuis 1994, quand la journaliste Ayşe Önal a pu établir les faits en les apprenant de la bouche même de son fondateur, Veli Küçük. Après avoir écrit un article sur la question, elle a été renvoyée du magazine *Ateş* pour lequel elle travaillait, ainsi que dix-neuf autres journalistes.

Malgré la dénégation persistante des autorités turques, il est à peu près certain que le JITEM a été utilisé dans la lutte contre le

PKK, en l'infiltrant parfois, ou en semant la terreur au Kurdistan de Turquie. L'organisation est aussi soupçonnée d'être à l'origine d'attentats et de meurtres imputés à la guérilla, comme ce fut le cas dans l'attentat de Semdinli en 2005, tâchant ainsi de légitimer la présence militaire et les incursions de l'armée turque au Kurdistan d'Irak. Abdulkadir Aygan, ancien membre du PKK, « retourné » par le JITEM, et ayant ensuite fui en Suède, a, dans une confession ultérieure, indiqué qu'environ 600 à 700 Kurdes avaient été assassinés par le JITEM dans les années 1990.

Le JITEM est bien sûr lié à l'organisation *Ergenekon*. Tuncay Güney, ancien membre d'*Ergenekon* ayant fui, lui aussi, mais au Canada, a parlé lui aussi de fosses communes où les corps de plusieurs centaines de Kurdes, partiellement brûlés à l'acide, avaient été dissimulés près de Silopi, sur la frontière turco-irakienne, ou dans des puits entre Şirnak et Cizre.

Umur Hozatlı est né en 1969 dans la ville de Dersim. Il a commencé une carrière de journaliste en 1992, travaillant pour les journaux pro-kurdes *Özgür Gündem*, *Özgür Ülke*, *Yeni Politika*, *Demokrasi*, *Özgür Bakış* et *Yeni Gündem*, en tant que reporter, rédacteur et éditorialiste.

KURDISTAN D'IRAK : UN SITE ARCHÉOLOGIQUE PRÉHISTORIQUE IMPORTANT MIS À JOUR À DUHOK

Le directeur des fouilles archéologiques, Hasan Ahmed, de la province de Duhok a fait état de la découverte et de la mise à jour d'une centaine d'objets datant de la Préhistoire,

s'échelonnant d'environ 200 000 ans (Paléolithique moyen) jusqu'au 1^{er} millénaire avant J-C. Hasan Ahmed a indiqué que cette découverte spectaculaire était l'aboutissement de recherches de sites et de fouilles

pratiquées sur plusieurs années dans la province de Duhok.

Parmi les artefacts les plus spectaculaires, des outils à moudre le grain et des percuteurs remontant au néolithique (- 10 000),

une statue de terre cuite d'environ 2200 ans, et surtout, 43 lampes, peut-être utilisées lors de cérémonies religieuses ou pour le dépeçage d'animaux, datant de 200 000 avant J-C (Paléolithique moyen). Ces objets, dont la datation est donc très variée, ont tous été retrouvés à l'ouest de la province de Duhok, dont les sites sont probablement loin d'avoir tous été repérés.

Les trouvailles les plus récentes, appartenant à l'Antiquité et non plus à la Préhistoire vont du 3^{ème} millénaire avant J-C (2300 ans, époque des 'dynasties archaïques') et se suivent sur

près de 300 ans. Ce second groupe comprend une statue, 8 pièces de monnaie, 34 lampes, des pilons et des morceaux de colonnes. Un autre lot remontant à 1000 ans avant J-C (époque médio-né-assyrienne, invasion des Araméens) comprend lui aussi des pilons et des tessons de poterie.

Les statuettes, taillées dans la pierre calcaire propre à la région sont des productions locales et non des importations.

Le directeur des fouilles archéologiques a indiqué que les fouilles se poursuivaient. Les 3 sites étudiés remontent au plus

tôt à - 70 000 (Paléolithique moyen). La totalité des sites découverts dans la région dépassent les 700.

La région du Kurdistan d'Irak, avec les sites majeurs de Shanidar et de Jarmo, a été le berceau d'une importante occupation d'abord néanderthaliennne et plus tard d'homo sapiens. La culture du paléolithique supérieure y a été brillante, et le village néolithique de Jarmo a été longtemps considéré comme le plus ancien habitat néolithique connu (- 5000 ans) avant d'être supplanté par celui de Çattal Hüyük en Anatolie (- 6000 ans).



Sept rebelles kurdes tués, six soldats blessés dans des combats en Turquie

ANKARA, 1 avril 2011 - (AFP)

SEPT REBELLES kurdes ont été tués et six soldats turcs blessés vendredi dans des combats dans le sud de la Turquie, des heurts qui interviennent après que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) eut menacé de mettre fin à sa trêve contre les forces d'Ankara.

Sept rebelles ont été tués par des gendarmes turcs dans la nuit de jeudi à vendredi dans la province de Hatay (sud) alors qu'ils tentaient de pénétrer en Turquie depuis la Syrie, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Les sept hommes ont été tués dans une zone rurale proche de la ville de Hassa, près de la frontière syrienne, après qu'ils eurent ouvert le feu sur les gendarmes les sommant de se rendre, selon Anatolie.

Dans un communiqué, les services du gouverneur de Hatay ont précisé que le groupe appartenait aux rebelles du PKK.

"Sept fusils d'assaut M-16, 14 grenades, quatre kilos d'explosif A-4 et des roquettes ont été retrouvés avec les corps des sept terroristes séparatistes", précise le document, cité par Anatolie.

Un groupe de rebelles du PKK avait déjà attaqué à la roquette en mai dernier une base navale à Iskenderun, à environ 50 km de Hassa, tuant six soldats.

Dans la province voisine d'Osmaniye, six soldats ont été blessés dans des affrontements avec des maquisards kurdes dans une zone rurale, ont annoncé les autorités locales.

Le PKK, considéré comme un groupe terroriste par de nombreux pays, a décrété un cessez-le-feu unilatéral en août 2010, mais a menacé d'y mettre fin le mois dernier, déplorant l'échec du gouvernement à dialoguer avec les Kurdes, alors que doivent avoir lieu en juin des élections législatives.

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 45.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984, selon l'armée.



1^{er} avril 2011

Les Kurdes syriens rejoignent la révolte syrienne

LES KURDES DE SYRIE, pour l'instant à l'écart du mouvement de contestation, ont manifesté aujourd'hui à Qamishli (nord-ouest du pays), se joignant ainsi à la lutte de leurs compatriotes arabes pour réformer le régime syrien.

Les Kurdes sont l'une des plus importantes minorités de Syrie, avec près de 2 millions d'individus, soit environ 10 % de la population. Ils vivent principalement dans le nord-est du pays, non loin de la frontière turque.

La marche du vendredi 1er avril à Qamishli a rassemblé, selon les organisations kurdes, près de 2 000 manifestants.

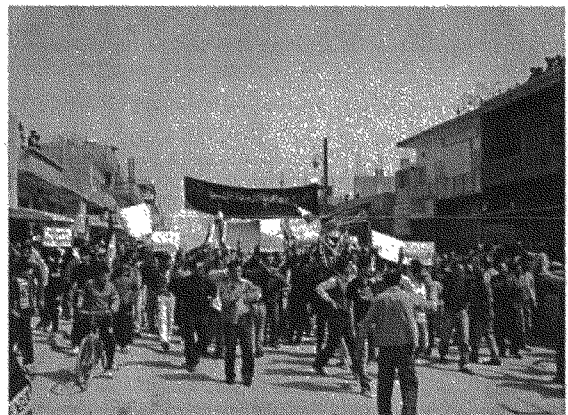
"Nous voulons signifier à nos compatriotes que nous sommes tous Syriens"

Khaled Jamil Mohamed est Kurde. Il habite Qamishli et a participé aux manifestations. :

<< Les manifestants sont sortis aujourd'hui dans trois des principales villes du Kurdistan syrien : Qamishli, Amouda et Haské. Les partis politiques kurdes ne sont pas à la base de ce mouvement, qui est plutôt organisé par le Mouvement des jeunes de l'intifada kurde. Nous avons défilé avec des banderoles noires, en signe de deuil pour les martyrs tombés à Daraa et à Lattaquié.

Les slogans écrits ou scandés étaient en arabe et en kurde. Par contre, nous avons choisi de ne sortir que les drapeaux syriens, pas ceux du Kurdistan. Notre principal souci durant cette marche était en effet d'insister sur notre union, de bien signifier à nos compatriotes que nous sommes tous Syriens. Mais nous avons aussi des mots d'ordre spécifiquement kurdes.

Beaucoup parmi les jeunes présents aujourd'hui étaient des enfants de Kurdes dont les parents ont été déchus de leur



nationalité [En 1962, près de 150 000 Kurdes ont été déchus de leur nationalité suite à la publication par le régime d'un rapport intitulé "statistiques exceptionnelles".

Ce rapport mettait en garde le gouvernement syrien contre les dangers posés par la progression démographique kurde]. Ils avaient une banderole qui disait qu'ils voulaient la "liberté, pas seulement la nationalité".

Notre communauté souffre d'une politique de ségrégation. Par exemple, je suis professeur, et je sais qu'on ne me laissera jamais publier de textes en kurde. Pour des célébrations ou des cérémonies de mariage, nous devons obtenir une autorisation officielle. Nous devons passer par des démarches administratives interminables pour déclarer une naissance ou inscrire nos enfants à l'école. Et je pourrais vous citer bien d'autres exemples de ce genre >>

Les Syriens ont défié et brisé la loi du silence Il faut mettre un terme à la monarchie Assad

Je vous écris de Syrie. Le jour de gloire n'est pas près d'arriver. Mais l'étendard de la liberté est bel et bien levé. Il a été levé par des enfants qui ont rompu la loi du silence en inscrivant sur les murs de leurs écoles que le roi est nu. Résultat : quelques dizaines de ces enfants ont été embastillés à Damas, Deraa et Alep ; des centaines d'adultes qui leur ont emboîté le pas ont été, à leur tour, arrêtés ou massacrés ; des soldats refusent de tirer sur les manifestants qui, partout dans le pays, défient l'état d'urgence en vigueur depuis 1963. Bref, le roi est nu et le conte touche à sa fin.

Mais le roi ne paraît pas pour autant proche de sa fin. Car, à la différence de ses aînés arabes, le président syrien a deux corps : un corps de tyran et un corps de résistant. Le premier se meurt, atteint des mêmes maladies qui ont emporté les Ben Ali et compagnie. Tandis que le second rayonne, incarnant une aspiration nationale qui se nourrit de la nostalgie d'une Syrie naturelle charcutée par les vilains accords de Sykes-Picot en 1916 [qui ont remodelé le Moyen-Orient].

Le premier est honni dans la mesure où il est associé à un régime qui a poussé la répression jusqu'à l'anthropophagie et le népotisme jusqu'à l'inceste, alors que le second est l'objet d'une certaine fierté nationale. Une fierté plus ou moins bien assumée, née de l'humiliation accumulée depuis la défaite arabe de juin 1967, qui fait du jeune chef aux yeux bleus, généralissime de son état, le seul dirigeant arabe capable de tenir tête au vieux chef croisé, George W. Bush. Le seul dirigeant arabe, aussi, à soutenir les guérillas suicidaires du Hezbollah et du Hamas, censées ouvrir la voie à la libération de Jérusalem. Le seul dirigeant arabe, enfin, à prétendre œuvrer à l'avènement d'une nation arabe une et indivisible, débarrassée de l'entité sioniste.

Le roi n'est donc pas près de mourir. Il

Charif Kiwan

Réalisateur

devra juste dissimuler son corps de tyran malade en revêtant celui du résistant assiégé dans le Massada syrien qu'il s'est construit à sa mesure. Et il est à craindre que tout le monde lui vienne en aide, encore une fois, dans l'intérêt bien compris de chacun. Les Américains, les Européens et les Israéliens s'y emploieront avec tact et serviabilité pour ne pas risquer un embrasement de la région orchestré par l'axe

« Pour avoir été détournée, dénaturée, avilie, cette aspiration nationale n'en est pas moins chevillée à l'âme des Syriens »

Téhéran-Damas-Hezbollah-Hamas, alors même que le front libyen demeure grand ouvert. Quant aux Syriens, ils devraient alors s'y résigner, parce qu'ils se doutent bien que le régime des Assad ne peut se rendre qu'à un seul prix : l'implosion de la République syrienne, cette entité aux ressorts douteux, improvisée par la France coloniale en 1941, dont les Syriens se sont échinés depuis lors à faire une nation viable qui réponde un tant soit peu à leur aspiration nationale.

Pour avoir été détournée, dénaturée, avilie, cette aspiration nationale n'en est pas moins chevillée à l'âme des Syriens. C'est elle, en tout cas, qui les a amenés à se résigner à la dictature du parti Baas, au risque de perdre leur âme. Mais les jeunes manifestants qui bravent la loi d'exception

décrétée par des putschistes du Baas au siècle dernier semblent moins résignés que leurs pères, si l'on en croit leurs slogans qui dénoncent aussi bien le régime syrien que ses principaux compères anti-israéliens, l'Iran et le Hezbollah. Mais que l'on ne s'y trompe pas ! Car ces mêmes jeunes gens accusent aussi l'armée de haute trahison, lui reprochant d'avoir déserté le front du Golan occupé pour défendre un régime illégitime.

Autant dire que le roi ne mourra vraiment que lorsqu'il n'aura plus de corps de rechange à sa disposition, qu'il ne pourra plus prétexter de la libération de quelque territoire national occupé, qu'il n'aura plus de raison d'invoquer la moindre union sacrée. Or tout cela ne dépend pas des enfants qui ont pris l'initiative de rompre les chaînes paternelles de servitude volontaire. Mais de qui donc est-ce que cela dépend ? Cherchez et vous trouverez, répond le sage syrien Moussa Abadi, qui a naguère risqué sa vie pour sauver des enfants de France, traqués par les miliciens d'un généralissime du nom de Pétain...

Je vous écris de France. Ici, le jour de gloire est arrivé depuis bien longtemps déjà. Mais on a du mal à entendre les enfants de l'autre rive de la Méditerranée chahuter leurs rois nus. On se demande plutôt si ces enfants sont barbus ou pas, s'ils vont déferler sur nos campagnes ou pas, s'ils sont favorables à l'Union pour la Méditerranée ou pas. On se donne aussi bonne conscience en se lançant dans une guerre juste contre un tyran libyen à qui on se proposait, hier encore, de vendre des Rafale et des centrales Areva.

Pour ce qui est du tyran syrien, on attendra encore davantage avant de retourner sa veste. Car les affaires de l'Orient sont bien plus compliquées qu'il n'y paraît, voyez-vous. Et nous ne sommes plus au temps où les Lumières faisaient le voyage de Syrie pour mieux dénoncer la tyrannie en France. ■

Syrie

Le pouvoir annonce une enquête sur les morts de Deraa et de Lattaquié

DAMAS. Les autorités syriennes ont annoncé, jeudi 31 mars, l'ouverture d'une enquête sur les morts de Deraa, dans le sud du pays, et de Lattaquié, dans le nord-ouest, ces deux dernières semaines, a annoncé, jeudi 31 mars, l'agence officielle Sana. Il y a eu à Deraa, épicentre de la contestation contre le régime depuis le 18 mars, au moins 30 morts selon les autorités, 55 selon Amnesty International, plus de 70, selon Human Rights Watch, et 130 selon les militants sur place. Le week-end des 26 et 27 mars à Lattaquié, principal port de la Syrie, 13 civils et militaires ainsi

que deux insurgés avaient été tués. D'autre part, le président Bachar Al-Assad a ordonné la création d'une commission de juristes chargée d'examiner la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963 en Syrie. De leur côté, les protestataires ont appelé à des manifestations vendredi 1^{er} avril. « Notre date est vendredi : de toutes les maisons, les lieux de prière, chaque citoyen, chaque homme libre doit se rendre sur les places pour une Syrie libre », affirme un communiqué anonyme posté jeudi sur Facebook. - (AFP) ■

Visite de M. Erdogan en Irak, contraint de revoir ses alliances au Proche-Orient

La guerre en Libye et la contestation en Syrie poussent Ankara à renforcer ses liens avec Bagdad. Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a invité les entreprises turques à investir sur place

Istanbul (Turquie)
Correspondance

Un cortège de milliers de personnes attendait le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, acclamé mardi 29 mars, à son arrivée à Bagdad. Tout au long de sa tournée, qui l'a également conduit à Arbil, capitale de la région autonome kurde, et à Nadjaf, ville sainte des chiites, le chef du gouvernement turc, accompagné de plusieurs ministres, n'a pas ménagé ses efforts pour consolider les relations entre la Turquie et l'Irak. En moins de quarante-huit heures, il a rencontré les leaders des différentes communautés de la mosaïque irakienne. A Nadjaf, il a été le premier dirigeant musulman sunnite à se recueillir sur le tombeau de l'imam Ali, avant d'aller s'entretenir avec le grand ayatollah Ali Sistani, le guide spirituel des chiites d'Irak.

Au Kurdistan irakien, M. Erdogan, dont la visite historique était attendue depuis plus d'un an, a inauguré deux banques turques et l'aéroport d'Arbil, construit par une société turque, en compagnie de Massoud Barzani, le président

de la région autonome kurde, qui, à ses yeux, était encore, il y a peu, un infréquentable « chef de tribu ». « La fraternité entre les peuples est la base du développement économique », a souligné M. Erdogan.

Cette série de gestes forts vise avant tout à renforcer les liens économiques et stratégiques développés par Ankara avec son voisin. « Tous les secteurs de l'économie sont ouverts aux compagnies turques qui souhaitent investir », a confirmé le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki. Le montant total des échanges entre les deux pays, qui a atteint plus de 7 milliards d'euros en 2010, sera rapidement doublé, a promis M. Erdogan. Les Turcs vont notamment investir dans la production d'électricité. Les coupures quotidiennes alimentent le mécontentement des Irakiens contre leur gouvernement.

En retour, les exportations de pétrole vers la Turquie seront augmentées. En dépit d'une instabilité chronique et d'une sécurité encore aléatoire sur une partie de son territoire, l'Irak constitue pour l'heure le partenaire le plus fiable pour la Turquie dans la région. En 2010, il était déjà

le marché à plus forte croissance.

Les révoltes en cascade dans les pays arabes ont obligé les entreprises turques à se retirer de Libye. Et elles observent désormais d'un œil inquiet les manifestations contre le régime de Bachar Al-Assad en Syrie. La diplomatie de bon voisinage mise en œuvre par le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, lui aussi du voyage en

« J'ai conseillé au président Bachar Al-Assad d'écouter les revendications de son peuple »

Recep Tayyip Erdogan
premier ministre turc

Irak, avait conduit la Turquie à un spectaculaire rapprochement avec Damas. Des exercices militaires communs avaient été organisés en avril 2010. Comme pour la Libye, la réaction a d'abord été prudente. « La Turquie n'a jamais beaucoup aimé que les choses bougent dans son étranger proche. Depuis l'Empire ottoman, dans une zone stratégi-

que complexe, c'est de son voisinage qu'est venue une instabilité politique dont les effets se sont parfois avérés redoutables », explique Jean Marcou, professeur de droit à l'Institut d'études politiques de Grenoble et spécialiste de la politique turque. Ankara s'inquiète d'un affaiblissement du régime qui pourrait favoriser une insurrection de la minorité kurde de Syrie, à sa porte.

Avant de s'envoler, lundi, pour Bagdad, M. Erdogan avait tout de même fait part de sa préoccupation face à la répression des manifestations en Syrie, notamment dans le port de Lattaquié. « Nous ne pouvons pas rester indifférents, nous avons 800 km de frontière avec la Syrie. J'ai conseillé au président Bachar Al-Assad d'écouter les revendications de son peuple », a-t-il assuré. Pour M. Davutoglu, « il s'agit d'un test ». « Ils doivent réuser leur transformation d'une manière pacifique. Notre message est clair », ajoute le ministre. Pour s'en assurer, le gouvernement a dépêché à Damas le chef des puissants services de renseignement turcs (MIT), Hakan Fidân, qui a rencontré M. Assad dimanche. ■

Guillaume Perrier



Iran: deux rebelles tués dans la région du Kurdistan

TEHERAN, 4 avril 2011 - (AFP)

DEUX REBELLES KURDES qui avaient participé le 25 mars à des attaques ayant fait deux morts parmi les forces de l'ordre iraniennes ont été tués, selon le commandant de l'armée de terre des Gardiens de la révolution cité lundi par l'agence Ima.

"Deux rebelles qui avaient participé à l'attaque du 4 farvardin (25 mars) ont été tués dans le nord-ouest du pays", a déclaré le général Mohammad Pakpour sans préciser l'appartenance politique des deux hommes ni les circonstances de l'affrontement.

L'agence Ima, citant une source bien informée, a précisé qu'ils avaient été tués lundi.

Le 25 mars, deux membres des forces de l'ordre ont été tués dans deux attaques armées à Sanandaj, capitale provinciale du Kurdistan iranien, frontalier avec l'Irak.

Un autre responsable militaire iranien, le général Hossein Zolfaghari, commandant des garde-frontières, a fait état lundi de "quatre affrontements armés dans l'ouest du pays, dont trois avec des groupes terroristes" et un avec des trafiquants d'armes au cours des derniers jours, selon l'agence Isna.

Il a confirmé que quatre gardes-frontières avaient été tués lors d'un de ces affrontements avec des "terroristes" dans la région de Marivan, proche de la frontière irakienne, ainsi que l'avait annoncé dimanche l'agence Mehr.

Il a précisé que les assaillants avaient attaqué un poste-frontière qui a été "repris" ensuite par les forces iraniennes. "Quatre terroristes ont été tués et blessés" lors de ces affrontements, a-t-il ajouté.

Selon M. Zolfaghari, "tous les signes montrent que ces actions ont été menées par le groupe terroriste Pjak" (Parti pour une vie libre du Kurdistan), interdits par le pouvoir iranien et lié au PKK turc.

Les régions de l'ouest de l'Iran, où vit une importante minorité kurde, sont le théâtre d'affrontements périodiques entre les forces iraniennes et des mouvements rebelles armés kurdes.

LE FIGARO

3 avril 2011

Syrie : la répression n'éteint pas la révolte

Au moins sept opposants ont été tués, hier, dans des affrontements avec les forces de l'ordre.

RENAUD GIRARD
ENVOYÉ SPÉCIAL À BEYROUTH

PROCHE-ORIENT En Syrie, rien ne semble parvenir à éteindre pour de bon la protestation populaire. Ni la répression policière (qui aurait fait en trois semaines plus d'une cinquantaine de morts selon Human Rights Watch), ni les marches géantes organisées mardi dernier à Damas et à Alep en faveur du régime, ni les discours à la nation de mercredi du président Bachar el-Assad, n'ont suffi à dissuader les Syriens mécontents de retourner dans la rue. Utilisant le réseau social Facebook, les protestataires avaient appelé leurs concitoyens à manifester, hier, dans le cadre de ce qu'ils appelèrent le « vendredi des martyrs ». Déjà, le 18 mars, avait été qualifié par l'opposition de « vendredi de la colère », et le 25 mars de « vendredi de la dignité ». Dans les dictatures arabes, le vendredi, jour de prière, a toujours eu les faveurs des mouvements clandestins d'opposition, dans la mesure où il est très difficile pour la police d'interdire aux hommes de se rendre en masse à la mosquée pour la traditionnelle grande prière du début de l'après-midi. Et c'est à la sortie des mosquées que peut soudain s'exprimer la colère d'une foule déjà constituée.

Des Kurdes manifestent

Hier après-midi, malgré un maillage policier très serré, des manifestations sporadiques ont eu lieu à Deraa, à Lattaquié, dans la banlieue de Damas où au moins sept personnes auraient été tuées, et dans les régions kurdes du Nord, proches de la frontière turque. La minorité kurde demande depuis longtemps la régularisation de 300 000 de ses membres, à qui le parti Baas refusa la nationalité syrienne à l'issue d'un recensement contesté effectué dans les années 1960. Ailleurs en Syrie, les protestataires ont voulu crier leur déception face au discours du président Bachar. À l'évidence, ils ne croient plus à la vieille rengaine du « complot de l'étranger », et ils réclament, à l'image des Tunisiens, des Égyptiens ou des Libyens, que leur soient accordées les libertés civiles de base. Dans un message vidéo posté sur Internet, le défenseur syrien des droits de l'homme Haytham Maleh a appelé « les Syriens à continuer à

48
années
d'état d'urgence
en Syrie depuis son
instauration
en 1963



Les journalistes étrangers ne sont pas admis sur le territoire syrien. Sur ce cliché réalisé par un habitant, une manifestation qui aurait eu lieu hier, à Qamishli. AFP/STR

mettre la pression sur le pouvoir pour obtenir satisfaction de leurs revendications essentielles». « Si le pouvoir n'accède pas à ces demandes, il devra assumer l'entière responsabilité pour les conséquences qu'aura le mouvement populaire », a-t-il ajouté.

Réel malaise

Le pays vit, depuis près d'un demi-siècle, sous état d'urgence. Ces mesures d'exception, décidées par le Baas dès sa prise de pouvoir en 1963, restreignent les libertés de réunion et d'association, autorisent la surveillance des communications privées, soumettent la presse à un régime d'autorisation préalable, et foulent au pied toute notion d'habeas corpus. En Syrie, n'importe qui peut être arrêté puis maintenu en détention indéfiniment sans décision judiciaire, sous le motif très vague d'« atteinte à la sécurité de l'État ». Des responsables gouvernementaux de moindre rang avaient annoncé la très prochaine levée de l'état d'urgence. Mais, dans son discours, le président Bachar n'a rien annoncé de concret à ce sujet. Jeudi, devant la consternation de la communauté internationale, la présidence syrienne a annoncé la création d'une commission de juristes, chargée de rédiger d'ici le 25 avril une nouvelle législation devant remplacer l'actuel état d'urgence. Le président a égale-

ment ordonné la création d'une commission d'enquête sur les morts de Deraa et de Lattaquié. Assez curieusement, il avait tenu, dans son discours, à préciser qu'il n'avait jamais donné aucun ordre de tirer sur la foule.

Le régime baasiste proclame que la Syrie est différente des autres nations arabes, et que le mécontentement y est très minoritaire. Il reproche aux médias occidentaux d'avoir considérablement exagéré la gravité de la situation. Il a peut-être raison, mais pour en être sûr, encore faudrait-il qu'il autorise les journalistes étrangers à pénétrer sur son territoire.

Le problème qu'a le régime est que la libéralisation économique entamée en 2000 a provoqué une explosion dans la population des nouveaux moyens de communication - téléphones cellulaires, Internet, télévisions satellitaires. La police ne les contrôlant pas, l'information continue à entrer et sortir du pays à l'insu des autorités. Les images ne sont pas filmées par des cameramans professionnels, mais par des citoyens dotés de téléphones portables, qui les diffusent ensuite sur YouTube. Ainsi a-t-on appris que trois manifestants avaient été tués hier par la police dans la bourgade de Douma, banlieue de Damas. S'il y a encore des jeunes capables de sacrifier leur vie aux cris de « Syrie libre ! » ou de « Dehors les Iraniens, dehors le Hezbollah ! », n'est-ce pas qu'il y a quand même un réel malaise au pays de la famille Assad ? ■

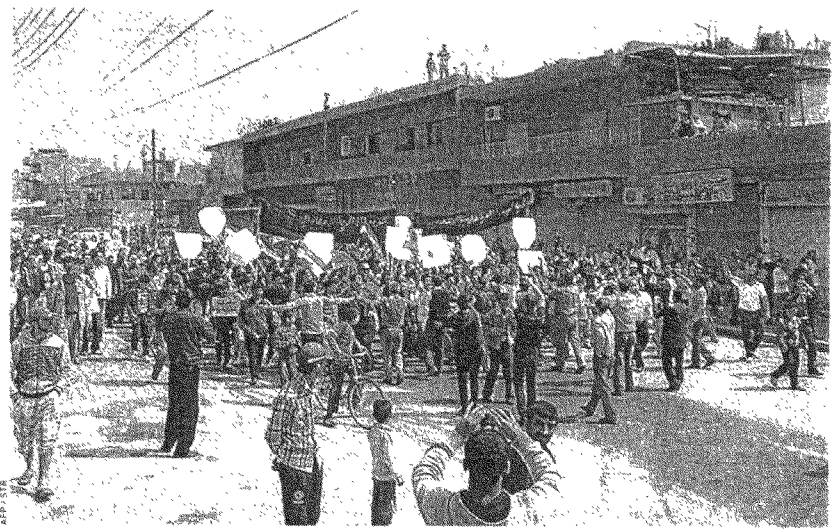
Le régime syrien secoué par des divergences

Les partisans de la fermeté et ceux de l'ouverture s'opposent au sein du pouvoir à Damas

En Syrie, les revirements se succèdent. Hier, les autorités ont nommé Mohammad Khaled Al Hanousse au poste de nouveau gouverneur à Deraa, ville du sud du pays et épicentre de la contestation. Auparavant, la nomination d'un chef du gouvernement, Adel Safar, avait été annoncée. Cet ancien ministre de l'agriculture, diplômé de l'École polytechnique en France et membre du parti Baas, est un technocrate.

Ultime surprise, les autorités ont affirmé leur désir d'abroger rapidement la loi d'urgence. Cette décision n'avait pas été annoncée par le président Bachar Al Assad, dans son discours au Parlement, le mercredi 30 mars, dont le ton sans concession avait surpris, contredisant les annonces faites, quelques jours auparavant, par la porte-parole du président, Buthaina Shaaban. Au cours d'une conférence de presse, le 23 mars, celle-ci avait annoncé « la possibilité de lever l'état d'urgence et d'autoriser les partis politiques ». Selon elle, ces mesures avaient été étudiées par le parti Baas, sous les auspices du président.

Ses propos avaient été suivis de la libération de prisonniers détenus après les manifestations de Deraa, où ont eu lieu de très violents affrontements entre des familles locales et l'armée, qui auraient fait de 70 à 100 morts, du 18 au 23 mars. Des informations faisaient état d'ordres donnés par le président pour que l'armée se retire de la ville.

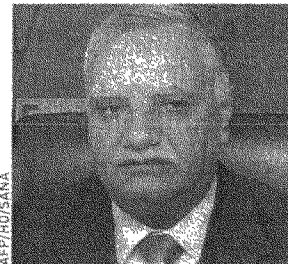


Manifestation anti-gouvernementale dans la cité de Qamishli le 1^{er} avril dernier. Photo privée diffusée par l'AFP.

Un homme d'affaires syrien, joint par téléphone à Beyrouth, confirme qu'à Damas on s'interroge beaucoup sur le « revirement » opéré au sein du pouvoir la semaine dernière, qui donne l'impression que la présidence souffle le chaud et le froid. « Qui gère la crise ? Qui a écrit le discours du président ? Ce sont les questions que tout le monde se pose », poursuit-il. Et les Syriens de désigner le très puissant et redouté Assaf Chawkat, beau-frère de Bachar Al Assad et chef des services de renseignements militaires, partisan de

la manière forte et de la répression, qui aurait pris les choses en main.

Hier, la révélation par le quotidien privé *Al-Watan*, proche du pouvoir, que la commission d'enquête chargée « des événements » de Deraa et de Lattaquié (nord-ouest) avait déjà auditionné « beaucoup de témoins et finira bientôt ses travaux » a troublé. Cette commission, mise en place la semaine dernière par le chef de l'État pour étudier l'abro-



Adel Safar vient d'être nommé à la tête du gouvernement syrien.

gation de la loi d'urgence, aura terminé d'ici à vendredi l'élaboration d'une nouvelle loi pour remplacer la législation en place depuis décembre 1962. La suppression de la loi d'urgence est une des revendications majeures, depuis près de trois semaines, des manifestations en faveur de la démocratie. « Des sources au sein de la commission chargée d'étudier la suppression de la loi d'urgence ont affirmé qu'elle aurait terminé d'ici à vendredi l'élaboration des législations nécessaires en vue d'abroger la loi d'urgence », selon le journal. Si d'autres revirements n'interviennent pas pour contredire ces avancées, ce seraient donc les partisans de l'ouverture et de l'apaisement qui sembleraient l'emporter désormais sur ceux de la force et de la fermeté. Au moins pour le moment.

AGNÈS ROTIVEL

Le Monde

Mardi 12 avril 2011

Les autorités irakiennes refusent une aide médicale pour le camp d'Achraf

BAGDAD. Le gouvernement irakien a refusé, dimanche 10 avril, d'autoriser l'armée américaine à apporter une aide médicale aux habitants du camp d'Achraf après des affrontements meurtriers entre les opposants irakiens qui y vivent et l'armée irakienne. « Nous avons proposé de fournir une aide (...). Le gouvernement irakien a rejeté notre requête », a assuré un porte-parole américain, le colonel Barry Johnson. Ce camp, situé à 80 km au nord de Bagdad, abrite 3 500 sympathisants de l'Organisation des moudjahidine du peuple iranien (OMPI), un mouvement d'opposition en exil au régime iranien. On ignorait encore, dimanche, le bilan exact des affrontements qui y ont opposé, vendredi, ses habitants à des militaires irakiens. Un officier irakien a mentionné trois morts, mais un porte-parole des moudjahidine, Shahriar Kia, a fait état samedi de trente-trois morts, dont huit femmes, et plus de trois cents blessés. - (AFP) ■

Police in Iraq's Kurdish region arrest 2 clerics who urged protests, say they incited violence

By Associated Press

SULAIMANIYAH, Iraq — Two Muslim clerics who encouraged protests in Iraq's Kurdish region have been charged with inciting violence during anti-government demonstrations, police said Monday. The arrests are a sign that the semiautonomous government in one of the nation's most peaceful areas is taking a hardline approach against demonstrators clamoring for reforms and an end to corruption.

A security official said one of the clerics, Mulla Mohammed Nasrallah, was charged simply for leading prayers in a public square and urging continued protests the day after deadly clashes between police and anti-government demonstrators in February. The security official spoke on condition of anonymity because he was not allowed to brief the media.

Qadir Hana, spokesman for the Asayish, the security force in the Kurdish region in Iraq's north, declined to comment on Nasrallah's case. He said the other cleric, Kamran Ali, was arrested Thursday for a March prayer in which he allegedly called the protests a kind of jihad, or holy war.

Nasrallah was arrested Sunday in Sulaimaniyah, 160 miles (260 kilometers) northeast of Baghdad.

"He did nothing wrong," said his wife, Fatima Mahmoud. "He was calling upon the protesters to resort to peaceful means to achieve their goals. And he demanded the Kurdish government not to use violence against the protesters and listen to their demands."

Nasrallah led prayers in Sulaimaniyah's Azadi Square on Feb. 18, the day after security forces opened fire on protesters, killing two and wounding 47. The security official said his calls then to continue the demonstrations amounted to inciting violence.

Protests in the region have occurred almost daily since then and have drawn thousands of protesters, making them among the largest held



across Iraq over the recent weeks of political upheaval sweeping much of the Arab world. And in a surprising turn for this usually sleepy region, they have been violent; seven more people have been killed since the Feb. 17 protests.

Protesters have thrown rocks at security forces, who responded by beating people in the crowd, including journalists. More than 100 people have been arrested or detained.

Kurds generally enjoy a higher standard of living than the rest of Iraq, but many are tired of the tight grip with which the ruling parties control the region and the economy. Encouraged by uprisings across the Mideast, protesters are demanding political reforms and an end to government corruption.

The mostly independent, oil-rich Kurdish region, which borders Iran, Turkey and a slice of Syria, is run by a government that shares oil revenues with Iraq's central government in Baghdad — a constant source of tension.

Kurdish political analyst Shwan Mohammed said the clerics' arrests could cause a backlash and bring even more violence. Instead of solutions, he said, the Kurdish government "comes up with more crack-downs and arrests."

"Now they are launching baseless accusations against the opponents," Mohammed said. "I think this futile method adopted by the Kurdistan government will result into violence and riots by desperate protesters."

Though Iraq has escaped the groundswell of huge protests that have roiled much of the Middle East, the nation is still beset with deadly violence daily.

Police and hospital officials in Baghdad said roadside bombs hit motorcades carrying the director of Iraq's investment board and an Industry Ministry director in separate attacks as they headed to work Monday. One person was killed and nine were wounded, including Investment Board director general Rashid Mihsin.

Also, the U.S. military announced that an American soldier died Sunday in a noncombat incident in northern Iraq. The statement Monday gave no details and withheld the soldier's name pending notification of next of kin. The death raises to at least 4,444 the number of U.S. military personnel who have died in Iraq since the war began in March 2003, according to an Associated Press count.

Meanwhile, Iraq handed over the remains of 17 Iranian soldiers killed in the grinding war between the two countries throughout the 1980s in a sign of their improving ties since the fall of Saddam Hussein. The International Committee of the Red Cross supervised the handover through a border crossing near the southern Iraqi city of Basra, agency spokesman Mohammed Salman said.

Police attack and beat protesters across Syria

CAIRO

BY LIAM STACK
AND J. DAVID GOODMAN

Thousands of protesters took to the streets in cities around Syria after prayers on Friday to chants of "We want freedom" and security forces responded with tear gas, electrified batons, clubs and bullets, activists and residents said in telephone interviews.

The most violent clashes occurred in the city of Douma, near Damascus, where two activists said security forces had opened fire on more than 1,000 protesters after beating them with electric batons, among other weapons. At least one person was killed and six were wounded, the activists said. Reuters reported at least three dead.

"It is crazy, nonstop," an activist who asked not to be named because of safety fears said of the shooting. The type of ammunition used could not be immediately determined.

Another protester was killed during demonstrations in a small town outside the southern city of Dara'a, said Ahmed Al Sayasna, a prayer leader there.

In the capital, Damascus, witnesses said thousands had gathered at Al Rifai mosque and were met there by security forces and government supporters who barricaded them inside, beating those who tried to leave.

Inside the mosque protesters sang the national anthem while outside the air rang with pro-government chants to "cover up the sounds of beating and hitting as they are trying to break into the mosque," said an activist, who asked not to be named.

The protests, organized via social networking sites and using Friday prayers as a meeting point, appeared to pose a critical test of the strength of the movement, which in a little more than two weeks has presented an unprecedented challenge to the four-decade iron rule of President Bashar al-Assad and his family.

National unity emerged as a significant theme in the protests, with demonstrators appealing to the Syrian people just days after Mr. Assad used a major address from the floor of Parliament to accuse demonstrators of being "duped" by foreign conspirators bent on the destruction of the country.

After his speech, the government announced Thursday that it was creating committees to address the protesters' concerns but failed to promise immediate action and the move appeared unlikely to quell the rising tide of unrest.

Before the protests started Friday the government sent large forces into the streets of the capital and other cities.

"I have never seen as many security forces in Syria as I have today," Wissam Tarif, executive director of Insaan, a human rights group, said by telephone from Damascus. "Generally, the secret police in Syria are secret, but not anymore."

Security forces also massed in front of the capital's landmark Umayyad mosque, the epicenter of antigovernment demonstrations last week, in a large and intimidating display that appeared to prevent a similar outpouring on Friday, Mr. Tarif said.

In Dara'a, where the unrest began two weeks ago, residents said security forces had used tear gas to disperse protesters. Mr. Sayasna, the imam who led Friday prayers at the city's central mosque, said he had delivered a sermon that "stood with the demands of the people."

"I told the people that they should be happy because Dara'a is the home of

"I have never seen as many security forces in Syria."

martyrs," Mr. Sayasna said. "We have a history of demanding freedom and of martyrdom."

As tension mounted in Dara'a, security forces used tear gas and fired on protesters in two villages outside the city, Mr. Sayasna said, killing one. Last week they killed five or six protesters outside Al Omari mosque when they tried to disperse a crowd using live ammunition and tear gas. Activists from Syrian Human Rights Information Link say 73 people have been killed by security forces in the city since the protests began.

Activists said protesters had also gathered in the mostly Kurdish northern towns of Amouda, Hasaki, Ras Aleen and Tal Namer.

Security forces deployed across Latakia to head off about 1,500 protesters who were gathering there.

Syrian state media reported Friday that imams and prayer leaders had repeated President Assad's warning about foreign conspiracies.

Meanwhile, the government released two Americans, a college student from Vermont and an Egyptian-American engineer, who were arrested during a protest at the beginning of the unrest two weeks ago. Reuters reported that one of its correspondents was also freed on Friday after three days in custody.

Protesters in Syria call for rallies to honor dead

FROM NEWS REPORTS

Syrian activists called Tuesday for a new wave of demonstrations to honor more than 80 people killed in a crackdown on anti-government protests that erupted nearly three weeks ago.

Also Tuesday, the state-run news agency said gunmen had killed two police officers in a suburb of the capital. Police killings are extremely rare in this tightly controlled country, though the government said several officers and other security troops have been killed since the protests began March 18.

It was not clear whether the shooting — in Kfar Batna, 15 kilometers, or 9 miles, from Damascus — was connected to the unrest. President Bashar al-Assad blamed gangs and a foreign conspiracy for some of the bloodshed.

Mr. Assad has made a series of gestures toward reform in response to the growing cries for change, including dismissing his cabinet and promising to set up committees to look into reform. But protesters say the moves do not satisfy their demands for real change in one of the most authoritarian regimes in the Middle East.

On Tuesday, Syria suspended all soccer matches in an apparent bid to avoid gatherings that may turn into rallying points for protests.

In March 2004, deadly clashes between Syrian Kurds and the security forces in the northeastern city of Qamishli began after a brawl between Kurdish and Arab supporters of rival soccer teams. The unrest later spread to the nearby cities of Hasaka and Aleppo. At least 25 people were killed and 100 injured in those clashes.

Unrest has swept the Arab world since uprisings toppled the regimes in Tunisia and Egypt this year. On Tuesday, the authorities in Bahrain deported two journalists working for the opposition's main newspaper, their colleagues said. The government has accused the paper, Al Wasat, of "unethical coverage" of the Shiite uprising against the Sunni rulers.

The deported journalists from the newspaper were Iraqis and their colleagues said they had been working for Al Wasat since 2005. Bahrain has sharply tightened Internet and media controls under military rule imposed last month.

The authorities reversed a ban on Al Wasat print and online editions Sunday after its editor in chief, Mansoor al-Jamri, and two other top editors were dismissed. At least 27 people have been killed in Bahrain since the protests began in February. (AP, REUTERS)

Herald INTERNATIONAL Tribune APRIL 6, 2011

Turkey learns rules of the game in Iraq

By Seyfeddin Kara

Muffled guffaws would have been an appropriate response from Iraqis to Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's claim this week that openness and sincerity have been hallmarks of Turkey's policy towards its neighbor.

Erdogan, along with the usual coterie of business people seeking deals in the growing economy, met Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki and other senior politicians in a two-day visit. Erdogan had paid two previous visits to his growing neighbor, but the unusual content of his trip from March 28 marked it as a foreign policy event of particular note.

Before flying to Baghdad on Monday afternoon, Erdogan told reporters: "Turkey will continue to support Iraq. We put a lot of effort into improving bilateral relations in many areas with Iraq."

What he went on to say was worthy of derision in Iraq: "Turkey has been pursuing an open and sincere foreign policy towards Iraq over the past eight years. We tried to provide support to ease the pains of our Iraqi brothers."

While Turkey and Iraq have a growing economic bilateral relationship, Turkey has its own agenda dominated by the Kurdish issue. Ankara's main focus is the prevention of an independent Kurdish state in northern Iraq, the elimination of attacks on its territory by the Kurdish Workers' Party (PKK) across the border in northern Iraq, and the protection of a Turkmen minority residing primarily in Mosul and Kirkuk. To forward its political agenda, Turkey has been supporting Turkmen and some Sunni Arab factions located in its orbit.

Unholy alliances

Turkey saw its "opportunity" to support its agenda during last year's elections in Iraq. As a part of a status of forces agreement, the United States will be withdrawing its last troops from Iraq by the end 2011, which would make way for Turkey to increase its influence. But first the right pieces had to be put together to refashion the political landscape

of Iraq.

Growing concerns on the part of the United States and Saudi Arabia about the rising influence of Iran in Iraq gave further impetus to the Turkish plan [1]. The US had wanted to strengthen its influence by inaugurating a close ally into the Iraqi government. With the blessing of the US and Saudi Arabia, there seemed to be no obstacle for the Turks to realize their goal.

Turkey embarked on a complex and risky political game during the elections. Under the leadership of Foreign Minister Ahmet Davudoglu, who accompanied Erdogan during his visit this week, Turkish bureaucrats worked behind the scenes on a coalition in which secular nationalist Sunnis and Turkmen were placed at the center.

Inclusion of a secular Shi'ite leader, Iyad Alawi, who held the premiership for 10 months to April 2005, strengthened the plan and gave birth to the al-Iraqiyya coalition. The Turkish, US and Saudi alliance planned that Alawi would lead the coalition and gain a majority to form the next government. With involvement from Turkey, the coalition ran for the election and the campaign went ahead despite protests from the leaders of religious Shi'ite groups who conveyed their messages of discontent to Erdogan and Davudoglu personally. [2]

When the election results were revealed the Turks were taken by surprise. Although al-Iraqiyya came first, it had insufficient seats to form a government. It was close-run and the Turks failed to turn their gains into a political victory. Even after the election, Ankara continued to refuse to listen to the religious Shi'ite groups and Kurds, and instead insisted on forming a government with the leadership of al-Iraqiyya.

According to Cengiz Candar, a prominent Turkish expert on Middle East affairs, Ankara wanted a Sunni president, possibly Tariq al-Hashimi, to replace Kurdish President Jalal Talabani. The Turks have always been suspicious of the Kurds, and believed that Talabani had been plotting for an independent Kurdish state.

An earlier rift between Talabani and Massoud Barzani, the leader of Kurdistan Regional Government (KRG) that administers the predominantly Kurdish north of Iraq, gave false hope to Turkey's policymakers. But the two Kurdish leaders had already resolved their issues and Barzani continued to support Talabani when he needed it the most.

Al-Iraqiyya was doomed not to form the government right from the start. It included ex-Ba'ath members and nationalist Turks and Arabs. The combination the Turks put together was unattractive to both Shi'ites and Kurds; hence the formation of an Iraqi government was delayed for 249 days.

Finally, the Iranians, who have had good relations with all groups and strong influence in certain sections of religious Shi'ite groups, seized the opportunity: the Iranians got the Kurds and Shi'ites to sit around a table and helped them find common ground. A government - headed by Nuri al-Maliki in his second term as prime minister - was formed, but few concessions were given to the al-Iraqiyya coalition.

A second chance

Turkey's intractable attitude angered the Kurds and the Shi'ites. In an interview given to Milliyet, a Turkish-language newspaper, Talabani did not hesitate to express his dismay: "I don't know who is behind this policy but Turkey's policy on Iraq [during the elections] was wrong and it failed. Yes their favorite [candidate] couldn't become prime minister. And their favorites couldn't become president and foreign minister ... They did not support me first but then [when I became president] they congratulated me."

Talabani, known for his skills as a politician, promised cooperation with his disappointed neighbor, while also downplaying Iran's influence in Iraq. Talabani knew how necessary it was for the new government, especially its Kurdish element, to work with Turkey closely for the future and how mutual economic interests and the realities of post-US Iraq were pushing Turks and Kurds together.

Turks also learned their lesson. It was obvious that Erdogan's trip aimed to break the ice with the Shi'ites and Kurds, and to lay a foundation for a new approach to Turkey's foreign policy on Iraq. Turkey seems to have realized that if influence in Iraq is desired, then it needs to overcome obsessions with the "Kurdish threat" and "Shi'ite conspiracy" and work with both groups to nurture mutual interests. This is perhaps why Erdogan became the first Turkish premier to visit Najaf, a power center of Shi'ites, and Irbil, capital of the Kurdish autonomous region.

In line with the policy in its relations with other neighbors, Turkey wants to increase its "soft power" in Iraq. Ankara has been working hard to get maximum benefit from Iraq's economic prosperity and natural resources. Soon after the US invasion of Iraq in 2003, an aggressive economic campaign was launched by private Turkish enterprises, especially in closer and more stable northern Iraq. Since then, almost 80% of goods in northern Iraq have been imported from Turkey; the region's trade with Turkey has reached \$7.5 billion a year.

On Erdogan's previous visit to Iraq in October, 2009, 48 memoranda of understanding were signed for a more comprehensive economic integration. A senior Turkish official traveling with the business delegation earlier this week announced that Turkey hoped bilateral trade would rise from \$7.5 billion last year to \$10 billion in 2011 and reach a \$25 billion target.

Turkey also has been seeking to become the main route for the export of Iraqi oil and gas, especially for the proposed Nabucco pipeline that goes through northern Iraq to Turkey and on to Europe.

Iraqis are also pleased with the growing economic relations as Turkish construction companies are rebuilding the war-torn country and Turkey is acting as a gateway for the vast energy sources of Iraq for European markets.

Turkey is a major investor in Iraq, especially in the gas sec-

tor and it hosts key pipelines for Iraqi oil exports through its port on the Mediterranean, and provides Iraq with electricity. More than 260 Turkish contractors currently operate in Iraq on projects valued at nearly \$11 billion. Turkey also means stability; in the current climate of uncertainty and mayhem, securing support of a popular country may give a sense of steadiness to a frail Iraq.

However, the biggest obstacle to closer relations remains the issue of the PKK. Erdogan made this very clear in a speech to Iraqi legislators aired on state television. Understanding the sensitivity of the issue, Maliki signaled a harsher crackdown on the PKK in Iraq by making allusions between the PKK and al-Qaeda. This seemed to raise hopes among members of the Turkish delegation, given their concerns that the PKK's spring campaigns will probably soon begin with the melting of snows on the mountains of southeast Turkey.

Discovering Shi'ites

Erdogan's meeting with the most senior Shi'ite religious leader of Iraq, Grand Ayatollah Ali Sistani, was a very important part of the mix on the visit. Erdogan became the first Sunni

premier to meet the 80-year-old influential cleric and to pray at Imam Ali Mosque. Although Turkey and Iran have been developing good relations, Turkey had been worried about the increasing influence of Iran in Iraq, and blamed Shi'ites for paving the way for Tehran. Consequently, regardless of their different views on Iran, Turkey has remained aloof to the Shi'ites.

Recent developments, however, are forcing Turkey to think outside of the box. George Friedman, founder of US think-tank Stratfor, made it clear in an interview that Turkey must change its stance:

The US army is leaving Iraq this year, hence the future of Iraq and Iran's ambition to become a dominant power in Iraq directly affect Turkey's national interests. Turkey claims "We don't have any problem with Iran"; yes, they may say this but they cannot ignore the problems regarding the future of Iraq. Turkey will have to come to an understanding [with Iran] as much as possible for the future of Iraq. This might [lead to] Turkey and the US [being] at odds.

Turkey may have already begun to reach for better understanding: As a sign of

Turkey's changing policy, Erdogan has been making conspicuous gestures to Shi'ites. A few months ago, he joined the Ashura ceremonies, the most important Shi'ite occasion to commemorate the martyrdom of Imam Husain, grandson of the Prophet Mohammad, held in Istanbul.

Erdogan was the first Turkish leader to attend the ceremonies and to give a speech that was warmly received by Shi'ites all around the world. It has been reported that Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr, the kingmaker of Iraqi politics, sent a personal message to congratulate Erdogan on his participation.

This month, during the first days of the de facto Saudi invasion of Bahrain to suppress Shi'ite demonstrators, Erdogan warned the Saudis about causing another Kerbala for Shi'ites. Although he soon backtracked under pressure from Riyadh, Erdogan's message was again well received by Shi'ites.

Erdogan's visit to Sistani came as the latest and perhaps the most important development for Turkey's rapprochement with Shi'ites. In the meeting, issues regarding Iraq weren't the only topics under discussion. They talked about

regional developments, especially the Saudi invasion of Bahrain. As Khaled al-Jashaami, a member of Najaf's provincial council put it before the meeting took place, "We expect Iraqi issues to be discussed, as well as what is happening in neighboring countries, especially in Bahrain."

The timing of these events suggests that they are calculated moves by the Turks who finally have realized that they should not underestimate the growing significance of Shi'ite influence not only in Iraq but in the whole region.

Notes

1. Asli Aydintasbas, November 18, 2010, *Milliyet Newspaper*.
2. Furkan Tortlak, November 22, 2010, *Dunya Bulteni*.

Seyfeddin Kara is a historian, researcher and human-rights activist based in London.



Turkey kills 7 Kurd fighters crossing from Syria

ISTANBUL — April 1, 2011 —Reuters

TURKISH SECURITY forces killed seven Kurdish militants early Friday after a large group of PKK fighters crossed over the border from Syria, Turkish military officials said.

It was the largest number killed in a firefight with the PKK, the Kurdistan Workers Party, since last summer.

The PKK called off a six-month long ceasefire in February raising fears that violence would pick up before a national election in Turkey on June 12.

Military operations were continuing in the area near the site of the clash by the town of Hassa in Hatay province, said the military officials, speaking on condition of anonymity.

Syria and Turkey went to the brink of war in 1998 over Syrian support for the PKK, but political and economic ties between Ankara and Damascus have flourished since then. Last year, Syrian security forces rounded up 400 suspected PKK.

Turkey is closely monitoring unrest that recently flared in Syria,

and has encouraged Syrian President Bashar al-Assad to make political and economic reforms.

Separately, near Turkey's border with Iraq, witnesses reported seeing troops and equipment mobilized in Hakkari and Sirnak provinces.

Hundreds of troops are moving to the region in convoys amid the spring thaw, when fighting in the mountainous region traditionally picks up.

Helicopter gunships have pummeled the border area within Turkey for two days, security sources said.

Soldiers also patrolled remote areas further west in Diyarbakir, Tunceli and Bingol provinces in anticipation of clashes with the PKK after the group ended its one-sided truce.

The PKK took up arms in 1984 in a bid to carve out an ethnic homeland in southeastern Turkey, but has scaled back demands to greater political autonomy and cultural rights for Turkey's estimated 15 million Kurds.

Warming Relations Between Turkey and Iraqi Kurdistan

By MOHAMMED A. SALIH

ERBIL, Iraqi Kurdistan -- It was the most glamorous reception that the government of Iraqi Kurdistan had ever given a visiting foreign leader. The main streets of the capital Erbil were adorned with flags, Turkish ones visibly outnumbering those of Kurdistan or Iraq.

Kurdish leaders stood to the side of the red carpet at the newly-built Erbil International Airport to welcome the guest of honor: none other than the Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

Just three years ago it was inconceivable for even the most optimistic person here to believe that a Turkish prime minister would ever set foot in Erbil, let alone receive such a welcome.

In February 2008, officials in Ankara were threatening Iraqi Kurdish leaders with a large-scale military invasion to punish them for allowing the guerillas of the Kurdistan Workers' Party (PKK) to operate on their soil.

Erdogan's arrival in Erbil at the helm of a large diplomatic and business delegation represented a high-level recognition of Iraqi Kurdistan, and with it the breaking of a long-standing taboo in Turkish foreign policy.

Also during his visit to Iraqi Kurdistan, the Turkish Prime Minister accompanied by the president of the Kurdistan region inaugurated the Turkish Consulate in the capital Erbil.

"We consider this to be a very historic moment," said Massoud Barzani, the president of Iraq's Kurdistan Region, during the official inauguration of the Erbil airport. "We believe that this visit will build a very solid bridge in bilateral relations between Iraq and Turkey and between the Kurdistan Region and Turkey in particular."

The point was not missed by observers.

"When we recall how in the past his government was suspicious about the Kurdistan Regional Government (KRG) for all kinds of reasons, his [Erdogan's] visit certainly looks like a major leap forward," Cengiz Aktar, a columnist and political science professor at Turkey's Bahcesehir University in Istanbul, told Rudaw.

Referring to Erdogan's visit to the Shiite holy city of Najaf prior to his trip to Erbil, Aktar cautioned that it wouldn't be wise to read it as a policy line vis-à-vis Iraqi Kurdistan separate from an overall Iraq policy. "Turkey won't go so far as to



Turkish PM Recep Tayyip Erdogan in Erbil. Photo by Namu Adulla for Rudaw

privilege the north and neglect the rest of Iraq. The visit to Najaf is a clear sign of that," he said.

Many consider business to be the major engine of the growing ties between Kurdistan Region and Turkey. The new airport in Erbil, built by the Turkish firm Makyol, is one of the many projects carried out by Turkish companies in Iraqi Kurdistan. During his visit Erdogan said that last year Turkey did more than \$7 billion worth of business in Iraq, more than half of which took place in the three Kurdish provinces of Erbil, Sulaimani and Dohuk.

"We have historical and cultural bonds with Iraq and with this beautiful [Kurdistan] region," said the Turkish prime minister during a speech at the airport, adding that Turkish Airlines, the country largest air carrier, will start regular flights to Erbil in mid-April in a bid to bring Turkey and Iraq closer together.

"Now we will be connected by airways. But I don't want to call it airways; I'd rather call it 'the way of the citizens,' and through this way of the citizens we will be connected to each other and connected to the rest of the world," Erdogan said.

The burgeoning relations come despite longtime Turkish fears over the possibility of the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq. Turkey has, in recent years, adopted a policy of "zero problems" with its neighbors as part of efforts to enhance regional security and increase its influence in the region.

As Turkey and Iraqi Kurdistan rush to expand their ties, the major challenge to their bilateral relations is the ongoing conflict between the PKK and Turkish state.

The nearly three-decades long fight between the two sides has claimed approximately 40,000 lives, and with the recent termination of a unilateral PKK

ceasefire, clashes might break out again in future.

Under Erdogan, Turkey has taken unprecedented steps in granting more rights to its considerable Kurdish population and has embarked on a process of opening up to its neighbors and the Middle East.

While Turkey's uneasy relationship with its Kurds is often seen as a threat to the future of its ties to Iraqi Kurdistan, experts believe that it is also one area that could further those ties. Iraqi Kurdish leaders were believed to have played a major role in persuading the PKK to announce a ceasefire that lasted for over six months.

Amid the euphoria in Iraqi Kurdistan over Erdogan's visit, some criticize the reception that was given to him.

"Our relations with Turkey are now normal, and there has been quite a good deal of progress in areas of economy and trade. But the relations are imbalanced and reluctant in the realm of politics," said Hemn Mirani, an expert on Turkey and professor of political science in Erbil's Salahaddin University. "The authorities in the Kurdistan Region hang thousands of Turkish flags in Erbil's streets to welcome Erdogan, while last year Turkey was not ready to even put an Iraqi flag next to Kurdistan Region's president."

When Barzani visited Ankara last year, the fact that there was no Iraqi or Kurdish flag behind him during a press conference caused uproar in the Kurdish media; it was interpreted as Turkey's unwillingness to give Barzani any weight in Iraqi politics.

Another major reason for Turkey's interest in Iraqi Kurdistan is the region's natural resources. In the past, the Kurdish government has awarded several contracts to Turkish companies, such as Genel Enerji, to drill and excavate oil. But the biggest prize is the strategic Nabucco pipeline that will transfer natural gas from northern Iraq to Europe through Turkey.

Kurdistan's minister of natural resources, Ashti Hawrami, said in early March that the Kurdistan Region sits atop "at least 45 billion barrels of oil and as much as 100-200 trillion cubic feet of gas."

During Erdogan's visit to Erbil, Hawrami met with his Turkish counterpart Taner Yildiz to "discuss energy cooperation," but no statements were made to the media regarding the details of the meeting.

Hawrami had recently said that Kurdish gas reserves can supply the needs of the projected Nabucco pipeline—meant to transport oil and gas from northern Iraq to Europe via Turkey—for 100 years.

Currently Iraq's oil is exported to Turkey through the Kirkuk-Ceyhan pipeline, which is controlled by Iraq's federal government.



Four Iranian police killed in border attack

TEHRAN - April 3, 2011 —Reuters

Four Iranian border guards were killed and five wounded by a grenade attack on their post at a city in the Kurdistan region that borders Iraq, state television reported late on Saturday.

The report said the attack happened on Friday night in the city of Marivan. "Unidentified armed people threw a grenade into the police office," it said.

On March 25, news agencies reported two policemen were shot dead and three other people wounded in two "terrorist" shootings in the nearby city of Sanandaj.

Security forces in the west of Iran often clash with guerrillas from PJAK, an offshoot of the Kurdistan Workers Party (PKK), which took up arms in 1984 for an autonomous homeland in southeast Turkey and shelters in Iraq's northeastern border provinces.



Kurdish protest turns violent in northern Iraq

April 2, 2011

From Mohammed Tawfeeq,

Baghdad, Iraq (CNN) -- A peaceful protest turned violent in northern Iraq on Friday when hundreds of Kurdish protesters clashed with riot police, security officials there said.

Security officials said angry protesters stormed shops in central Sulaimaniya, threw stones at Kurdish riot police and wielded sticks when police pushed back. At least 50 people were wounded, including 37 members of the riot police, police and health officials in Sulaimaniya said.

Nearly 1,500 Kurdish demonstrators had

gathered in Sulaimaniya's central square earlier in the morning to continue their demands for political reforms and to protest corruption, a lack of basic services and unemployment, security officials said.

The unrest in the Kurdish city, starting in February, has killed seven people and injured more than 200, health officials said.

Last month, masked attackers burned tents of protesters overnight in the Bardagi-Sara central square, where hundreds of demonstrators gathered later that day for another protest against Massoud Barzani, president of the Kurdistan regio-



nal government, witnesses told CNN at the time.

Some protesters blamed the attack on Kurdish security forces, who denied any involvement.



Protests erupt in Syrian Kurdish region

April 8, 2011 - Reuters - by Khaled Yacoub Oweis

AMMAN - Protests against Baath Party rule erupted in Kurdish regions of eastern Syria on Friday, Kurdish activists said, a day after President Bashar al-Assad offered Syrian nationality to some Kurds. The grant of citizenship on Thursday to an unspecified number of Kurds is seen as part of a government attempt to cool resentment over nearly five decades of Baath Party rule and deflect pro-democracy protests.

"The citizenship gesture only helped fuel the street (protests). The Kurdish cause is one for democracy, freedom and cultural identity," Hassan Kamel, a senior member of the Democratic Kurdish Party in Syria, told Reuters.

Activists and witnesses said thousands of mostly young Kurds marched in the northeastern city of Qamishli on Friday chanting: "No Kurd, no Arab, the Syrian people are one."

"We salute the martyrs of Deraa," they also chanted in reference to the Arab Sunni city where protests erupted against Assad's rule three weeks ago before spreading across Syria.

The demonstrators also demanded freedom for thousands of political prisoners, many of them Kurds.

"Kurds are part of the Syrian people. They will not stop the struggle with their Arab brethren against the regime to lift emergency law for good. They will not be fooled by the so-called terrorism law in the making," said Massoud Akko, a Kurdish activist in exile in Norway.



Akko said the Kurdish street will not calm down until Syria as a whole enjoyed freedom of speech and assembly and the Baath Party monopoly of power was ended.

Protests also erupted in the towns of Amouda near Qamishli and in Derabasiyeh on the Turkish border, activists said.

Mohammad Ismail, a leading Kurdish figure, told Reuters from Qamishli that a meeting between President Bashar al-Assad and members of Kurdish tribes this week helped fuel the protests.

"The authorities are trying to reduce the Kurdish nation into a bunch of tribes. The response of the street is a resounding 'no'," said Ismail, pointing a slogan of the protests "tribes do not represent the Kurdish movement."



Iran: quatre gardes-frontières tués dans une attaque au Kurdistan

TEHERAN, 3 avril 2011 (AFP)

QUATRE GARDES- FRONTIÈRES iraniens ont été tués vendredi lors d'une attaque armée contre une caserne dans la province du Kurdistan (ouest), a rapporté dimanche l'agence Mehr.

"Dans cette action terroriste, des hommes armés ont lancé une grenade à l'intérieur de la caserne, tuant quatre personnes et blessant cinq autres", selon l'agence Mehr qui précise que l'attaque a été menée dans la ville de Marivan.

Début mars, des hommes armés avaient assassiné quatre gardes forestiers dans la même région.

Le 25 mars dernier, deux membres des forces de l'ordre ont été tués dans deux attaques armées à Sanandaj, capitale provinciale du Kurdistan iranien, frontalier avec l'Irak.

Les régions de l'ouest de l'Iran, où vit une importante minorité kurde, sont le théâtre d'affrontements périodiques entre les forces iraniennes et des mouvements rebelles armés kurdes.



Syrie - Damas cherche à apaiser la minorité kurde

Beyrouth — 8 avril 2011 Reuters

LE PRÉSIDENT BACHAR AL ASSAD a publié hier un décret accordant la nationalité syrienne à la population de la région orientale d'al- Hassaka, où vivent de nombreux Kurdes, dans le cadre de mesures visant à réduire la contestation sans précédent contre son régime.

Au moins 150 000 Kurdes sont enregistrés comme étrangers depuis le recensement de 1962 dans la région. Mais le dirigeant kurde Habib Ibrahim a assuré que les Kurdes poursuivraient leur campagne non violente pour les droits civiques et de la démocratie.

«Notre cause, c'est la démocratie pour toute la Syrie. La

citoyenneté est le droit de tout Syrien. Ce n'est pas une faveur», a-t-il déclaré.

Autre geste du pouvoir, l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme a déclaré que 48 Kurdes avaient été libérés mardi, plus d'un an après leur arrestation à Rakka, dans l'est du pays. Bachar al Assad a également rencontré des dirigeants locaux de l'est du pays cette semaine pour entendre leurs doléances, selon l'agence de presse officielle syrienne.

Les Kurdes constituent 10 à 15 % de la population syrienne, qui compte 20 millions d'habitants.

La télévision d'État a également rapporté que Bachar al Assad avait limogé le gouverneur de la province de Homs, une des régions touchées par le mouvement de protestation.

Mercredi, les autorités syriennes ont levé les restrictions qui pesaient sur le port du niqab, en signe d'apaisement à l'adresse des conservateurs musulmans.



7 avril 2011

Syrie: Kurdes naturalisés et loi abolissant l'état d'urgence écrite

Le chef de l'Etat syrien a mis fin jeudi à un contentieux d'un demi-siècle en naturalisant des dizaines de milliers de Kurdes. La commission chargée de préparer l'abolition de la loi d'urgence a elle achevé ses travaux.

De leur côté, les opposants avaient invité à des rassemblements jeudi devant les sièges du Baas pour le 64e anniversaire de la fondation du parti et ont lancé des appels sur Facebook pour un "vendredi de la résistance pour manifester en dépit de nos blessures" et "des sit-in pacifiques jusqu'à la liberté".

"Le président Bachar al-Assad a promulgué un décret octroyant à des personnes enregistrées comme étrangères dans le gouvernorat de Hassaké la citoyenneté arabe syrienne", affirme jeudi un communiqué officiel. Cette mesure concerne en principe environ 300'000 personnes.

En 1962, 20% des Kurdes de Syrie

avaient été privés de leur citoyenneté à la suite de ce recensement controversé, et la question empoisonnait depuis la vie des personnes concernées et les rapports entre les autorités syriennes et la communauté kurde.

"Mesure positive"

"Il s'agit d'une mesure positive", a réagi le président du comité kurde pour les droits de l'homme, Radif Moustapha. "Mais les Kurdes continueront à revendiquer leurs droits civiques, politiques culturels et sociaux", a-t-il dit.

Autre geste du pouvoir, l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme a déclaré que 48 Kurdes avaient été libérés mardi, plus d'un an après leur arrestation à Rakka, dans l'est du pays.

Dans le même temps, "les juristes ont achevé de rédiger une nouvelle loi sur la sécurité remplaçant la loi d'ur-



gence, et ont transmis jeudi leur texte au commandement régional du Baas", le parti au pouvoir depuis 1963, a affirmé un responsable proche du régime qui ne veut pas être identifié.

Le président Assad a de plus limogé jeudi Mohammad Iyad Ghazal, le gouverneur de Homs, à 160 km au nord de Damas, où des violences avaient eu lieu le 1er avril lors de manifestations, a annoncé l'agence officielle SANA.

Le parcours du combattant des opposants syriens

La destitution de Bachar Al-Assad reste incertaine

Confronté à une vague de contestation sans précédent depuis l'insurrection islamiste du début des années 1980, le régime syrien vit-il ses dernières heures ? En ces temps de révolutions arabes, on serait tenté de penser que Bachar Al-Assad ne pourra guère enrayer le cours de l'histoire. Toutefois, les obstacles dressés sur la route de l'opposition syrienne sont nombreux.

Si le pouvoir baasiste n'est pas encore confronté à une situation révolutionnaire, il n'en est pas moins sérieusement ébranlé. La situation insurrectionnelle qui règne à Deraa, chef-lieu du Hauran, est totalement inédite. En effet, cette région agricole et tribale a fourni une bonne partie des cadres sunnites du Baas à l'époque où ce dernier se faisait le champion du monde paysan. En sont ainsi originaires des figures telles que le vice-président, Farouk Al-Chareh, et le vice-ministre des affaires étrangères, Faysal Miqdad.

Le désamour entre le Hauran et le pouvoir central révèle plusieurs failles du système politique syrien. La première est liée à un changement de modèle économique : alors que le dirigisme socialiste était relativement profitable aux régions périphériques, du moins lorsqu'elles étaient bien représentées au sein du Baas, la libéralisation qui s'est accélérée durant la dernière décennie a entraîné une concentration des investissements sur la Syrie « utile », c'est-à-dire Damas, Homs et Alep. Des régions comme le Hauran s'en sont trouvées marginalisées, une situation encore aggravée par la terrible sécheresse des dernières années et par une démographie galopante.

Une deuxième faille a pour origine la dérive patrimoniale du régime, avec ce qu'elle implique de prédation et d'impunité. Le cas de Deraa suffit à s'en convaincre, les services de renseignement y étant actuellement dirigés par un cousin du président. S'étant illustré de la pire manière lorsqu'il était en poste à Damas, celui-ci a été prié d'aller sévir en province. Il a donc mis le Hauran en coupe réglée, ponctionnant notamment les transactions foncières qui, dans cette zone frontalière, sont obligatoirement soumises à une autorisation des services de sécurité.

La troisième faille est d'ordre

Thomas Pierret

Docteur en science politique
chercheur au Zentrum
Moderner Orient, Berlin

confessionnel. Depuis une demi-décennie, des rumeurs insistantes font état d'une campagne de « chiisation » orchestrée dans le Hauran par l'Iran, allié stratégique du régime de Damas. Ces rumeurs expliquent les slogans anti-iraniens et anti-Hezbollah entendus dans les récentes manifestations de Deraa. Emanant pour l'essentiel de médias d'opposition, la thèse de la « chiisation » est évidemment motivée politiquement et se fonde sur de nombreuses exagérations.

Cependant, si les autorités n'ont pas réussi à convaincre la population de son caractère fallacieux, c'est notamment en raison du sentiment de discrimination généré par le contraste bien trop visible entre la liberté d'action dont jouissent les institutions chiites, principalement étrangères, et leurs équivalents sunnites, soumis au contrôle étouffant des agences de sécurité.

Ainsi, les défilés observés dans d'autres pays musulmans à l'occasion de la fête sunnite du Mawlid (naissance du Prophète) sont inimaginables en Syrie, où les célébrations doivent rester sagement dans les mosquées, alors que des flagellants chiites traversent la vieille ville de Damas en mémoire du martyr de l'imam Hussein.

Le soulèvement s'étendra-t-il durablement au reste du pays ? Les manifestations observées dans les grandes villes syriennes le vendredi 25 mars n'ont guère réuni, dans chacun des cas, que quelques milliers d'individus. Toutefois, il s'agit là d'un événement sans précédent depuis trente ans puisque tout mouvement de ce type est formellement interdit en vertu de l'état d'urgence.

De plus, les lieux touchés par la contestation sont hautement symboliques : les événements les plus graves après ceux de Deraa ont eu lieu dans les quartiers sunnites de la ville côtière de Latlaquié, berceau des factions d'officiers alaouites au pouvoir depuis la fin des années 1960 ; on a défilé à Hama, partiellement rasée par l'armée lors de l'insurrection de 1982 ; à

Homs, des manifestants ont détruit le portrait du président surplombant l'entrée du Club des officiers, symbole du pouvoir s'il en est ; des manifestations ont éclaté à l'intérieur des grandes mosquées de Damas et Alep après la prière.

Il n'en demeure pas moins que, pour faire plier le régime, les opposants syriens devront mobiliser la population en bien plus grand nombre qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Cela n'a rien d'évident eu égard aux clivages qui, pour l'heure, neutralisent une bonne part du potentiel de contestation. Le premier, d'ordre socio-économique, traverse la population sunnite. La bourgeoisie de Damas et d'Alep, dont les fils avaient été nombreux à participer à l'insurrection islamiste il y a trente ans, n'a pas encore rejoint la contestation. Il ne lui

« La société syrienne est divisée verticalement, c'est-à-dire entre groupes ethno-confessionnels »

aura sans doute pas échappé que, dans la capitale, les manifestations du 25 mars ont principalement concerné des banlieues pauvres. Or, si les milieux marchands souffrent de la corruption et de la concurrence déloyale du « capitalisme de copinage » symbolisé par le milliardaire Ramî Makhluf, autre cousin du président, ils se sont toutefois considérablement enrichis à la faveur de la récente libéralisation économique. Par conséquent, ils réfléchiront sans doute à deux fois au moment de choisir entre liberté et stabilité.

Toujours chez les sunnites, un autre clivage divise la mouvance religieuse. Les Frères musulmans ayant été éradiqués dans les années 1980, l'opposition islamiste crédible est incarnée à l'intérieur du pays par une poignée de figures modérées, comme le vétéran de la défense des droits de l'homme Haytham Al-Malih. Face à eux, les grands oulémas semblent divisés. Dans son sermon de vendredi, le cheikh Oussama Al-Rifa'i, une figure indépendante, a explicitement conditionné le retour au calme à la levée de l'état d'urgence et à la prise en compte du « poids formidable de l'opinion

religieuse » ; c'est de sa mosquée qu'est ensuite partie l'une des rares manifestations organisées ce jour-là dans le centre de Damas.

En revanche, le régime a reçu un appui beaucoup moins ambigu de la part de son vieil allié Saïd Ramadan Al-Bouti, l'un des plus éminents savants de l'islam sunnite. Celui-ci a en effet condamné les manifestations, fruit selon lui d'une conspiration étrangère, et a appelé à donner leur chance aux réformes annoncées.

Un troisième et dernier clivage est celui qui divise la société syrienne verticalement, c'est-à-dire entre groupes ethno-confessionnels. Bien que les slogans entendus dans les manifestations traduisent généralement un souci de préserver l'unité nationale (« Dieu, la Syrie, la liberté, c'est tout ! »), le caractère très nettement sunnite du soulèvement a permis au régime de le présenter comme une « discorde » (*fitna*) confessionnelle. Un tel discours produit un effet indéniable chez les nombreux Syriens, notamment chrétiens, qui ont été traumatisés par le chaos irakien.

Quant aux Kurdes, ils apparaissent comme des opposants « naturels » depuis les émeutes violemment réprimées de 2004 mais sont actuellement divisés en raison d'une habile manœuvre du régime : alors que la situation se détériorait à Deraa, les médias officiels ont couvert la fête kurde de Noruz, un fait sans précédent dans l'histoire de ce régime radicalement arabiste.

Même si elle prenait une dimension transcommunautaire, la contestation aurait encore à affronter la machine militaire du pouvoir. De ce point de vue, il est peu probable de voir se reproduire un scénario à la tunisienne ou à l'égyptienne, où l'armée finit par déposer le président pour rétablir le calme. En effet, comme le leadership libyen, la famille régnante syrienne possède une force armée prétorienne qui lui est organiquement liée.

Mieux équipée que l'armée régulière, dotée d'armes lourdes, la Garde républicaine est commandée par Maher Al-Assad, le frère de Bachar, et est composée majoritairement d'alaouites, si bien qu'elle est susceptible de combattre jusqu'au bout. Rien ne garantit donc le succès de la révolution syrienne qui, si elle a lieu, risque fort de n'être ni fraîche, ni joyeuse. ■

Révoltes arabes : la variante syrienne

Depuis bientôt un mois, la Syrie est en proie à une agitation sans précédent. Comme en Tunisie, en Égypte ou au Yémen, le cycle des manifestations, des répressions brutales, des funérailles qui donnent lieu à de nouveaux rassemblements a commencé.

A Deraa tout d'abord, puis à Douma ces jours derniers. Le régime du président Bachar Al-Assad avait espéré que son nationalisme ombrageux, sa posture intransigeante sur le conflit israélo-palestinien et sa résistance à toutes formes de pressions extérieures, y compris les ouvertures à son égard tentées par la France et l'Arabie saoudite, constituaient une manière de carapace contre la vague du « printemps arabe ». Il n'en est rien.

Le jeune président syrien, même s'il est au pouvoir depuis

déjà plus de dix ans, ne fait pourtant pas figure de dinosaure régional. Il connaît accessoirement le pouvoir des médias et ne rechigne pas à mettre en scène son intimité, avec son épouse, pour les pages des magazines.

Editorial

Mais il y a bien longtemps déjà que les Syriens ont fait la part des choses entre cette apparence du pouvoir (qui s'affichait encore sur les murs du Centre culturel français de Damas, dans le cadre d'une exposition de photos, en février) et une réalité moins reluisante : à savoir une verticale du pouvoir qui agglomère le sécuritaire et l'économie au profit d'un clan familial. Et qui dispose d'un outil de contrôle total qui broie impitoyablement la moindre opposi-

tion, même confinée dans le cadre pacifique de salons politiques.

De ce point de vue, le système de pouvoir syrien est très similaire à ceux qui ont été mis à bas à Tunis comme au Caire. Et, comme ailleurs, le président syrien a fini par s'impliquer dans la mêlée sans parvenir à convaincre. Trop peu, trop tard : son discours du 30 mars, utilisant une nouvelle fois une rengaine usée – les troubles seraient fomentés par des puissances étrangères –, n'est pas de nature à changer la donne.

Bachar Al-Assad n'a rien à redouter de pressions extérieures. Il n'encourt pour l'instant que les remontrances verbales d'Occidentaux accaparés par leur engagement militaire en Libye. Il peut compter de même sur la solidarité d'autres régimes voisins et accessoirement sur la relative discrétion de médias panarabes

autrement plus actifs dans d'autres pays.

Il peut enfin se reposer sur un appareil répressif réputé pour sa férocité pour juguler la contestation. Des vagues d'arrestations massives seraient en cours dans le pays.

Ce faisant, le président syrien ne pourra masquer l'essentiel. Il coiffe un régime dont les capacités de réforme sont proches du néant. La « lutte contre la corruption » n'est qu'une boutade tant que son cousin, l'homme d'affaires Rami Makhlouf, peut continuer de prospérer dans son orbite. La suppression de la loi d'urgence ne peut s'accommoder du maintien de services de sécurité omnipotents dans lesquels servent ses proches parents. Conclusion : les jours de l'Etat baassiste hérité de son père, Hafez Al-Assad, sont inexorablement comptés. ■



Syrie: les Kurdes voudraient obtenir des droits culturels et politiques

DAMAS, 7 avril 2011 (AFP)

LES KURDES DE SYRIE, qui ont obtenu jeudi la naturalisation de 300.000 "apatrides" après un demi-siècle d'attente et de protestations, voudraient maintenant la reconnaissance de leur spécificité culturelle et leur place dans la vie politique du pays.

"Il s'agit bien sûr d'une mesure positive mais nous continuerons à revendiquer nos droits civiques, politiques culturels et sociaux", a affirmé à l'AFP Radif Moustapha, président du comité kurde pour les droits de l'Homme.

Faisant face à un mouvement de contestation sans précédent depuis plus de trois semaines, le président Bachar al-Assad a annoncé des réformes et la première a été de promulguer un décret accordant la citoyenneté à des habitants d'origine kurde qui en ont été privés à la suite d'un recensement controversé en 1962.

"C'est un pas dans la bonne direction car il répare une injustice d'un demi-siècle", affirme de son côté Fouad Alliko, membre du comité politique du parti kurde Yakiti, interdit comme tous les autres mouvements politiques en Syrie à l'exception du parti Baas et de quelques petites formations qui lui sont affidées.

Lors du démantèlement de l'empire ottoman, les Kurdes ont été partagés entre la Turquie, l'Iran et la Syrie. Dans ce pays, où ils n'existent pas de statistiques spécifiques sur cette ethnie, ils représentent environ 9% de la population, soit près de 2 millions de personnes.

Il existe aujourd'hui 12 partis kurdes (interdits) tous laïques. Yakiti, le Parti démocratique kurde en Syrie (Parti), le parti Yazidi kurde, et l'Union démocratique (proche du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK) sont parmi les plus influents.

Dans un pays qui se présente comme le coeur de l'arabisme, ces partis se défendent de toute visée sécessionniste, mais veulent pouvoir s'exprimer en kumandji, l'une des deux langues kurdes.

"Nous souhaitons l'enseignement du kurde à l'école au même titre que le français et l'anglais, pouvoir célébrer nos fêtes sans être harcelés par les services de sécurité et posséder des centres culturels pour faire connaître



notre histoire et transmettre notre patrimoine", a expliqué M. Alliko.

Tout ceci est jusqu'à présent interdit à cette population en très grande majorité agricole, vivant dans le nord-est de la Syrie, aux confins de la Turquie et de l'Iran.

En novembre 2009, Human Rights Watch, une organisation de défense des droits de l'Homme basée à New York, avait demandé aux autorités syriennes de "mettre fin" à la répression contre cette communauté et avait dénoncé "la détention de dirigeants kurdes et l'interdiction de réunion pour célébrer la culture kurde".

Sur le dossier politique, M. Alliko a souhaité "l'ouverture d'un dialogue entre les dirigeants du mouvement politique kurde et le pouvoir" et "la reconnaissance de notre particularité à travers une forme d'autonomie dans les régions à majorité kurde", ce que le régime n'est pas prêt d'accepter.

Dans un geste de bonne volonté, les autorités ont libéré mercredi 48 détenus, principalement kurdes, qui avaient été arrêtés il y a un an dans le nord du pays lors d'incidents pour la fête du Norouz (Nouvel an), ont annoncé six organisations de défense des droits de l'Homme.

Vendredi dernier, des manifestations en faveur de la démocratie ont eu lieu pour la première fois depuis le début de la contestation le 15 mars, à Qamishli et Amouda (nord).

Controversy over Iran's mediation for Kurdistan parties' dispute

Erbil, April 6, 2011 - (AKnews) - by Rebin Hasan

TWO top party officials in the Kurdistan Region have contradictory accounts about an offer by the Iranian government for Kurdish parties to hold talks in Iran.

While the anti-government protests in Kurdistan are still in force, the ruling and the opposition parties are engaged in talks to settle the unrest. Violence in the public protests has so far claimed nine lives and wounded over 250 people. Reports also say some pro-opposition and protest supporters have been arrested and abused by the security forces.

mala baxtyarIn the last meeting between the two powerful allies, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdistan Democratic Party (KDP) on one side, and the Kurdistan Islamic Group (KIG) on the other, the PUK politburo member Mala Bakhtiyar refuted reports about an invitation from Iran for five parties to settle their disputes in Tehran.

"We don't need to go to Tehran to make an agreement, we have our own country, government and parliament," Bakhtiyar said, therefore, there is no need for any country to make such invitation.

He accused some media outlets which had published the report of "dishonesty".

However, the chief for the KIG relations with Iran Bilal Suleiman said he does not care about what "others" say.

Suleiman said his party and the Kurdistan Islamic Union (KIU) have been officially invited to Iran for holding talks with the



PUK politburo member Mala Bakhtiyar

PUK and KDP.

The two Islamic parties are two of the three ranks within the first Kurdistan opposition force, in long-term dispute with the PUK and KDP. The tensions now have climbed to climax, with the three factions demanding government reshuffle. bilal sle-man

"Maybe Bakhtiyar is not aware of the invitation," the KIG official added.

Asked if they have accepted the offer, Suleiman said "because it was an interior dispute we rejected the invitation. We believe we should settle such issues inside the Kurdistan Region not in Iran or anywhere else."

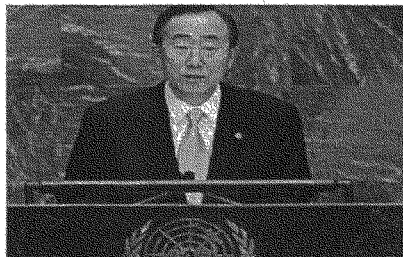
Ban Ki-moon: Sending Peshmarga to Kirkuk was a Mistake

Rudaw

Rudaw, Agencies-- U.N. secretary general Ban Ki-moon said that the deployment of Peshmarga forces in Kirkuk was a mistake.

Presenting a report at the U.N. Security Council Ban Ki-moon said that his organization is concerned about the situation in Kirkuk and the deployment of five thousand Peshmargas in the past two months.

The secretary general called for a review of the distribution of forces between the Peshmarga, Iraqi army and the Americans in the provinces of Kirkuk, Dyala and Nineveh. Ban Ki-moon said, "The situation in the disputed territories is still uneasy and on



the night of February 25th around five thousand Peshmargas had been sent to Kirkuk."

The president of the Iraqi Kurdistan Region Massoud Barzani said at the end of his tour of Europe last month that it was his order to dispatch the Peshmarga to Kikruk to protect the civilians of that area from extremist attacks. But in his report,

the U.N. secretary general said that the Peshmarga had been sent without their knowledge and that the Kurdistan Regional Government had only found excuses to send those forces to tackle the threats in the area. "This act," said Ban Ki-moon, "is a violation of the agreement reached by the security team that was formed in Baghdad to maintain the security of those areas."

In his report, the secretary general stated that Iraq's Prime Minister Nouri al-Maliki and leaders of Turkmen and Arab parties have asked for the withdrawal of the Peshmarga forces from Kirkuk and to that end negotiations are ongoing.

The New York Times APRIL 6, 2011

Big Changes Open Politics to Turkish Minorities

By SUSANNE GÜSTEN

ISTANBUL — Markus Urek was 15 when his Syriac Christian family grew so fearful for the lives of their children in Turkey that they sent them abroad.

Syriac Christians have lived in southeastern Anatolia for almost two millennia, but over the past decades they have dwindled to a tiny minority in the Turkish republic, their numbers reduced by poverty, persecution and the war fought between Kurdish rebels and the Turkish Army on their ancestral homeland.

Mr. Urek spent years shuttling between Germany, Turkey and the United States to complete his education before returning to settle in Ankara last year.

Now he is running for Parliament. "If I am elected, I will be the first Syriac deputy in the history of this country — not only in the Turkish Republic, but the Ottoman Empire as well," Mr. Urek, 33, said in an interview. "Turkish democracy has improved. That's why I have the courage to try."

Just eight years ago, such a run for office would have been unthinkable, Mr. Urek said. "Every Syriac knew it was impossible to be in Parliament, that's why no one tried." Now, he said, "I think I have a chance."

Mr. Urek, a devout Christian, is hoping for a place on the ticket of the Islam-rooted Justice and Development Party, or AKP, Turkey's governing party, which he credits for much of the country's political progress.

Turkey is preparing for a general election on June 12, and though little suspense surrounds the outcome, the campaign reflects just how radically this society has transformed itself in the past decade by widening individual, religious and ethnic rights under Turkey's bid to join the European Union.

Pollsters are unanimous in forecasting another victory for the AKP, with the latest polls predicting a share of 46 to 50 percent of the vote for the conservative party that has ruled Turkey since late 2002. Its closest rival, the secularist People's Republican Party, or CHP, trails at 23 to 27 percent, while the rightist Nationalist Movement Party, or

MHP, lags at about 12 percent.

That scenario might look like a rerun of the 2007 election, in which the AKP got 47 percent of the vote, while the CHP won 21 percent and the MHP 14 percent. Yet, behind the broad poll numbers, there is plenty of buzz surrounding the campaign and the candidates.

Record numbers of citizens have come forward to run for Parliament, competing in primaries that end next Monday, when parties will have to submit their final tickets to the election commission. Almost 10,000 "candidate candidates," as they are called in Turkish, have registered with the two leading parties, AKP and CHP.

That is good news to many observers. "The abundance of 'candidate candidates' is evidence of a belief in democracy" and its stability, the columnist Mehmet Barlas wrote last week in an editorial for the daily newspaper Sabah.

It is not only the sheer number of candidates, moreover, that is striking. "People from all walks of life and all segments of society want to participate" in the political process, Sahin Alpay, a political scientist and newspaper columnist, said in an interview. "It is really dramatic."

Like Mr. Urek's biography, many of the candidates' stories illustrate the changes that Turkey has undergone in a relatively short time.

Leyla Zana, a for one, is a veteran Kurdish politician who is running as an independent candidate to circumvent the 10 percent barrier for getting into Parliament that her Peace and Democracy Party, or BDP, cannot hope to surmount.

When she was first elected to Parliament in 1991, she caused a scandal by speaking a few words in Kurdish from the assembly's lectern as she was sworn in, even though speaking Kurdish in public places was illegal at the time.

She was later stripped of her immunity and served 10 years in prison after a trial on charges of treason and membership in the Kurdistan Workers Party, the Kurd militant group.

This time around, Ms. Zana is free to campaign in Kurdish, a law explicitly permitting this having been passed

by Parliament a year ago as part of the government's so-called Kurdish opening, a set of reforms that also includes a Kurdish channel on the state-run broadcaster TRT.

And though Turkish remains the sole language of record in Parliament, the Kurdish taboo was broken two years ago, when a prosecutor in Ankara quashed proceedings against a deputy who addressed his parliamentary group in Kurdish.

While Kurds have been in and out of Parliament for decades, women like Fatma Bostan Unsal, a co-founder of the AKP, are hoping for their first crack at representation in these elections. Like two out of three Turkish women, Ms. Unsal wears a head scarf, which had previously prevented her from running for public office.

Although no laws explicitly prohibit the wearing of a head scarf in Parliament, the last woman to attempt this, a computer engineer named Merve Kavakci, was booted out of the assembly when she entered the chamber to be sworn in after elections in 1999. She was subsequently stripped of her mandate as well as her citizenship.

Since then, no party has dared nominate for Parliament a woman who wears a head scarf, but Ms. Unsal and a dozen other candidates who wear the scarf hope that is about to change.

"There is a very positive climate now," Ms. Unsal said. "For the first time we are not isolated, but supported by civil society, especially by women's rights groups."

She pointed to the influential women's group Ka.Der, which campaigns for more female representation in Parliament and has included a headscarved writer among the businesswomen and female artists featured in its 2011 campaign posters, a first in its history.

A survey by the MetroPoll institute last month found that 78 percent of Turkish voters would find headscarved deputies in Parliament "normal." And, crucially, the fiercely secularist CHP has said it will put no obstacles in the way of a deputy who wears a head scarf, thus excluding the possibility of a repeat performance to the 1999 scene with Ms. Kavakci.

Still, neither the AKP nor any other party has yet committed itself to the nomination of a candidate who wears a head scarf. For all their internal polling and voting procedures, the final decision on a party's ticket is still made by the party leader, under Turkey's law on

political parties. And while Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, leader of the AKP, has said he would not rule out such a nomination, he has been careful not to commit himself.

The AKP has reasons to be cautious, as Ms. Unsal conceded. As recently as 2008, the party narrowly escaped being closed down by the constitutional court for having attempted to lift the ban on head scarves on university campuses, which the court said violated the secularist spirit of the Constitution.

On the other hand, as she pointed out, the university head-scarf ban has since been quietly scrapped by a simple administrative act, and the constitutional court itself has been remodeled by a judicial reform package adop-

ted in a referendum in September. "Even before the reform, the court did not manage to close the AKP," Ms. Unsal argued. "It would be even harder now."

Making their first stab at parliamentary representation in decades are the Armenian and the Greek-Orthodox communities, both Christian minorities. Last seen in Parliament half a century ago, before the 1960 military coup, members of both communities are among the candidates for this election.

Two Armenians and a Greek have signed up with the AKP, while one Armenian each is hoping to run for the CHP and the MHP, according to the *Radikal* newspaper.

The re-emergence of religious

minorities onto the political scene is a result of their growing confidence, said Ayhan Aktar, a professor of sociology at Bilgi University in Istanbul who specializes in those minorities.

"There has been a kind of rapprochement" between the Turkish state and its religious minorities, Mr. Aktar said, citing steps like the recent appointment of an Armenian to the Foreign Ministry in Ankara, a first in the history of the republic.

"Minorities are now more at ease in politics," he added.

The New York Times April 6, 2011

Syria Tries to Placate Sunnis and Kurds

By LIAM STACK and
KATHERINE ZOEPF

CAIRO — The government of President Bashar al-Assad of Syria offered several unusual gestures on Wednesday intended to earn it good will among Sunnis and Kurds.

The government announced that Syria's first and only casino, which had enraged Islamists when it opened on New Year's Eve, would be closed. It also said that schoolteachers who had been dismissed last year for wearing the niqab, a type of face veil, would be allowed back to work.

These concessions and others were made public as activists were calling for renewed demonstrations to be held on Thursday, which is the 64th anniversary of the formation of the Baath Party, which has been in power since 1963. Protests demanding expanded political rights and a multiparty democracy have spread to cities across Syria over the last three weeks, posing a highly unusual challenge to Mr. Assad.

Ayman Abdel Nour, a Syrian writer and activist who was a childhood friend of Mr. Assad's, said that about 1,200 women would be affected by the niqab decision, which was the most immediately significant result of a meeting Tuesday between Mr. Assad and a popular Islamist leader, Said Ramadan al-Bouti.

Other concessions offered at the meeting, Mr. Abdel Nour said, included permission to create an Islamist satellite channel and to form an Islamist political party. The party, he said, would be similar to the AKP in Turkey.

"It will be a moderate Islamist party loyal to the regime," Mr. Abdel Nour said. "This is a very important deal. The regime is trying to weaken the demonstrators."

Mr. Assad also promised to give citizenship to stateless people within Syria, and to make a national holiday of the Kurdish New Year's festival Nawrouz, Mr. Abdel Nour said. An estimated 200,000 Kurds living in Syria are stateless, international human rights groups said.

"If the Islamists and the Kurds enter the demonstrations, the regime will lose control," Mr. Abdel Nour said. "The president is trying to delay the big explosion."

The unrest began three weeks ago in the southern city of Dara'a after the arrest of a group of teenagers for writing antigovernment graffiti.

The protests have since spread to the coastal city of Latakia, the crowded Damascus suburbs and the remote Kurdish cities of the northeast. The government has responded harshly, pledging political reform but also violently dispersing crowds, arresting scores and accusing protesters of complicity with a foreign conspiracy. The clashes with security forces have killed as

many as 173 people, according to figures released by Insan, a Syrian human rights group, on Tuesday.

On Wednesday, security forces maintained a tight grip on Dara'a, where residents are reported to be conducting a general strike. Ahmed Al Sayasna, a local religious leader reached by telephone, said that security forces were stationed outside the town and that shops were shuttered.

The strike began on Monday, the day after Mr. Assad appointed a former lieutenant general, Mohamed Khaled Al Hanous, governor of the restive region. Activists rejected his appointment as too little, too late.

"The issue is not the governor; the issue is the whole system," said Wassim Tarif, the executive director of Insan. "Who shot at people in Dara'a? It was the security forces backed up by the military. That is the president's responsibility."

In another development, Syrian state media reported Tuesday night that two policemen in the Damascus suburb of Kafr Batna had been shot and killed. The report blamed their death on unidentified gunmen but offered few details.

Mr. Tarif said that a peaceful demonstration was held in the suburb on Friday and that it was followed by two days of police raids and arrests.

Kirkuk Tensions Highlight Concerns Over U.S. Troop Exit

late February, which officials worried could be a target for Sunni Arab insurgent groups. Violence did break out in Hawija, west of Kirkuk — not from an insurgent attack but because of clashes between security forces and protesters.

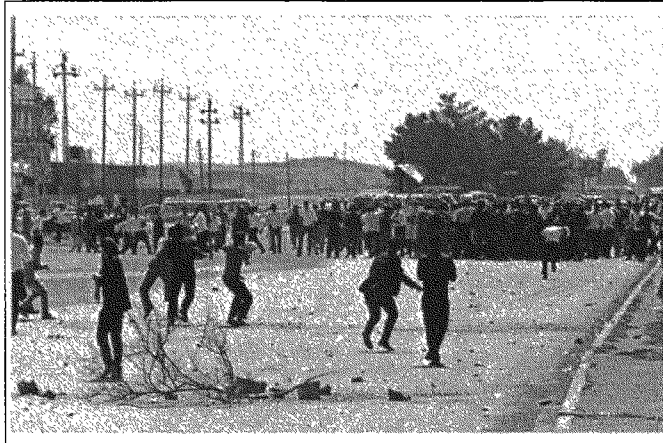
Since then, the Kurdish troops have withdrawn and the Americans have filled in, which General Perkins said was only a temporary solution.

He said that over the last week or so, the Americans had conducted an intelligence assessment in the area to determine the threat from insurgent groups, and that they would be sharing the findings with Iraqi and Kurdish leaders at a meeting this week. Then, over the next two weeks, he said, the three parties will come up with a plan that could include a new joint force to secure the area, up until the American withdrawal at the end of the year.

That deadline, of course, is subject to much debate, and there are plenty of officials inside the Iraqi and American governments would like to see an agreement to keep some United States forces in Kirkuk beyond this year. But that would take a political decision from both the Obama administration and the government of Nuri Kamal al-Maliki, the Iraqi prime minister.

Defense Secretary Robert M. Gates told reporters at a news conference in Baghdad on Thursday morning that such a decision would have to be made “pretty quickly.” Noting that the United States military has a lot of commitments at the moment — mentioning Libya and Japan as well as Iraq and Afghanistan — Mr. Gates said, “If folks here are going to want us to have a presence, we’re going to need to get on with it pretty quickly in terms of our planning,” he added. “I think there is interest in having a continuing presence. The politics are such that we’ll just have to wait and see because the initiative ultimately has to come from the Iraqis.”

Right now, violence in the area is attributed to groups such as Al Qaeda in Iraq and an insurgent group largely made up of remnants of Saddam Hussein’s Baath Party. The insurgent group is called Men of the Army of Al Naqshbandia Order, commonly referred to as J.R.T.N. (Last summer, I spent time with a company of American soldiers in one of



Reuters Turkmen students threw rocks at Kurdish students during clashes outside the Kirkuk Technical Institute on March 28.

By TIM ARANGO

BAGHDAD — Last summer, when the American military drew down to fewer than 50,000 troops here — from a high mark of more than 160,000 during the surge — commanders stressed that effectively nothing would change in terms of U.S. operations on the ground.

According to an American military statement last August, “U.S. forces haven’t conducted unilateral operations since May 2009.” Every mission, the statement elaborated, was conducted in partnership with the Iraqi security forces.

But just recently, to calm tensions in the northern part of the country near Kirkuk, the divided city whose control is disputed by three ethnic groups — Arabs, Kurds and Turkmen— a battalion of American forces has been patrolling and taking up positions on their own. “We went in as U.S., unilateral,” said Maj. Gen. David G. Perkins, commander of United States forces in northern Iraq, in an interview this week. He stressed that everything was done in coordination with the Iraqi Army and the pesh merga, the security forces from the semiautonomous Kurdish area in the north.

The highly unusual step of putting American forces in the field on their own highlights how serious the situation is in Kirkuk ahead of the planned exit of the American military by the end of the year, and the efforts of military officials and diplomats to

resolve as much of the ethnic tensions as possible before the drawdown, which many on both the Iraqi and American sides worry could set off rounds of ethnic violence.

A report published this week by the United States Institute of Peace neatly summed up the conundrum, which it described as the greatest threat to Iraq’s stability, beyond that of terrorist groups such as Al Qaeda: “This is especially the case when the vacuum caused by the lack of an agreed political and constitutional framework for Iraqis to address competing claims to these strategic lands is combined with the impending withdrawal of what are effectively U.S. peacekeeping forces in northern Iraq.”

The latest crisis that the new American troop presence is trying to resolve came in late February when Kurdish leaders deployed pesh merga troops to the south and west of Kirkuk, without consultation with the American and Iraqi sides — apparently in violation of agreements between the three sides to jointly provide security in the area. (For example, there are six checkpoints around Kirkuk staffed by American, Iraqi and Kurdish forces).

As I found when I visited Kirkuk a couple weeks ago, when the pesh merga were still in positions around the city, the deployment had exacerbated the tensions in the city, where Arabs viewed their presence as an act of aggression. Kurdish officials, meanwhile, said the troops were sent there as added security for protests in

J.R.T.N.'s strongholds in northern Iraq, and found that many in the United States military worry that J.R.T.N. could present a greater long-term threat to stability here than Al Qaeda.

Those groups, said General Perkins, don't necessarily have an interest in the Kurdish-Arab-Turkmen dispute, but seek to use those tensions to set off violence. In his words, he said Al Qaeda and other groups were "trying to exploit ethnic and sectarian seams" and then "blame the other parties."

For now, the United States is acting as a buffer between the compe-

ting factions, and for the Americans to stay longer to keep protecting Kirkuk the Iraqi government will have to request it. But the clock is ticking, and once the drawdown process is fully under way, it is not easy to quickly reverse course.

"Obviously, it would logically make sense that if they were going to ask for some sort of continued presence it would be easier for us to deal with that the sooner they ask as we're going through this process of redeploying equipment and transitioning bases," said Maj. Gen. Jeffrey S. Buchanan, the top American military spokesman here.

Of course, if the Americans leave and Kirkuk erupts in violence, they can always come back.

"There's nothing to prevent the Iraqis from asking for some sort of U.S. presence in 2013, after we've redeployed completely," General Buchanan said.



April 11, 2011 -

From Mohammed Tawfeeq, CNN

Violence kills 20 in Iraq



Iraqis protest on the eighth anniversary of the fall of Saddam Hussein's regime against the American troop presence in Iraq.

Baghdad -- Violence in Iraq killed 20 people and injured 37 on Monday, authorities said.

In Khan Bani Saad, a city in the eastern Diyala Province, two roadside bombs exploded, killing 10 and wounding two, officials with the Iraqi Interior Ministry said. The first blast occurred outside a house. The second blast hit as residents gathered to help people wounded in the initial attack.

Separately, an Iraqi police officer was killed and his driver critically wounded Monday when a sticky bomb attached to his car exploded in a northeast Baghdad neighborhood, the ministry officials said.

In Falluja, the explosions of a roadside bomb and two car bombs killed six and wounded 23, police said. First a bomb in a trash container exploded. It caused no casualties but attracted security forces and a bomb-disposal team, police said. Then a parked car exploded, killing and wounding several, police said. A third bomb exploded later, killing and injuring more people, police said.

At least three Iraqi security forces were among the dead in central Falluja. Local authorities imposed a full curfew on pedestrians and vehicles in the Falluja's al-Andulus neighborhood, where the explosions occurred.

Meanwhile, in southeastern Baghdad, a roadside bomb explosion in a commercial area killed three civilians and wounded 11 others, officials at the Iraqi Interior Ministry said.

One person was seriously hurt in another explosion in central Baghdad.

Government figures show the death toll in Iraqi violence has been rising. In March, 247 Iraqis were killed, up from 197 people in February. Another 370 people were wounded in March.

Overall, violence in Iraq has dropped dramatically since the peak of the sectarian violence between 2005 and 2007, but mortar attacks, bombs and assassinations are still commonplace.

The latest wave of violence in the country, especially in the past two weeks, has raised questions over the ability of Iraqi security forces to protect the country as U.S. troops plan to leave Iraq.

American troops are scheduled to depart from Iraq by year's end under a bilateral agreement between the Iraqi government and the United States.

But if violence increases and instability persists, it is possible both countries could agree to keep some U.S. troops in Iraq, which now has about 47,000 American soldiers. The figure is down from a high of 171,000 in 2003.

Kurdish lawmaker Mahmoud Othman told CNN there is a possibility that Iraqi government officials could ask the U.S. government to keep some troops in Iraq beyond 2011.

"There is a possibility, you can't exclude it, but till now the government says that they will not ask for it and, you know, the U.S. government, they think it's necessary ... but they don't want themselves to ask for it because if they ask for it will affect (President Barack) Obama's position," Othman said.

"So they (U.S. officials) ask the Iraqis to ask for it," he added. "The Iraqis are reluctant because of different reasons, internal and external reasons."

U.S. Defense Secretary Robert Gates recently made an unannounced visit to Iraq and discussed American troop presence with top officials, including Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki.

"My message to them was if there is to be a presence or they still need help, we are open to that possibility. But they have to ask, and time is running out in Washington because we have a lot going on around the world and we've got to make some decisions," Gates said.

"It obviously would be a presence that's a fraction of the size of the one we have here now. But it's really up to the Iraqis at this point," he added.

Syrian leader seeks to calm Kurdish unrest

As minority Kurds join the pro-democracy movement, President Bashar Assad announces that the long suppressed community in the northeast will be given citizenship rights.

By Garrett Therolf and Alexandra Sandels
Cairo and Beirut

Syrain President Bashar Assad made new concessions Thursday to the country's minority Kurdish population after some members joined pro-democracy demonstrators, threatening to create a new flank in Assad's political crisis.

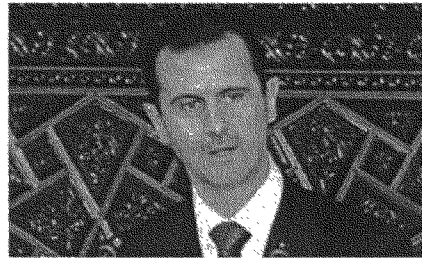
The government said it would grant citizenship to hundreds of thousands of Kurds in the northeast who have been counted as illegal immigrants since a controversial census in 1962. That left them unable to secure public sector jobs, passports and other basic citizenship rights.

Kurds in the northeast demonstrated last Friday calling for citizenship, economic relief and the release of political prisoners.

On Tuesday, the government released 48 Kurdish political prisoners who had been held for a year, a Syrian human rights group said Thursday.

"What the regime is doing is a positive step toward the Kurds," said Sherkoh Abbas, a Kurdish human rights activist who also expressed solidarity with the larger pro-democracy movement. "Of course, all Syrians should be part of this process."

Meanwhile, the larger protest move-



ment approached a potentially pivotal moment as organizers planned for renewed demonstrations despite an intense security crackdown that has left their ranks in the streets diminished.

Human rights activists cautioned that despite heightened hopes after the revolutions in Tunisia and Egypt, even the most optimistic advocates did not believe the Assad family's four-decade rule in Syria would come to a swift end.

"Syria's diversity and the decimated state of its civil society ... create a different set of conditions that will make the pace of progress of the revolution not necessarily slow, but episodic," said Ammar Abdulhamid, a prominent Syrian human rights activist living in the United States.

Scattered protests were reported throughout the country Thursday — the 64th anniversary of the formation of the Baath Party, which has been in power here since 1963 — and larger demonstrations were expected Friday.

"All of Damascus' suburbs have

caught the bug: to the north, At Tall; to the east, Kafar Batna, Duma, Harasta and Saqba; to the west, Mouaddamiyyah; and to the south, Kisweh," Abdulhamid said. "What has long been known as the Poverty Belt is now the Revolution Belt."

Some protests near the capital have focused on sectarian issues while others have pressed the religious agenda of conservative Sunni Muslims.

In response, state media reported this week that the government would close a controversial casino. It also announced the rehiring of schoolteachers dismissed last year for wearing a niqab, the veil that covers the entire face except the eyes.

Protests in other parts of the country — including the epicenter of Dara in the south, and Homs in the west — have focused on economic deprivation and government corruption.

The governor of Dara was dismissed several weeks ago, and state media reported Thursday the firing of the governor in Homs, a close friend of Assad.

"But the most important thing right now is the assurance of the right of the peaceful demonstration," said Radwan Ziadeh, a Syrian human rights advocate who teaches at George Washington University. "It's clear that Bashar Assad can't allow it."



Iraqi Kurdistan arresting clerics

April 10, 2011- Press TV

The government of the semi-autonomous Iraqi Kurdistan has arrested dozens of the northern region's outspoken religious leaders.

The leaders had dared to criticize the two ruling parties, which have dominated the Kurdish zone for decades, during their sermons, a Press TV correspondent reported on Sunday.

The detention had been ordered by Iraqi President and the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Jalal al-Talabani, who referred to the protesters as 'rioters' and 'terrorists.'

The PUK has been ruling the region in coalition with the Kurdistan Democratic Party, led by Massoud Barzani, the President of the Kurdistan Regional Government (KRG).



A February protest in Sulaymanieh

Inspired by the recent revolutions in Tunisia and Egypt, Iraqi Kurds have been protesting in Kurdistan since last month, urging the removal of the KRG.

Last month, tens of thousands of people turned out for rallies in the major city of Sulaymanieh, issuing a statement, in which they called for the ouster of the KRG's key figures.

"Because of social injustice, the waste of the region's resources and the lack of law enforcement, we have decided to no longer accept living under a system of governance which is unjust and undemocratic," the statement read.

Shiite cleric threatens action if U.S. forces stay in Iraq

A powerful anti-American Shiite cleric threatened Saturday to reactivate his feared militia if American soldiers remain in Iraq beyond this year, after a U.S. offer to keep troops on if they are needed.

By BUSHRA JUHI
The Associated Press

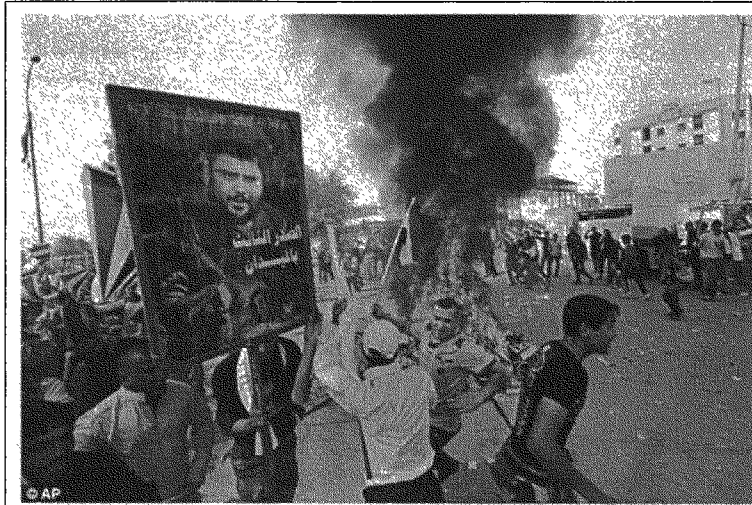
BAGHDAD — A powerful anti-American Shiite cleric threatened Saturday to reactivate his feared militia if American soldiers remain in Iraq beyond this year, after a U.S. offer to keep troops on if they are needed.

Muqtada al-Sadr issued a statement to his followers on the eighth anniversary of Saddam Hussein's ouster that stopped just short of calling for violent action against U.S. forces. He accused "the occupation" of inciting panic, corruption and unrest among Iraqis.

His statement was read aloud at a huge protest of tens of thousands in Baghdad's Mawal Square, near al-Sadr's stronghold in an eastern Baghdad slum. The cleric is in Iran, where he has been studying religion for the last several years.

"What if the invasion forces will not leave our lands?" al-Sadr asked in the statement, which was read at the protest by his aide, Salah al-Obeidi. "What if the U.S. forces and others stay in our beloved lands? What if their companies and embassy headquarters will continue to exist with the American flags hoisted on them? Will you be silent? Will you overlook this?"

"No, no America. No, no America," the crowd shouted in reply.



Protest: Followers of radical Shiite cleric Muqtada al-Sadr, seen in the poster, burn US flags during a rally in Baghdad today which marks the eighth anniversary of the fall of the Iraqi capital to American troops

In January, al-Sadr visited his ancestral home in the holy Shiite city of Najaf, 100 miles south of Baghdad, and told followers to embrace a peaceful approach to diplomacy as his political wing gains power in Iraq's government. But he also said that should the U.S. troops remain in Iraq past 2011, followers might retaliate "by all means of resistance."

On Saturday, al-Sadr elaborated on that point explaining he would quickly train newly armed followers and bring his feared Mahdi Army militia out of retirement. "We will have to adopt (this) approach if they will not leave our country," he said.

The Mahdi Army ran rampant in Baghdad, Basra and other Iraqi cities at the peak of Iraq's violence a few years ago, raiding homes and killing Sunnis in the widespread sectarian fighting that brought the country to the brink of civil war. Al-Sadr froze the militia after it was roundly defeated by Iraqi for-

ces in Basra in 2008, dramatically reducing violence in the country.

Under a security agreement between Washington and Baghdad, U.S. troops are scheduled to leave Iraq at the end of this year. Prime Minister Nouri al-Maliki, who needed al-Sadr's support to keep his job after his party failed to win a majority in national elections last year, has said repeatedly he believes the American forces will no longer be needed in Iraq by next year.

But many Sunni and Kurdish lawmakers want U.S. troops to stay, fearing Iraq is still too unstable to be able to protect itself should Iran begin to play a more active role in the country after American forces leave.

Visiting Iraq last week, U.S. Defense Secretary Robert Gates said the Obama administration is willing to keep troops in Iraq past 2011.

But demonstrator Haidar Nuaman, 25, said al-Sadr's

statement shows that many Iraqis won't stand for a continued U.S. military presence in Iraq.

On April 9, 2003, a U.S.-led coalition ended Saddam's nearly quarter-century regime in Iraq, deposing his government after he fled Baghdad.

Saddam's fall was celebrated by millions of Shiites, Kurds and even Sunnis across the country, whose joy was immortalized in images broadcast worldwide of Iraqis beating a huge statue of the dictator with their fists, feet and shoes after American Marines pulled it down.



Irak: Robert Gates à Erbil pour rencontrer Massoud Barzani

ERBIL (Irak), 8 avril 2011 - (AFP)

LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN à la Défense Robert Gates est arrivé vendredi à Erbil dans le nord de l'Irak pour y rencontrer le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani.

Le chef du Pentagone est arrivé le matin dans la capitale du Kurdistan en provenance de Bagdad, où il a eu la veille des entretiens avec les responsables irakiens après son arrivée mercredi, selon un journaliste de l'AFP.

Il s'est entretenu avec le président Jalal Talabani et le Premier ministre Nouri al-Maliki et a rencontré près de 200 soldats participant à la formation des forces irakiennes sur la base américaine de Camp Liberty.

L'armée américaine compte toujours 47.000 militaires en Irak, un pays qu'ils devront avoir quitté fin 2011.

M. Gates a salué jeudi les progrès "extraordinaires" accomplis en Irak, estimant que la démocratie irakienne était un exemple pour les peuples qui se sont soulevés dans le monde arabe.

"Si on regarde l'agitation dans toute la région, beaucoup de ces personnes seraient contentes si elles pouvaient être là où l'Irak se trouve aujourd'hui", a-t-il dit. "Tout n'est pas parfait, mais c'est nouveau et c'est une démocratie et le peuple a des droits".



Un vent de révolte souffle depuis plusieurs mois sur le monde arabe. Mais en Irak, c'est l'invasion conduite par les Etats-Unis en 2003 qui a, tant bien que mal, imposé la démocratie.

Les Irakiens ont participé en mars 2010 aux secondes législatives depuis la chute de l'ex-président Saddam Hussein, mais ils ont dû attendre neuf mois pour que leur gouvernement soit investi.

M. Barzani a joué un rôle crucial dans ce processus en facilitant en novembre dernier la conclusion d'un accord de partage de pouvoir.

Mais à ce jour, les portefeuilles stratégiques de la Défense, de l'Intérieur et de la Sécurité nationale n'ont toujours pas été attribués et plusieurs points de l'accord pas mis en oeuvre.

El Watan.com

9 AVRIL 2011

Chronologie des événements en Syrie

Rappel des événements en Syrie, en proie depuis le 15 mars à une contestation inédite du régime du président Bachar Al Assad, au pouvoir depuis 2000.

- Mars

- 15 : à Damas, rassemblement à l'appel d'une page facebook «la révolution syrienne 2011» réclamant «une Syrie sans tyrannie, sans loi sur l'état d'urgence (depuis 1963) ni tribunaux d'exception».

- 16 : arrestations à Damas lors d'un rassemblement de familles de détenus politiques.

- 18 : manifestations réprimées à Damas, Deraa (100 km au sud) et Baniyas (ouest): au moins quatre morts, des centaines de blessés par balles (militants des droits de l'homme, DH).

- 21 : des milliers de manifestants à Deraa. La contestation s'étend dans le Sud.

- 23 : 100 morts à Deraa (militants DH), le gouverneur est limogé.

- 24 : le pouvoir annonce des mesures de démocratisation. Arrestations massives.

- 25 : nouvelles manifestations à Damas et dans le Sud violemment réprimées.

- 26 : 260 détenus politiques libérés, surtout islamistes (militants DH). Après Washington, Paris et Londres, l'UE condamne la répression des manifestants «aux exigences légitimes».

- 26 - 27 : violences meurtrières à Lattaquié, port du Nord-Ouest, où des renforts militaires sont envoyés. Le régime incrimine les islamistes.

- 29 : démission du gouvernement. Manifestations pro-Assad dans les grandes villes, excepté Lattaquié.

- 30 : Assad dénonce une «conspiration», n'annonce aucune réforme concrète. Nouvelles violences meurtrières à Lattaquié.

- 31 : Assad charge une commission de rédiger, avant le 25 avril, une législation remplaçant la loi d'urgence.

- Avril

- 1er : des milliers de manifestants dans le pays (et pour la première fois dans le nord à majorité kurde) : au moins neuf morts, dont huit à Douma, près de Damas (militants DH). 123 personnes ont été tuées depuis le 18 mars (FIDH).

- 2 : arrestations massives, notamment à Damas, Douma et Homs (160 km au nord).

- 3 : le ministre de l'Agriculture sortant, Adel Safar, chargé de former le nouveau gouvernement.

- 4 : nouveau gouverneur à Deraa.



- 5 : grève générale à Deraa. Sept militants des DH libérés. Deux policiers tués par des «hommes armés» dans la banlieue est de Damas.

- 6 : le gouverneur de Homs (160 km au nord de Damas) limogé. Le Parlement doit adopter, début mai, plusieurs lois, dont l'une abolissant la loi d'urgence (responsable). Libération de 48 détenus, principalement kurdes, arrêtés il y a un an dans le Nord.

- 7 : Assad promulgue un décret accordant la citoyenneté à des habitants d'origine kurde, qui en étaient privés depuis près d'un demi-siècle. La commission chargée de préparer l'abolition de la loi d'urgence a achevé ses travaux.

- 8 : 22 tués lors de manifestations : 17 à Deraa, 2 à Homs et 3 à Harasta, une localité à 12 km au nord de Damas.

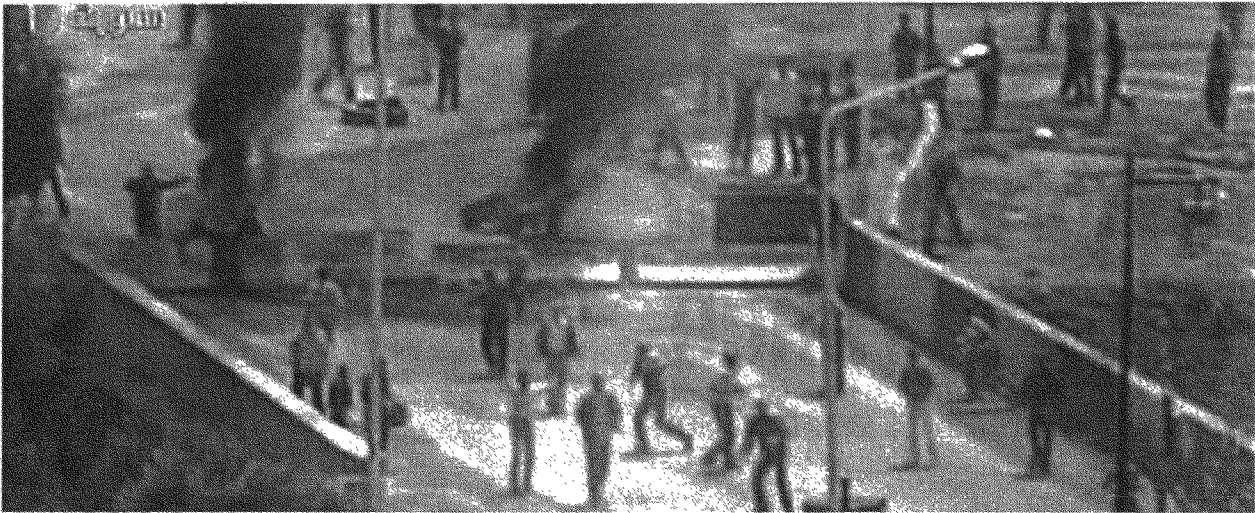
(A.F.P.)



9 ET 10 AVRIL 2011

Deraa refuse d'entendre l'appel au calme d'Al-Assad

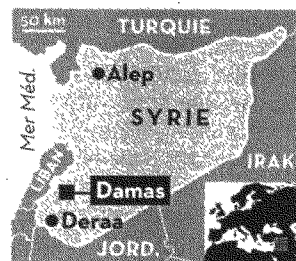
SYRIE Une trentaine de personnes ont été tuées vendredi lors de nouveaux heurts. Le régime semble préparer une répression massive.



Extrait des images des heurts de vendredi à Deraa diffusées par la télévision d'Etat syrienne. PHOTO SYRIAN TV AFP

A l'évidence, les mesures annoncées par le régime de Bachar al-Assad n'ont pas suffi à apaiser la rébellion en cours en Syrie, où au moins une trentaine de personnes ont été tuées vendredi. C'est une nouvelle fois la ville de Deraa, dans le sud du pays, à une quinzaine de kilomètres de la frontière jordanienne, qui a été l'épicentre des violences. A l'issue de la prière du vendredi, les manifestants ont notamment brûlé le siège du parti Baas et lapidé la statue de Bassel, le frère aîné de Bachar al-Assad, décédé dans un accident de voiture – ce qui avait propulsé ce dernier au pouvoir à la mort de leur père, Hafez al-Assad.

Décret. «Je viens de recevoir une liste de 23 noms de personnes tuées pour la seule ville de Deraa. Parmi eux, il y a un médecin et un infirmier. Il faut ajouter les victimes à Homs [à 160 km au nord de Damas, ndr], et à Harasta [12 km de la capitale]», indiquait hier depuis Paris, catastrophé, Haytham Mana, un défenseur syrien des droits de l'homme, originaire de cette localité. «Je suis très fier de ma ville, a-t-il ajouté. Les



gens n'ont plus peur. Ils ont fait reculer quarante ans de dictature. Ils ont pourtant eu plus de morts que l'Egypte et la Tunisie.»

Autre point névralgique, le pays kurde, où les manifestations se sont poursuivies vendredi dans au moins cinq localités, aux cris de «Dieu, Syrie et liberté» et «Ni arabes, ni kurdes, unité nationale». Au nombre de plusieurs milliers, les contestataires, comme dans les autres régions, ont demandé la libération des prisonniers et l'abolition de la loi d'urgence.

Ces protestations interviennent au lendemain d'un décret du chef de l'Etat, Bachar al-Assad, accordant la citoyenneté syrienne à des habitants d'origine kurde, qui en étaient privés depuis près d'un demi-siècle. Cette mesure va, si elle est réellement appliquée, concerner des di-

zaines de milliers de Kurdes. Les manifestants ne l'ont pas, semble-t-il, jugée crédible ou peut-être vintelle trop tard. On signale également des incidents dans la banlieue de Damas, à Douma.

Provocation. Face à la révolte, qui entre à présent dans sa quatrième semaine et ne cesse de monter, le pouvoir, après avoir annoncé jeudi quelques réformes très évasives, a décidé de répondre en propageant la peur, première étape avant encore plus de répression. C'est sans doute dans

«Les gens n'ont plus peur. Ils ont fait reculer quarante ans de dictature.»

Haytham Mana, défenseur des droits de l'homme originaire de Deraa

ce sens qu'il faut lire le communiqué, publié vendredi soir par l'agence officielle Sana et la télévision du régime; affirmant que 19 membres des forces de l'ordre avaient été tués et 75 autres blessés vendredi par des tirs de «groupes armés» à Deraa. Cette affirmation, qui n'a été confirmée par aucune autre source,

pourrait indiquer que le régime cherche à justifier par avance une attaque massive de Deraa.

Il est aussi significatif que les forces de sécurité ont, selon plusieurs sources, abandonné des armes dans le centre-ville dans le but, semble-t-il, de pousser à la provocation. «Le régime joue la carte de la menace de la guerre civile [entre les différentes communautés]. Mais est-ce que les Alaouites [la minorité qui détient le pouvoir en Syrie] accepteront de jouer le jeu et de se sacrifier pour Bachar?» s'interrogeait

vendredi un politologue libanais qui a requis l'anonymat.

En attendant, les révoltés syriens se sont trouvés un cri de guerre que l'on

entend d'un bout à l'autre du pays: «Par notre sang et notre âme, nous nous sacrifierons pour toi Deraa.» Et un hymne révolutionnaire, composé par Samih Choukayr, un militant de gauche. Sur YouTube, la vidéo a déjà été vue par 130 000 personnes. Les paroles: «Celui qui tire sur son peuple est un traître.»

JEAN-PIERRE PERRIN

Iran's Grip on Kurdistan

By ERIC BRUNEAU

A recent attack on a police station in the Iranian Kurdish town of Mariwan has ignited a new cycle of shelling by Iran on the autonomous Kurdish region of Iraq.

Members of the dissident group, Party for the Free Life of Kurdistan (PJAK) have claimed responsibility for this attack, saying that they are determined to continue their struggle.

Since the beginning of spring, when villagers from the mountainous region of Qandil, between Kurdistan and Iran, returned to their fields and pastures, clashes between the rebel group and Iranian artillery units have resumed.

PJAK is engaged in a bitter armed struggle against the Iranian state. Its estimated three* thousand guerrilla fighters (PJAK leaders refused to confirm this figure, claiming it is a military secret) are fighting a war with the Iranian Pasdaran, or revolutionary guards, in border areas.

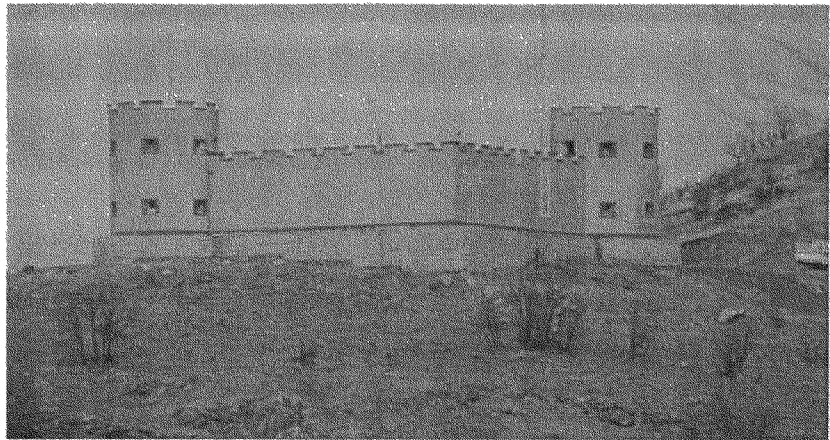
Several members of the group have been sentenced to death and they are awaiting their punishments in Iranian jails. They fear that the slightest unrest in Iranian Kurdistan will speed up their executions.

PJAK leaders say that it was in retaliation for the execution of one of their members by the Iranian authorities in January that they carried out the attack on the police station in Mariwan.

In response, Iran bombed several Kurdish villages across the border on the Iraqi side. Shortly before the shelling took place at the end of last month, Amir Karimi, a member of the PJAK coordination committee, expressed his organization's view on Iran's shelling methods.

"The Iranians are pursuing a double objective. First, by shelling civilians, they create a refugee problem for the local authorities. An entire village becomes homeless overnight and its people have to be sheltered, fed, and provided with support which puts Kurdistan region's scarce resources under strain," said Karimi. "Then, it sends the message that if the Iranian artillery can destroy one village, it can destroy three or four more."

For its part, PJAK doesn't intend to relent. "Our militants are thrown in jail, tortured, and hanged," said Soran, a former spokesperson for PJAK in



An Iranian border post near the town of Penjwen in Iraqi Kurdistan. Photo Ayub Nuri for Rudaw.

Europe. "The Tehran government must know that there is a price to pay."

Karimi agrees. He said that Iranian society is becoming increasingly militarized, and that the mentality of the Islamic regime has been one of permanent war since the 1979 revolution.

Karimi added that the regime targeted the leftists and the liberals in the past and today it is targeting reformists. "Their way of addressing a problem is repression," he said. "This will never change, and in the end the only option left is war. The only dialogue the Islamic regime understands is the dialogue of weapons."

When speaking with members and leaders of PJAK, one can sense that they do not like the word "war." They would rather use "self-defense." They insist that they are not warmongers. According to members of the group, as Kurdish identity is under attack and Kurdish activists from all fields of life are considered as military targets, they must react with violence.

Karimi believes that these cross-border clashes pose a serious problem for the Iranian military presence in Iraq and that PJAK's fighters always manage to chase the Iranians back to the other side of the border.

He further attributes Baghdad's inaction on the issue of Iranian border incursions to the fact that the Iraqi government under Prime Minister Maliki has been formed by help and direction from Iran.

"The government owes its very existence to Iran. So it carefully avoids confronting it on anything, especially the presence of Iranian outposts in the autonomous Kurdistan region," said Karimi.

To Soran Iranian military on Iraqi soil is not an issue. "Iran's Secret Service has thousands of agents in Iraqi Kurdistan. So a couple of outposts there are irrelevant," he said.

PJAK leaders claim that the Iranian Secret Service has a station in Kurdistan sanctioned by the Kurdistan Regional Government. "Basically, they are turning the Sulaimani province into an Iranian protectorate," said Soran. "Sulaimani lives off trade with Iran. If it wants, Tehran can suffocate the province in no time."

Another issue, parallel to these occasional border skirmishes between the PJAK rebels and Iranian guards, is a concrete wall that Iran is building in some areas between the Kurdistan region and its territories.

According to Karimi, the idea of erecting a wall dates back to the days of the former Shah of Iran. "This wall is to cripple the cross-border economy," he said. "Frontier villagers from both sides often have no income other than cross-border trade and they take great risks to avoid border guards, who do not hesitate to shoot them."

According to Iranian dissidents, parts of the construction have already been completed, mainly those near Piransehri. But Karimi dismisses the whole plan as unrealistic. "How do you want this wall to be effective?" he asked. "Can you imagine building a wall along such a problematic border? Our guerrillas, our cadres are already deep in Iran, amongst the population."

Karimi doesn't think the plan will succeed. But Soran, the former spokesperson in Europe, is more wary. "This wall is dangerous," he said. "PJAK has to prevent its completion. If we let them build this, there will be more walls to come."

* Eric Bruneau has worked as an analyst for a TV station in Iraqi Kurdistan. He lives in Europe and visits different parts of Kurdistan for research on Kurdish issues. He wrote this article for Rudaw.

Turkish parties to fight for Kurdish votes in east

GÖKSEL BOZKURT

ANKARA - Daily News Parliament Bureau

The BDP plans to enter Parliament with more than 30 independent deputies by offering influential names in the region.

The nomination lists submitted by Turkey's ruling, main opposition and pro-Kurdish parties suggest the country will witness a war for Kurdish votes in the southeast.

Many significant names from the ruling Justice and Development Party, or AKP, did not appear on the list for eastern and southeastern regions while the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, nominated veteran figures. The Republican People's Party, or CHP, on the other hand, joined the race for Kurdish votes in some provinces in the region with tactical choices.

The AKP, which is aiming to continue its efficiency in the region and benefit from the outcomes of its Kurdish initiative, renewed most of its deputies from the southeast. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan had criticized them for ignoring their constituency regions.

Some AKP Diyarbakir deputies, including Ohsan Arslan, Kudbettin Arzu and Osman Arslan, were not included in the list while the party instead placed strong figures, including Agriculture Minister Mehdi Eker, on the top of the list for Diyarbakir and Galip Ensariolu, the chief of the Diyarbakir Trade and Industry Chamber, in the second rank.

Dengir Mir Mehmet Firat, one of the architects of the AKP's Kurdish move, was not nominated. The AKP placed former Istanbul Gov. Muammer Güler at the top of the list for his hometown Mardin and chose to run deputy AKP leader Hüseyin «elik in Gaziantep.

Finance Minister Mehmet Simsek was placed at the top for his hometown Batman while State Minister Cevdet Yılmaz was nominated for Bingol in the first rank. Tribe member Rüstem Zeydan was replaced by another figure from the same tribe, Mehmet Necip Zeydan.

In Adiyaman, current deputy Hüsrev



The BDP plans to enter Parliament with more than 30 independent deputies by offering influential names in the region.

Kutlu was replaced with journalist Mehmet Metiner, while former True Path Party, or DYP, deputy and Minister Ali Riza Septiolu's son, Faruk Septiolu, was nominated for Elazig.

TOUGH WAR IN SANLIURFA

Sanliurfa, a stronghold for the AKP where 11 deputies are expected to be elected, will be the scene of a campaign battle between the AKP candidates and independent nominees.

The AKP will run State Minister Faruk «elik for the province in the first place on the list, followed by Seyyit Eyüpolu, leader of the Seyhanli tribe in the region. The AKP has eight Sanliurfa deputies.

AKP Sanliurfa deputy Zülfikar Ozol resigned from the party Tuesday when he was not nominated by his party. Ozol, leader of one of the influential tribes in the region, will run as independent candidate in the election.

Along with Ozol, folk music singer Ibrahim Tatlıses and Ahmet Ersin Bucak of the influential Bucak tribe will run as independent candidates.

Instead of Fatih Arikian, Avni Doan, Veysi Kaynak and Cafer Tatlıbal, former Higher Education Board, or YÖK, president Mehmet Salam and AKP deputy Nevzat Pakdil were placed in the first and second ranks in the list, respectively, for Kahramanmaraş.

CHP'S TACTICAL CHOICES

The CHP, which has had little influence in the region in the past, employed some tactical choices to join the tough race in the region against the AKP.

In Diyarbakir, the party placed former DYP State Minister Salih Sümer, who is also a tribe member, against AKP Agriculture Minister Mehdi Eker, who comes from the same tribe.

The party's top choice for Van was Zahir Kandasoglu, chairman of the Van Industry and Trade Chamber, while the party picked Alevi Kamer Genç, who was an independent deputy but later joined the CHP, for his hometown, Tunceli.

The CHP picked an experienced politician, former DYP deputy Faris Özdemir, for Batman while Zeki Korkutata, cousin of former Welfare Party, or RP, deputy Hüsamettin Korkutata, for Bingol.

BDP RUNS STRONG NAMES

The BDP plans to enter Parliament with more than 30 independent deputies by offering influential names in the region.

The party is running strong names for Kurdish politics in the AKP-dominated provinces in the region and will include six suspects in the Kurdish Communities Union, or KCK, case as candidates.

The KCK is accused of being the urban wing of the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK, which is listed as a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

The BDP is running important Kurdish figures such as Leyla Zana, Hatip Dicle, Emine Ayna, Serafettin Elçi and Altan Tan in Diyarbakir.

In the 2007 elections, the AKP secured six seats while the BDP secured four seats in Diyarbakir. The BDP will run the party co-chair Selehattin Demirtas and Esat Canan against the AKP's Zeydan in Hakkari.

In Van, KCK suspects Kemal Aktas, Özdal Uçer and Aysel Tuluk were nominated while the party is running significant figures Ayla Akat Ata and Bengi Yıldız for Batman against the AKP Mehmet Simsek, the current finance minister.

Democratic Society Congress, or DTK, co-chair Ahmet Türk was nominated for Mardin, BDP co-chair Gülten Ki_ank for Siirt, Sirri Sakik for Mus and Hatip Dicle for Sirnak.

The party picked journalist Erturul Kürkçü for Mersin, which has an important Kurdish population.

The candidacy of BDP's three nominees, namely, Zana, Murat Bozlak and Dicle, could be rejected by the Supreme Election Board, or YSK, for serving jail sentence for involving in terrorist activi-

ties, according to claims.

MHP WEAK IN REGION

The Nationalist Movement Party, or MHP, on the other hand is not influential in the region, and is entering the race with ineffective names. Doctor

Mustafa Akbay was listed first for Diyarbakir. Bedrettin Sayilgan was nominated for Hakkari, Mustafa Kaçmaz for Van, and Sinan Ohan for Idir. The only province the MHP is confident in is Idir.

Provincial head Hakim Zeyrek will

run for Sirnak, while Isa Bora, a person rooted in the Ulkü Ocaklari (Idealist Hearths), a nationalist youth organization, will run for Batman. Sabahattin Sariçam was nominated for Ardahan, and Ahmet Celayir will be a candidate for Bingol.

The Economist

April 14th 2011

Turkey and its Kurds South by south-east

BATMAN AND DIYARBAKIR

Pro-Kurdish candidates for election are likely to do well in Turkey's south-east

LEYLA ZANA, a popular Kurdish politician, once declared: "I no longer believe in the Turkish parliament. I will not run again." In 1991 she won a seat in the mainly Kurdish province of Diyarbakir, in south-east Turkey. Three years later she was stripped of her parliamentary immunity and sentenced to 15 years in prison for belonging to the Kurdistan Workers' Party (PKK), a group of armed insurgents. Her biggest crime was to accompany her oath with a short speech in Kurdish. No matter that she called for brotherhood between Turks and Kurds; she spent ten years inside.

Now Mrs Zana is running for parliament again. Along with other members of the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), she is standing as an independent to get round the 10% threshold parties must reach to win seats. Mrs Zana's turnaround reflects changes in Turkey since the days when she was blindfolded, tortured and paraded naked before male prisoners. Now she is free to campaign in Kurdish. She can be interviewed by Turkey's first state-run Kurdish television station, TRT 6, and by private Kurdish television and radio stations, which have mushroomed. Ahmet Turhan, governor of Batman province, concedes that education in Kurdish can be considered and that the state should apologise for past misdeeds. And secret talks continue, if sporadically, between the government and Abdullah Ocalan, the imprisoned PKK leader.

This more relaxed attitude owes

much to the mildly Islamist Justice and Development (AK) party, which shot to power in Turkey in 2002. Riding a wave of robust growth, democratic reforms and international acclaim, AK is expected to win a third term of single-party rule on June 12th. But it is unlikely to repeat the drubbing that it gave the BDP (then known as the DTP) in Kurdish areas in 2007.

There are several reasons for AK's ailing fortunes among the country's 14m Kurds. They are no longer swayed by free coal and talk of Islamic fraternity. AK's "opening", which was meant to lead to an amnesty for PKK rebels untainted by violence, has been shelved. Recep Tayyip Erdogan, the prime minister, blames the Kurds. He says the PKK provoked Turks in 2009 when fighters returning from Iraq started delivering "victory" speeches.

The government's response was to lock up thousands of Kurdish politicians, including BDP mayors. Selahattin Demirtas, a BDP leader, reels off the figures. At least 2,300 Kurdish activists have been jailed since 2009. Sentences sought by prosecutors in an array of cases against the BDP's 22 parliamentarians, including Mr Demirtas, add up to a staggering 2,350 years.

Egged on by Mr Ocalan, the BDP has raised the bar with a civil-disobedience campaign that has seen a Kurdish female parliamentarian slap a policeman. Kurds are spurning mosques staffed by state-appointed



The Kurds are sticking to their own

imams in favour of Kurdish-language prayers in fields. Their campaign will not end, they say, until BDP prisoners are released, an amnesty is given to PKK fighters, education in Kurdish is permitted and the 10% threshold is lowered.

The strategy is paying off. Analysts reckon the BDP could win some 30 seats in June's election. AK's case has not been helped by the lacklustre candidates it is fielding in the south-east. This may be a good thing. The more Kurds there are in Ankara, the more comprehensive will be the new constitution Mr Erdogan promises to deliver after the election.

Those who complain about BDP "provocations" ought to remember their own calls for the PKK to end its armed struggle and to let politicians pursue Kurdish goals peacefully. The PKK has extended its unilateral ceasefire until the election. After 12 years of captivity Mr Ocalan is, for now, easing his iron grip on the PKK (and, by extension, the BDP). The BDP looks less like the political wing of the rebels; instead, the PKK now looks like the BDP's armed wing. Yet until the Kurds' demands are met that wing is unlikely to be discarded.

Protesters in Syria killed by gunfire

CAIRO

Tens of thousands demonstrate across Arab world after Friday Prayer

BY LIAM STACK
AND J. DAVID GOODMAN

Gunfire erupted after prayers in the southern Syrian city of Dara'a on Friday as security forces across Syria moved to counter a third week of protests against the government of President Bashar al-Assad, according to witnesses and activists reached by telephone.

There were conflicting reports of the number of dead in the city as well as who was shooting.

One resident, reached by phone, said security forces had opened fire on thousands of protesters from a central bridge and killed more than 10 people. "There are martyrs in the street," he said frantically before his line went dead. A Facebook group monitored by human rights activists in Syria said 24 had been killed and 20 wounded.

The Syrian state news media confirmed several deaths but blamed gunmen who "opened fire on a group of citizens, security forces and police as worshippers left Friday Prayer." The news media said one member of the security forces had been killed and dozens of civilians had been wounded.

The clash began as security forces on the bridge tried to keep two groups of protesters from joining together, the resident said. Chants of "Peaceful, peaceful!" rose through clouds of tear gas and the sounds of gunfire.

In a separate incident, state television reported that unidentified gunmen had opened fire on an ambulance as it transported a wounded man to the hospital in Dara'a, killing the driver.

More than 10,000 protesters took to the streets of several cities, including the capital, Damascus, and a suburb where at least 15 protesters were killed April 1 in clashes with security forces. Protest organizers had called for demonstrations against Mr. Assad's regime in several provinces in what they dubbed a "Friday of Steadfastness."

Across the Arab world, Friday has become the central day of protests against autocratic rule as worshippers pour from mosques after noon prayers on the Muslim holy day in a revolutionary upsurge that has toppled the leaders of Egypt and Tunisia and brought turmoil to other countries including Yemen,

Bahrain, Jordan, Syria and Libya.

In Yemen, more than 100,000 people converged on the capital, Sana, for rival demonstrations on Friday as the president, Ali Abdullah Saleh, appeared to dig in and reject an offer from the Gulf Cooperation Council to mediate the terms of his departure.

In Cairo, tens of thousands gathered in the central Tahrir Square, waving flags and demanding the prosecution of the ousted president, Hosni Mubarak, and his family in a sign of Egyptians' growing frustration with the slow pace of change under the new military rulers.

And in what appeared to be an attempt to assert Iran's credentials as a supporter of protesters in Bahrain, non-Iranian religious students from the city of Qum demonstrated outside the U.N. headquarters in Tehran and the Saudi Embassy on Friday morning.

In Syria, Friday's protests included some in the eastern Kurdish areas, two days after Mr. Assad sought to quell unrest by offering Syrian nationality to the estimated 200,000 Kurds formerly classified by the government as stateless persons.

Kurdish leaders and human rights activists rejected the move as political posturing.

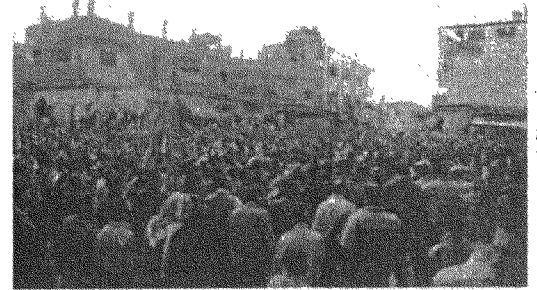
Hakeem Bashar, a Kurdish leader, said Friday that thousands of people had gathered to demonstrate in Qamishli, one of the largest towns in the Kurdish northeast of the country.

"We want all of the demands that other Syrians in other parts of the country are making," Mr. Bashar said. "These are national demands, but we are demanding them, too, because this is our country. We are Kurds, but we are also Syrians."

Security forces have maintained a heavy presence in the capital, Damascus.

Six buses carrying uniformed and plainclothes officers arrived at Al Rifai mosque in the Damascus neighborhood of Kafr Souseh a center of protests last week, pulling open its doors and beating worshippers as they exited, said Wissam Tarif, director of a Syrian human rights group. Security forces scuffled with protesters and hauled others into the waiting buses as they chanted "Freedom! Freedom!"

The new gatherings came after smaller groups demonstrated Thursday in the towns of Daraya, Qaboun and Irbin, as well as in Douma, in memory of those killed last week. On April 1, demonstrations in Douma erupted into violence when security forces opened fire on the crowd, killing at least 15 people, according to human rights groups. Most of the



dead were shot by snipers.

In Yemen, in the southern city of Taiz, witnesses said police officers fired tear gas and bullets and beat protesters who marched in a burial procession carrying the coffins of several people killed during a demonstration last week. The Associated Press reported from Sana. One man was fatally shot in the head, three other people were seriously wounded and dozens of others suffered breathing problems, said Dr. Sadek al-Shuga, who was running a makeshift field hospital nearby.

More than 120 people have been killed since Yemen's protests calling for the removal of Mr. Saleh began Feb. 11, inspired by popular uprisings in Tunisia and Egypt.

Hundreds of thousands of people protesting in 13 other Yemeni provinces

Friday has become the central day of protests against autocratic rule as worshippers pour from mosques.

on Friday also demanded that Mr. Saleh leave office after more than 30 years in

power.

Mr. Saleh lashed out against an offer by the Gulf Cooperation Council, which invited him and the opposition to a mediation session in Saudi Arabia and proposed that the president hand over power to his deputy in return for immunity from prosecution for him and his family.

"We derive our authority and legitimacy from you and not from Qatar's or other officials or from what Al Jazeera says," he told tens of thousands of cheering supporters in Sana.

In Cairo, meanwhile, a military helicopter hovered over the city center as

protesters poured into Tahrir Square after Friday Prayer to support demands that include the removal of remaining Mubarak-era officials, including the powerful provincial governors, Reuters reported.

"It's a strong message that the revolution is not over yet and is still going on and will not quieten down before its goals are realized," said Hassan Nafaa, a professor of political science and a prominent figure in the reform movement.

The protest drew an array of Egyptians, from leftists to Islamists, including the Muslim Brotherhood, a group considered Egypt's best-organized

political force.

And in Tehran, the gathering of about 1,000 people, many of them Shiite clerics, came from countries as diverse as Nigeria, Madagascar, India and Bangladesh, as well as representatives from Afghanistan, Pakistan, Lebanon and Bahrain itself.

Familiar slogans like "Death to America" and "Khamenei is our leader" were chanted in heavily accented Farsi while "Death to the Saud family" and "Death to the Khalife family" followed in Arabic and Urdu.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

MONDAY, APRIL 18, 2011

Concessions by Syrian leader fail to slow protests

CAIRO

BY LIAM STACK
AND LAURA KASINOF

Anti-government protests continued in Syria on Sunday, a day after President Bashar al-Assad proposed a reform package meant to curb the unrest that has posed an unprecedented challenge to his family's four decades in power. The protests came as Syrians celebrated Evacuation Day, the 65th anniversary of independence from French colonial rule.

On Saturday, Mr. Assad announced in a televised address that he would lift the country's 48-year-old state of emergency "before the end of next week." He said he would also study plans to tackle corruption and unemployment and to legalize political parties, which are banned.

The moves were a bid to appease protests that have brought tens of thousands of Syrians into the streets since mid-March, shaking one of the Arab world's most authoritarian states and killing more than 200 people, according to estimates by human rights groups.

But the address did little to soothe opposition to the regime of Mr. Assad, 45, who has ruled since the death of his father, Hafez al-Assad, in 2000, after three decades in power. The speech provoked renewed protests Saturday night in the coastal city of Latakia and in the Damascus suburbs of Al Tall and Ma'adameya, eyewitnesses said.

Protests continued Sunday, with several hundred people rallying in a central square in the southern Druze town of Suwayda, beneath a statue of Sultan Pasha al-Atrash, the leader of the country's unsuccessful 1925 revolt against French rule.

Security forces responded harshly, dispersing protesters with the help of club-wielding baltajeyya, or pro-government "thugs," who beat them in Al Shoulaa Square, said Razan Zeitouneh, an activist with the Syrian Human Rights Information Link. Five were hospitalized.

Protests also broke out in the neighboring village of Quraya, the hometown of Sultan Atrash, where his descendants still keep a house, said Mountaha al-Atrash, his daughter. She said that members of the security forces beat her nephew, a grandson of the erstwhile independence leader. Protesters were dispersed before they could raise the Syrian flag or sing the national anthem, activists said.

"My father led the revolution, but now we are in a police dictatorship and the government is oppressing us violently in every province," Ms. Atrash said by telephone from Suwayda. "The people want their rights, freedom and democracy, and these are legitimate demands."

In Yemen, meanwhile, opposition leaders said Sunday they planned to travel to Saudi Arabia later in the day to discuss an agreement with the Gulf Cooperation Council on a timetable for President Ali Abdullah Saleh to leave office.

Yassin Saeed Noman, the head of a coalition of opposition parties known as the J.M.P., said he and three other opposition leaders would travel to Riyadh, the Saudi capital, to meet with council officials about an initiative discussed earlier this month that calls for Mr. Saleh to transfer presidential powers to his deputy and leave office.

The draft agreement also gives the president and his family immunity from prosecution, presumably to head off a situation similar to that in Egypt, where

the military has detained former President Hosni Mubarak and his two sons.

Saudi Arabia, Yemen's largest donor, dominates the Gulf Cooperation Council, a regional bloc that also includes Oman, Bahrain, Qatar, Kuwait and the United Arab Emirates. Yemen does not belong to the council.

Senior Yemeni officials have said in recent days that the United States and the European Union are pressing for a plan — in conjunction with the Gulf Co-

"The people want their rights, freedom and democracy."

operation Council — that would have Mr. Saleh hand over his powers immediately and formally leave office within the next three months.

It was not immediately clear whether any Western officials would join the gathering in Riyadh.

J.M.P. leaders have previously insisted they will not meet with the Gulf Cooperation Council in Riyadh unless an agreement on a transfer of power is in place.

Hundreds of thousands of people demonstrated across the country Sunday, denouncing Mr. Saleh and his remarks against women taking part in protest rallies, The Associated Press reported.

In a speech Friday, Mr. Saleh condemned the mingling of men and women at protests in the capital, Sana, and said it violated Islamic law. The comments enraged many in Yemen, and prompted the youth movement leading the anti-Saleh protests to call for mass demonstrations Sunday dubbed a day of "honor and dignity."

La Croix

20 AVRIL 2011

Le parti pro-kurde de Turquie pourrait boycotter les élections de juin

La commission électorale turque (YSK) a interdit la candidature de sept des soixante-six candidats du parti en raison de la condamnation de certains d'entre eux par la justice

ISTANBUL
De notre correspondante

La place Taksim, située en plein cœur d'Istanbul, était noire de monde hier en milieu de journée. À la place des traditionnels badauds et touristes, plusieurs milliers de sympathisants kurdes y ont organisé un sit-in géant en entonnant des chants et des slogans dirigés contre le gouvernement, sous le contrôle de plusieurs cordons de police. « C'est un jour très triste » reconnaît Cemal, un proche du parti pro-kurde BDP (Parti pour la paix et la démocratie). « L'État nous signifie clairement que nous n'avons pas le droit d'élire nos représentants au Parlement. »

La veille, ce parti pro-kurde a appris avec stupeur que sept de

ses soixante-six candidats en lice pour les élections législatives du 12 juin ne pourront pas y participer. La commission électorale turque (YSK) a justifié cette décision par certaines condamnations de justice imposées dans le passé à certains de ces candidats.

C'est le cas de Leyla Zana, élue en 1991 au Parlement, puis révoquée pour avoir prêté serment dans sa langue maternelle, le kurde, avant d'être condamnée à 15 années de prison pour ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cette organisation armée est considérée comme terroriste par le gouvernement d'Ankara. Le retour politique de Leyla Zana avait été salué dans la ville de Diyarbakir où elle était candidate. Parmi les autres personnalités recalées lundi par le YSK se trouvent Sabahat Tuncel et Gultan Kisanak qui sont pourtant actuellement députées.

Cette décision, critiquée sur le fond par certains juristes, a fait l'effet d'un coup de massue parmi les membres et sympathisants du BDP. « C'est une posture fascisante, un complot politique », a déclaré lundi soir le président de ce parti,

Selahattin Demirtas. « Les élections doivent être repoussées de 15 jours ou un mois pour que nous puissions de nouveau présenter des candidats. Sinon ce ne seront pas des élections justes et démocratiques. »

Cette décision aura des conséquences importantes pour ce parti déjà désavantagé dans sa course aux élections par un quorum électoral de 10 %. Les partis politiques sont en effet obligés d'obtenir plus de 10 % des suffrages au niveau national pour pouvoir entrer au Parlement. Or, les divers partis kurdes dont l'électorat est essentiellement regroupé dans l'est du pays, n'arrivent jamais à le franchir. C'est pour cette raison que, depuis 2007, le principal parti pro-kurde – à l'époque appelé DTP, avant d'être interdit en 2007 –, contourne la règle en présentant des candidats indépendants. Il compte actuellement 20 députés et tablait sur 35 à l'issue du scrutin de juin.

« Jusqu'à présent nous avons donné de l'importance au Parlement, mais cette décision ferme la voie des Kurdes vers la politique et ouvre la voie à une confrontation », a regretté Aysel Tugluk, autre personnalité

marquante du BDP. « Le YSK invite les Kurdes à prendre le chemin de la montagne », estime de son côté Cengiz Candar dans les pages du quotidien Radikal tandis que le journal Ozgur Gundem titrait hier sur un « appel à la guerre ». Le PKK compte actuellement plusieurs milliers de militants dans les montagnes du sud-est de la Turquie et du nord de l'Irak.

La décision de la commission électorale intervient alors que des affrontements entre l'armée et des membres de la guérilla ont fait plusieurs morts début avril. Par ailleurs, 152 sympathisants kurdes, dont six maires, sont actuellement jugés pour leurs liens supposés avec le PKK.

Les dirigeants du BDP ont annoncé vouloir faire appel de cette décision tout en évoquant la possibilité de boycotter les élections. Une telle initiative serait lourde de conséquences pour le pays alors que le prochain Parlement aura la difficile tâche de rédiger une nouvelle constitution et, par ce biais, de trouver des solutions à la question kurde.

DELPHINE NERBOLIER

La Croix MERCREDI 20 AVRIL 2011

OPINION >>>> Heather Grabbe, directrice de l'Open Society Institute au bureau de Bruxelles (1)
Sinan Ülgen, chercheur invité à la Carnegie Europe, directeur de l'Edam (2)

La Turquie contre la France, une rivalité stratégique

La rivalité entre la Turquie et la France, que l'opération militaire en Libye a révélée, risque de mettre à mal l'échiquier sécuritaire et politique de la région. Ankara a brillé par son absence lors de la réunion des chefs d'État à Paris, le 19 mars, qui a posé les fondations de la coalition ad hoc destinée à faire respecter la zone aérienne d'exclusion en Libye. La décision du président Sarkozy d'écarter la Turquie a montré à quel point la polémique entre la Turquie et la France était saillante.

L'opposition entre Paris et Ankara est plus sérieuse qu'une simple différence d'approche au sujet d'une intervention militaire dans un pays musulman. Elle prend la forme d'une rivalité stratégique qui compromet la capacité de l'Occident à répondre de manière cohérente aux menaces émergentes. La relation entre les deux pays a rarement été

aussi mauvaise. En général, les difficultés rencontrées dans les relations bilatérales sont apaisées grâce à un dialogue politique et à des contacts directs entre les dirigeants, mais la réconciliation aujourd'hui semble incertaine. La visite du président Sarkozy en Turquie le mois dernier a fini d'ouvrir une plaie déjà bien béante : il a réitéré son opposition à la candidature de la Turquie pour rejoindre l'Union européenne et a tenté, sans succès, de rallier le soutien turc aux priorités de la présidence française du G20.

Bien que l'Otan ait finalement trouvé un compromis qui permet à l'Alliance de prendre le commandement de l'opération en Libye, la lutte de pouvoir entre la France et la Turquie a la capacité de persister au-delà de la Libye. La France cherche de nouveaux interlocuteurs en Afrique du Nord, une région où elle possède de très

importants intérêts politiques, économiques et énergétiques. Néanmoins, les tendances politiques qui émergent en Tunisie et en Égypte perçoivent la Turquie comme un modèle bien plus intéressant et un partenaire bien plus apprécié pour la transition. La Turquie fait coexister avec succès traditions musulmanes, démocratie moderne et prospérité galopante. Si la Turquie ne peut faire fi de son héritage dans la région, son dynamisme suscite toutefois l'admiration en comparaison d'une Europe embourbée dans la crise.

La relation de l'UE avec la Turquie est également fébrile, au moment même où travailler de pair dans leur voisinage commun présente de réels bénéfices. La Turquie pourrait jouer un rôle positif dans la transition des pays arabes qui viendrait en complément des capacités mises à leur disposition par l'Union

européenne. Ainsi l'UE peut-elle, par exemple, apporter un soutien financier, mais ne peut montrer la voie pour allier islam politique et démocratie. À l'inverse, l'impressionnante croissance économique turque est enviée, mais Ankara n'a pas les mêmes capacités que l'Europe en termes de transfert de technologie et de taille de marché pour aider au développement des économies nord-africaines.

En vue d'une stratégie commune pour la rive sud de la Méditerranée qui unirait leur politique de voisinage, la Turquie et l'UE ont besoin d'un dialogue politique à haut niveau sur la politique étrangère. Cet élément est absent à ce jour, parce que la procédure d'adhésion de la Turquie est presque au point mort. Les négociations sur ce point ayant ralenti ces dernières années, la Turquie s'est rassérénée en renforçant son rôle de puissance régionale.

De son côté, l'UE doit désormais établir une politique étrangère qui autorise la Turquie à travailler de concert avec l'Union malgré ses différences avec la France et malgré les obstacles à son adhésion à

l'UE. Ce dialogue pourrait devenir le lieu de rencontre pour que la Turquie et les membres de l'UE entretiennent des discussions régulières et institutionnalisées ayant trait au soutien politique et économique

nécessaire pour faciliter la transition des pays arabes. Le dialogue stratégique doit prendre le dessus sur la rivalité stratégique pour permettre, d'une part, à l'Otan, de façonner un ordre régional

plus calme et, de l'autre, à l'UE, de renforcer sa politique de voisinage avec le monde arabe.

(1) Conseillère auprès de l'ancien commissaire à l'élargissement Olli Rehn.
(2) Think tank installé à Istanbul.

LE FIGARO

samedi 23 - dimanche 24 avril 2011

Les pasdarans iraniens s'activent contre les pays du Golfe

Leur soutien aux chiïtes est dénoncé par les régimes arabes sunnites, qui crient au « complot ».

GEORGES MALBRUNOT

MOYEN-ORIENT Pris de court par le « printemps arabe », les gardiens de la révolution iranienne mettent, depuis, les bouchées doubles pour venir en aide aux communautés chiïtes, réprimées dans les pays du Golfe. « Les pasdarans s'activent beaucoup en opérations extérieures », nous confirme un homme d'affaires iranien, proche du régime à Téhéran. « Certaines factions du pouvoir leur ont beaucoup reproché de s'être concentrés ces dernières années sur la répression des opposants en Iran, avant de se laisser surprendre par les révoltes arabes. Maintenant, ajoute-t-il, l'armée idéologique du régime cherche à surfer sur la vague de mécontentement arabe. »

Les tentatives de déstabilisation par la Force al-Qods, le bras armé des pasdarans hors de l'Iran, ont été dénoncées par l'Arabie saoudite et ses voisins de la péninsule arabique. Mercredi, le Koweït a confirmé avoir expulsé un nombre indéterminé de diplomates iraniens, accusés d'espionnage. Fin mars, déjà, la police de Dubaï avait déjoué une tentative d'envoi de 16 000 pistolets de Turquie vers le nord du Yémen, fief de la rébellion zaïdite d'inspiration chiïte contre le pouvoir central à Sanaa.

Jusqu'à ces derniers mois, les services de renseignements occidentaux voyaient peu de signes tangibles d'un appui logistique iranien aux chiïtes du Golfe. Mais pour les pasdarans, le déploiement de 1 000 soldats saoudiens pour mater la révolte de la majorité chiïte à Bahreïn a sonné l'alarme. « D'autant que sur ce point, les Iraniens sont poussés par les leaders chiïtes irakiens, comme Maliki (le premier ministre, NDLR) et l'ayatollah Ali Sistani, qui connaissent l'expérience de

l'oppression par un pouvoir sunnite », ajoute l'homme d'affaires, en référence à la répression menée par Saddam Hussein contre les chiïtes irakiens.



Le week-end dernier, des centaines de Pakistanais chiïtes ont manifesté à Karachi en faveur du peuple de Bahreïn.

Aide iranienne à la Syrie

Désormais, l'Iran soupçonne Bahreïn de « jouer avec le feu », lequel répond en accusant Téhéran d'avoir fomenté un « complot » pour déstabiliser l'archipel. Quant aux autres monarchies du Golfe, elles appellent l'Iran à mettre fin à ses pratiques de « recrutement d'agents pour constituer des cellules dormantes », dans les provinces orientales d'Arabie et à Koweït, en particulier. Une chose est sûre : la répression antichiïte qui se poursuit à Bahreïn incitera des ultras à succomber aux sirènes des agents iraniens. D'autant qu'en rentrant de son exil londonien, un de leur leader, cheikh

Shmeïma, a fait une intrigante « escale technique » à Beyrouth, où il a rencontré le chef du Hezbollah, cheikh Hassan Nasrallah.

Mais, avec la contestation du pouvoir syrien, un autre clignotant s'est allumé sur les radars iraniens. « Téhéran est très

ennuyé par les manifestations contre son allié syrien », ajoute l'expert iranien. Damas est le principal soutien arabe de l'Iran, et un renversement de Bachar el-Assad risquerait d'entraîner une interruption des livraisons d'armes iraniennes à son allié libanais du Hezbollah, engagé dans la lutte contre Israël. « Mais les Iraniens ont également peur que si les sunnites prennent le pouvoir en Syrie, ajoute un Libanais, proche de l'Iran, ceux-ci passent alors dans l'orbite saoudienne », qui se voit traditionnellement comme le défenseur des sunnites dans le monde musulman, face à Téhéran, « la mère des chiïtes ».

Pour les pasdarans, l'envoi de mille soldats saoudiens pour mater la révolte de la majorité chiïte à Bahreïn a sonné l'alarme

Sur la base d'écoutes téléphoniques, Washington a accusé les pasdarans d'avoir commencé de livrer de l'équipement antiémeute au régime syrien. L'Iran aiderait également les services de renseignements syriens à surveiller leurs opposants sur Internet. « Le niveau d'implication iranienne dans les pays arabes dépendra de l'évolution de la relation entre Téhéran et Riyad », prévient l'homme d'affaires iranien. Deux jours après le déploiement des troupes saoudiennes chez son protégé bahreïnin, le roi Abdallah dépêchait à Damas son fils, le prince Abdalaziz, pour demander à Assad de mettre en garde Téhéran contre toute interférence dans le Golfe. Depuis, de part et d'autre, on joue l'apaisement. Ce qui n'empêche pas la poursuite des opérations de subversion. ■

Iraq steps back onto region's center stage

BAGHDAD

BY TIM ARANGO

The Iraqi foreign minister stood in a marble rotunda of Saddam Hussein's old Republican Palace, once the heart of the American occupation, and noted that this was where the United States held sway when it "was trying to help us run our country."

How did that go?

"Badly," he said.

Soon the palace will be the setting for an Arab League summit meeting — a showpiece for a country, once a regional pariah, that is now trying to assert itself on the stage of Middle East affairs at a time when its neighbors are in turmoil.

"It will be very important because of the recent changes and historical developments in other Arab countries," Foreign Minister Hoshyar Zebari said. "We are ready, Baghdad is ready, to receive all the Arab presidents."

The palace, where a Turkish company has been working round the clock since August to dismantle the U.S. fortifications and restore it to the standards of a great Arab capital, speaks to Iraq's yearning to shed the burdens of war and occupation and achieve a degree of national self-confidence.

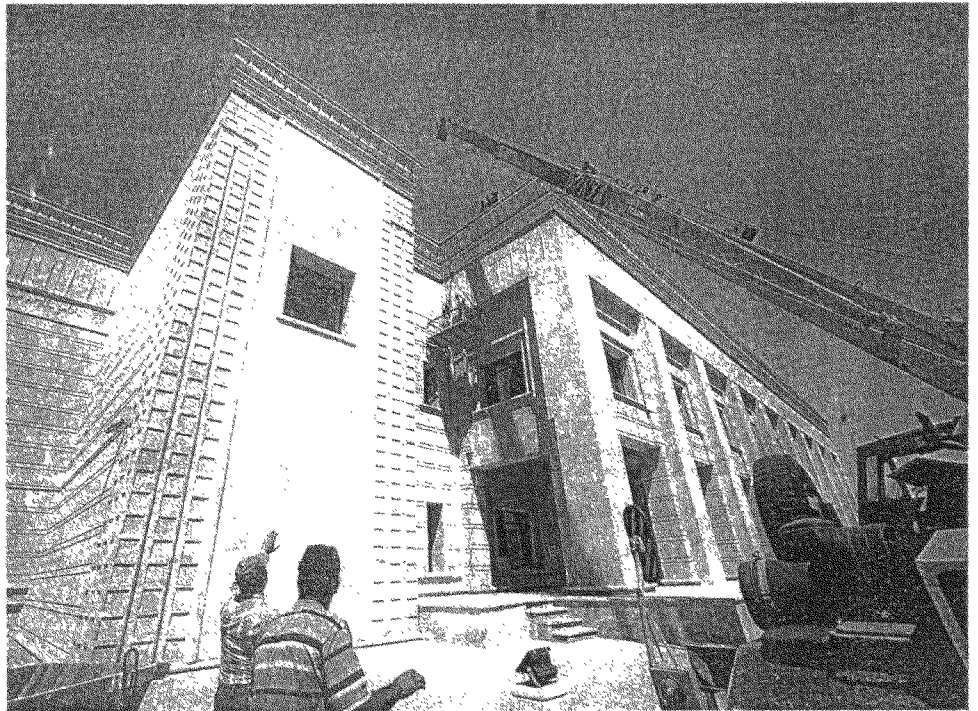
The unveiling of the palace's improvements, in a tour given by the Foreign Ministry, was another symbol of the waning influence of the United States here, just as crucial decisions about the relationship between the two countries, both diplomatically and militarily, hang in the balance.

The sandbags the Americans left at the palace are gone, but a sign reading "U.S. Embassy Motor Pool" still hangs on a wall outside a rear entrance. There was little structural damage to fix.

"They didn't bomb it because they knew they were going to stay here," said Almanhal H. Alsafi, the chief protocol officer for the Foreign Ministry.

These are supposed to be the last months for U.S. troops in Iraq. President Barack Obama said so in January during his State of the Union address. He said it again in his speech on Libya last month, saying the U.S. military was "leaving Iraq to its people." But like much else that has taken place here over the past eight years, nothing is that simple.

Defense Secretary Robert M. Gates visited last week and broached a subject that has been discussed in the alleys of Sadr City, on the ethnic fault line of the north, where Arabs and Kurds compete for land and oil, and in background conversations between reporters and diplomats — but rarely in public by U.S. officials: Some troops might be here after this year because Iraq needs them to



Workers renovating Saddam Hussein's old Republican Palace, which will be the setting for an Arab League summit meeting in May.

protect its borders and airspace.

On Saturday, the anniversary of the fall of Baghdad in 2003, the streets were filled with angry protesters denouncing America's continued military presence and warning of more violence if troops stayed beyond this year.

But there have been no serious discussions between the two governments about extending the time frame.

"There has been no request from the Iraqi side, nor have there been any discussions from the Iraqi side," said James F. Jeffrey, the U.S. ambassador to Iraq.

The State Department has worked up plans to double its size here in preparation for the scheduled military withdrawal. It intends to expand from about 8,000 civilians to more than 16,000, many of them private contractors, but Congress has not yet approved the money to pay for it.

Iraq is asserting itself in the negotiations over the State Department's role. It has asked for two consulates in the United States beyond its embassy in Washington — it already has one in Detroit and plans another in California — in exchange for allowing the United States to establish temporary branch offices in the northern cities of Kirkuk and Mosul.

Out of America's war, Turkey and

"We are ready, Baghdad is ready, to receive all the Arab presidents."

Iran have forged new relationships here, diplomatically and politically. A Turkish executive whose company refurbished the palace accompanied Mr. Zebari on the tour of the building.

At the Rashid Hotel, also getting an extensive face-lift for the summit meeting scheduled for May 10 and 11, and a stop on the Foreign Ministry's tour.

Monday, it was a British executive of the main renovation company who stood next to Mr. Zebari.

Chinese state television recently set up a bureau in Baghdad.

At the palace, a beaming Mr. Zebari called the great hall where he said Arab leaders would gather "a symbol of Iraq's sovereignty."

"There were some people who said we were not ready, from Parliament and others, who said we couldn't have this event here," he said. "We want to show them, no, we are ready for it."

When asked about the future relationship with the United States, he said that was a discussion for another day. "It's still a big debate going on," he said.

Turkish, Kurdish resound in state minister s Arbil speech

ALIHAN HASANOGLU , ARBIL

In another bold signal of consolidated ties between Turkey and the semi-autonomous Kurdish region in northern Iraq, Finance Minister Mehmet Simsek spoke in both Turkish and Kurdish during a visit to the region s capital city on the occasion of the launch of the first flight from Istanbul to the city by Turkey s national flag carrier.

We are very happy to be coming to Arbil. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan s visit to the region was important for the brotherhood of the two nations. I ve come here to further strengthen this brotherhood. I m from Batman. I brought hellos to you from the people of Turkey and Batman, Simsek said in Kurdish at the beginning of his speech delivered at a ceremony held at Arbil s new, Turkish-built airport, where he received support and applause from the audience for speaking in Kurdish.

Later, Simsek continued his speech in Turkish, and underlined the extreme importance that Turkey attaches to stability, welfare, democratization and improvement.

We are all siblings. We share the same religion and the border, Simsek said. We as a country in recent years have been improving our relations with our neighbors within the framework of zero problems, strong cooperation, and more investment and trade. The flights by THY [Turkish Airlines] to Arbil actually completes the bridging of hearts physically. God willing, this will make huge contribution to the improvement of trade, investment and cooperation of the peoples of the two countries.

At the end of his speech, Simsek again spoke Kurdish and said: The Kurdish and Turkish nations have been together for 1,000 years. Nobody will be able to disrupt this brotherhood as long as the world stands. A crowded delegation, including Metin Kilci, the undersecretary of the Energy and Natural Resources Ministry; Hamdi TopÁu, the chair of the administrative board of THY; business people and many reporters were on board the plane, Safranbolu.



Finance Minister Mehmet Simsek, his delegation and businessmen pose for cameras in front of the Turkish Airlines plane that made the first direct flight from Istanbul to Arbil, northern Iraq, on Thursday.

Kurdish Trade and Industry Minister Sinan Chalabi also delivering a speech at the ceremony, expressed pleasure over the THY s move and thanked those who worked hard to make it happen. Relations between Turkey and the region s people will improve and the Kurdish administration will show every kind of facility and support to Turkish investors, Chalabi said.

Later in the day, Simsek held separate talks with both Massoud Barzani, the president of the region, and Barham Salih, the prime minister. Both meetings were closed to the press.

The Turkish-built airport in the city was inaugurated at a ceremony held on March 29 during Erdoan s landmark visit to the region during which he became the first Turkish prime minister to visit the Kurdish region.

Turkey has carried out sweeping political changes over the past nine years since the ruling Justice and Development Party (AK Party) came to power in 2002 as it tries to meet EU standards. During his visit late last month, Erdoan declared Turkey s will to further cooperation with a former adversary, the Iraqi Kurds, strengthening solidarity with the Kurdish administration in northern Iraq ahead of June elections at home.

Last week, in response to questions from foreign participants of an international conference held in Istanbul, Simsek underlined that there is nothing more natural than Turks doing business in northern Iraq.

I will also go to Arbil on THY s first flight on April 14. I can even speak Kurdish there, if I can manage, Simsek said at the conference.

Born in the southeastern Anatolian city of Batman to a family of nine children and a house with no electricity or water and illiterate parents, Simsek said he didn t know single word of Turkish when he started elementary school.

While in Arbil, Erdoan had stated: A strong Turkey means a strong Iraq and a strong Iraq means a strong Turkey. Our investments in this region show how our hearts are united. God willing, we will do more. We will see better days.

In Istanbul on Thursday morning, before departing for Arbil, Simsek said that their participation in the ceremony meant to celebrate the first flight.

It s a one-day trip. We ll be there in the morning and we will return in the afternoon. It s a short visit. The start of Arbil flights is extremely positive. [It] will of course build a good bridge between the peoples of the region, Simsek said.

Erdoan, who became the first Turkish prime minister to visit the Kurdish region, vowed to expand cooperation between Turkey and the Iraqi Kurds further when speaking at a ceremony marking the opening of Arbil s new, Turkish-built airport on March 29.

Kurds stage violent protests after some Kurdish candidates barred from national election

by: SELCAN HACA OGLU ,
Associated Press

ANKARA, Turkey - Armed with firebombs and slings, Kurdish protesters clashed with Turkish police in two cities Tuesday and the main Kurdish party threatened to boycott the upcoming election because of a decision to bar some Kurdish candidates.

The ruling by the High Election Board was a serious blow to the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, which is backing independent candidates in the June 12 national election in order to overcome a 10 percent threshold for political parties to enter the 550-seat Parliament.

The election board's decision outraged party members and even drew criticism from Parliament Speaker Mehmet Ali Sahin from the ruling Justice and Development Party.

"It is a decision that has weakened the mission of Parliament," Sahin said. "It is not a decision that can be accepted by the country's democratic conscience."

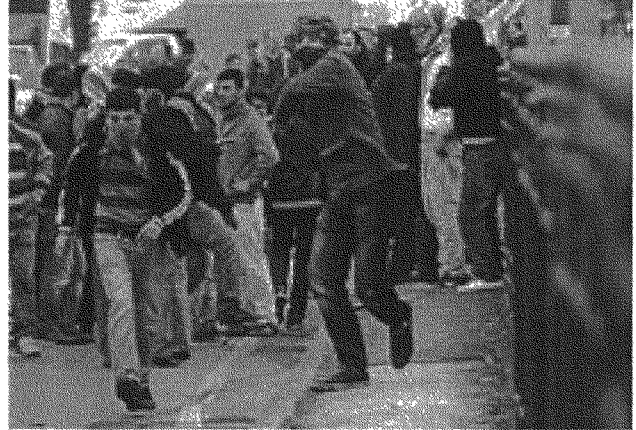
Kemal Kilicdaroglu, leader of the main opposition party, said the Parliament should convene to find a solution and discuss lowering the threshold to enter parliament.

"If we believe in parliamentary system, then a solution can be found," Kilicdaroglu said.

The pro-Kurdish party described the decision as a "political move" and a "blow to efforts to seek peace" in the southeast, where tens of thousands of people have lost their lives in a decades-long war between autonomy-seeking Kurdish rebels and Turkish troops.

"Kurds are trying to hold on to Parliament despite the 10 percent barrier, despite all anti-democratic

Pro-Kurdish demonstrators throw stones as they clash with police during a protest against the High Election



efforts, despite the doors being slammed on them," Sabahat Tuncel, whose candidacy was rejected, told Haberturk television in Istanbul.

The decision triggered a violent protest in eastern city of Van, where Kurdish protesters, shouting support for the imprisoned Kurdish rebel chief, tossed firebombs at several bank branches, Dogan news agency video showed. Two policemen were injured when their vehicle rolled over a makeshift roadblock.

Bengi Yildiz, a Kurdish lawmaker, told Turkish media that police used water cannons and tear gas to disperse hundreds of protesters Tuesday in the southeastern city of Diyarbakir.

The protesters in Diyarbakir had gathered outside a court to support some elected Kurdish mayors on trial for alleged ties to the rebels. The court on Tuesday again refused to accept hearing their defense in Kurdish language and defense lawyers walked out off Tuesday's hearing in protest.

About 400 Kurdish protesters also gathered in Istanbul's main Taksim square to protest the election board ruling.

The election board rejected allegations that it had political motives

and said 12 candidates were removed from the list of candidates due to past convictions or a lack of official papers.

Gultan Kisanak, however, argued that her candidacy was blocked even though the local prosecutor's office confirmed she had no criminal record. Kisanak said she served time in prison after the 1980 military coup and was convicted for participating in a pro-Kurdish protest in 1990, but the statute of limitations had expired in both cases.

The election board also argued it was unaware of a court decision that reportedly gave two former Kurdish lawmakers, Hatip Dicle and Leyla Zana, their electoral rights back after serving a decade in prison for links to Kurdish rebels. Zana is a prominent Kurdish activist but the decision dashed her hopes to make a comeback to Parliament.

Kurdish language classes start at Mus Alparslan university

TODAYS ZAMAN, ISTANBUL

Kurdish language classes commenced at Alparslan University (MSU) in the eastern province of Mus this week with participation of 200 students and several professors.

MSU Rector Nihat Inanç, assistant rectors Professor Osman Ozcan and Professor Ekren Atalan, and other academics were in attendance during the first class in the conference hall of the faculty of arts and sciences. Speaking to reporters after the class, Inanç noted that the department of Kurdish language and literature is offering a four-year bachelor's program, which is a first for Turkey. Inanç explained that they had worked hard to establish the department, the first Kurdish class and an initial elective course.

We have given priority to the academic foundations in the Kurdish language and literature department. First of all, we included Ayhan Tek, who works at TRT Ses, a state-run Kurdish television channel, and completed a doctoral degree at [Ankara's] Bilkent University. We also hired Professor Hasan Ciftçi from Erzurum's Atatürk University and appointed him as the head of the Kurdish language and literature department, said Inanç.

He also added that they intend to hire more academic staff next month. The elective Kurdish language course commenced at the beginning of the second semester of this academic year.

When we initially offered this course we had to apply an 80-student limit [for the bachelor's program]. We



MSU Rector Nihat Inanç

now have about 300 students who have taken it as an elective course. We began to use our conference hall as classroom to accommodate our students because there is such a huge demand. As of this semester, our Kurdish language course has been launched as an elective course. We have registered 300 students. & The classes will be delivered jointly by Ayhan Tek and Professor Hasan Ciftçi, Inanç said and added that the both professors can speak Turkish, Kurdish and English fluently and at an academic level.



Agency of Kurdistan for News

Sulaimaniya protests to resume amid emergency state

Sulaimaniya, April 20, 2011 - (AKnews) - by Idris Abu-Bakir

AN INFORMED spokesman for protesters in Sulaimaniya city said Wednesday afternoon protests will begin in the city.

Xopeshandan, Dargai Sara The protest may resume while the security forces have been deployed across the city and mainly in Sara Square, the focal point of a two-month public anti-government rally in the city. The security in the city banned Monday all sorts of public rallies in the city.

Yahya Nawzar told AKnews a wide-ranging campaign on the social network of facebook is underway, calling the public to gather in the Sara Square at 13:00 local time today.

Nawzar said the temporary council representing the protesters in the city has been informed that the security, police and peshmarga (Kurdistan armed forces) are divided over an order to shoot the protesters.

Qadr Hamajan, the chief for Asayish (security police) in Sulaimaniya told AKnews the reports about the order to shoot the protesters are "false."

The emergency state was announced in the city by the security committee of Sulaimaniya governorate after the protest in the city Monday and the ensuing clashes left behind 100 wounded.



Some were shot.

Despite the emergency state, protesters took to streets of Sulaimaniya province Tuesday. Confrontation between police and protesters in the city left behind 31 people wounded.

Since the outbreak of the protests on Feb. 16, in the only protest-stricken province of the three-province Kurdistan Region, nine people have been killed and over 700, including a considerable number of policemen, wounded.

The crisis is mounting as the opposition parties in Kurdistan (northern Iraq) push for dissolving the Kurdish government and forming a transitional technocrat government to conduct early and "transparent" elections. The ruling parties in turn have verbally agreed to form a transitional broad-based but not a technocrat government.

Véto contre des candidats kurdes

Le haut conseil électoral (Yüksek Seçim Kurulu) provoque une première crise avant même le lancement de la campagne électorale en vue des élections législatives du 12 juin en Turquie. "Un coup de force judiciaire", critique le journaliste Cengiz Candar. Un "piège" tendu par l'Etat selon le journal Taraf. Le conseil a barré la route à 12 candidats indépendants à la députation. Sept de ces 12 candidats sont soutenus par le parti kurde BDP.

Parmi les 12 politiciens déclarés inéligibles figurent l'avocate Leyla Zana, l'une des grandes personnalités de la cause kurde, prix Sakharov en 1994. A l'époque, Leyla Zana avait été bouclée en prison pendant 10 ans pour avoir prêté serment en langue kurde lors de son intronisation comme députée. Son mari, Mehdi Zana, est l'ancien maire socialiste de Diyarbakir (en 1978).



A gauche, Leyla Zana, candidate aux élections parlementaires du 12 juin.

Outre Leyla Zana, son camarade Hatip Dicle (lui aussi emprisonné en 1994), la coprésidente du BDP, Gültan Kisanak, Ertugrul Kürçü, Isa Gürbüz, Salih Yıldız, Murat Boslak, ancien chef du Hadep, un parti précédemment dissout par la justice turque, sont également concernés par cette déclaration d'inéligibilité. Le motif invoqué par le YSK est qu'il manquerait des documents au dossier de ces indépendants soutenus par le BDP. Des preuves que les candidats sont en possession de leurs droits civiques, après avoir

été condamnés par le passé. Les membres du YSK sont sans doute encore surpris qu'un tel droit soit accordé à des "terroristes".

L'ancien président du parti kurde, Ahmet Türk, élu au parlement pour la première fois en 1973, estime que "la participation des Kurdes à la politique de manière démocratique est bloquée". Le député Sirri Sakik juge lui que "quelqu'un a pressé le bouton pour déclencher des tensions". Le dirigeant du BDP Salahattin Demirtas, menace d'appeler au boycott des élections législatives.

Le chef de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu (CHP) a critiqué la décision et réclamé une session parlementaire extraordinaire pour trancher ce litige. Le seul à soutenir le YSK est le MHP de Devlet Bahçeli.

Cet incident renvoie au véritable obstacle contre des élections démocratiques en Turquie: le "barrage" de 10% qui empêche un petit parti d'être représenté au Parlement, mis au point pour éloigner les députés nationalistes kurdes. Ce seuil électoral régulièrement dénoncé par les institutions internationales pour son caractère antidémocratique n'a jamais été réformé par le gouvernement au pouvoir depuis 2003.

Cette décision a provoqué des manifestations et des émeutes urbaines à Istanbul mais surtout dans la région kurde, à Van, Hakkari et Diyarbakir.



Irak: le Premier ministre du Kurdistan critique la gestion de la région

SOULEIMANIYEH (Irak), 19 avril 2011 (AFP)

LE PREMIER MINISTRE du Kurdistan irakien Barham Saleh a présenté sa démission de la direction de sa formation après s'être livré à une attaque sans précédent contre la gestion de la région autonome par les deux partis traditionnels.

Par ailleurs mardi, sept personnes ont été blessées lors d'une nouvelle manifestation dans cette région du nord de l'Irak, a-t-on appris de source médicale.

"Afin de la renouveler, je suis prêt à démissionner de l'actuelle direction de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) qui est incapable de faire face à la situation", écrit M. Saleh dans une lettre envoyée au président de cette formation, l'actuel chef de l'Etat irakien Jalal Talabani, dont l'AFP a obtenu copie.

"Il y a des pratiques mafieuses contre la liberté de la presse dans la région et l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) doivent changer complètement le gouvernement et mettre sur pied un cabinet de technocrates", ajoute-t-il.

Les autorités du Kurdistan irakien ont interdit les manifestations et menacé de poursuites les personnes qui en organiseraient sans autorisation à Souleimaniyeh, seconde ville du Kurdistan, où des rassemblements ont lieu

depuis février contre les deux partis traditionnels.

Les protestataires réclament la démission du gouvernement régional, la lutte contre la corruption et des poursuites judiciaires contre les responsables de la mort de trois jeunes manifestants tués en février dans des accrochages avec les forces de sécurité et des gardes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'un des deux grands partis traditionnels du Kurdistan.

Cependant mardi, des jeunes ont défié l'interdiction et sept manifestants ont été blessés, dont un par balle, selon Ricot Hama Rachid, directeur de l'hôpital public.

Il avait auparavant affirmé que lors des affrontements de dimanche et lundi entre manifestants et forces de sécurité, 95 personnes avaient été blessées, dont 16 par balles, et parmi elles un policier.

Les parents d'étudiants arrêtés à Souleimaniyeh ont également manifesté pour avoir des nouvelles de leurs enfants mais les forces de sécurité kurdes les ont dispersés en tirant en l'air et en les frappant avec des bâtons, a constaté un journaliste de l'AFP.

Reporters sans frontières a par ailleurs condamné mardi dans un communiqué "la multiplication des agressions physiques et des arrestations de journalistes couvrant les manifestations à Kalar, Souleimaniyeh et Erbil au cours de ces derniers jours".

Sept candidats kurdes réintégrés dans la course aux législatives

APRÈS 3 JOURS d'intenses violences et de protestations, le haut conseil électoral d'Ankara a fini par céder à la pression de la rue. Les magistrats turques ont en effet décidé de réintégrer les 7 candidats kurdes dans la course aux législatives de juin prochain, après en avoir délibéré pendant plus de 8 heures ce jeudi.

Lundi, la haute instance judiciaire turque avait choisi de les écarter, officiellement en raison de leurs condamnations judiciaires passées.

Une décision qui avait provoqué un tollé général, et notamment dans la province de Diyarbakir, à majorité kurde, située dans le sud-est du pays.

Des dizaines de milliers de kurdes étaient descendus dans les rues pour protester contre l'éviction de leur candidat. Un manifestant a même été tué, ses obsèques



ont lieu ce jeudi.

Le BDP, principal formation kurde de Turquie, menaçait quant à lui de boycotter le scrutin.

Parmi les 7 candidats réintégrés, figure notamment Leyla Zana, prix Sakharov des droits de l'homme en 1995, mais également Hatip Dicle.

Deux députés qui ont passé 10 années derrière des barreaux pour avoir milité en faveur de la cause kurde.

Le Monde 20 avril 2011

Irak : bagarre au Parlement kurde

Une bagarre a éclaté au Parlement du Kurdistan irakien, des députés en colère jetant des bouteilles d'eau sur des responsables politiques alors qu'un ministre était auditionné à propos des récentes manifestations.

Le ministre de l'intérieur, Karim Sinjari, était interrogé au Parlement, tard mardi, à propos des manifestations qui secouent depuis février Souleimaniyeh, la deuxième ville de la région autonome du Kurdistan, et qui ont fait au moins trois morts et des dizaines de blessés parmi les manifestants.

Le président du Parlement, Kamal Kirkuki, membre de l'alliance Kurdistania, au pouvoir, n'a pas autorisé des députés du bloc d'opposition Goran ("Changement") à interroger le ministre, et ceux-ci se sont

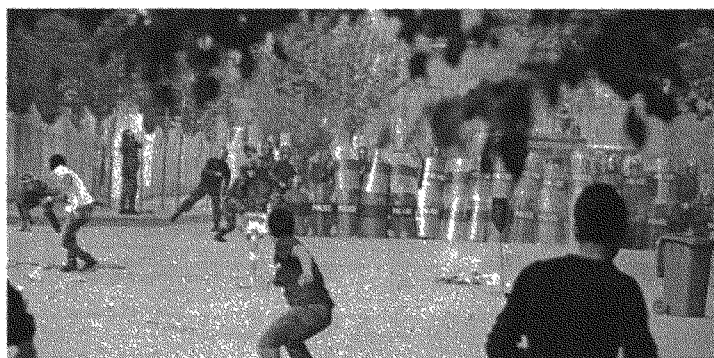
fâchés, criant et frappant du poing.

En colère, un membre de Goran, Bushro Tawfiq, a ensuite jeté deux bouteilles d'eau sur le président du Parlement.

MENACES DE POURSUITES

Au cours d'une conférence de presse après la réunion, M. Kirkuki a menacé d'engager des "poursuites" contre M. Tawfiq, estimant que sa réaction était "contraire au système démocratique".

Pendant l'audition, le ministre de l'intérieur avait justifié une interdiction de manifester dans la province de Souleimaniyeh, affirmant "qu'il vaut mieux ne pas autoriser les manifestations pour empêcher une effusion de sang." Des rassemblements ont lieu depuis février



Des Kurdes d'Irak manifestent pour réclamer la démission du gouvernement régional, la lutte contre la corruption et des poursuites judiciaires contre les responsables de la mort de trois jeunes manifestants tués en février dans des accrochages avec les forces de sécurité et des gardes du Parti démocratique du Kurdistan. (18 avril)AFP/SHWAN MOHAMMED

à Souleimaniyeh contre les deux partis traditionnels du Kurdistan, l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan.

Les protestataires réclament la démission du gouvernement régional, la lutte contre la corruption et des poursuites judiciaires contre les responsables de la mort de trois jeunes manifestants

tués en février dans des accrochages avec les forces de sécurité et des gardes du Parti démocratique du Kurdistan. Plus de cent personnes ont été blessées depuis dimanche dans ces manifestations.

LEFIGARO

21 avril 2011

Turquie: funérailles sous tension après la mort d'un manifestant kurde

DIYARBAKIR (Turquie) (©AFP - Plusieurs milliers de Kurdes ont participé jeudi aux funérailles d'un manifestant tué par balle la veille lors de heurts avec la police dans le sud-est de la Turquie, en ébullition après l'éviction de candidats kurdes aux élections législatives prévues le 12 juin.

Sous la surveillance de centaines de policiers d'unités anti-émeutes, un vaste cortège a suivi dans les rues de Diyarbakir, la principale ville du sud-est, peuplé en majorité de Kurdes, le cercueil d'Ibrahim Oruç, 21 ans selon des sources hospitalières, tué la veille dans la ville voisine de Bismil.

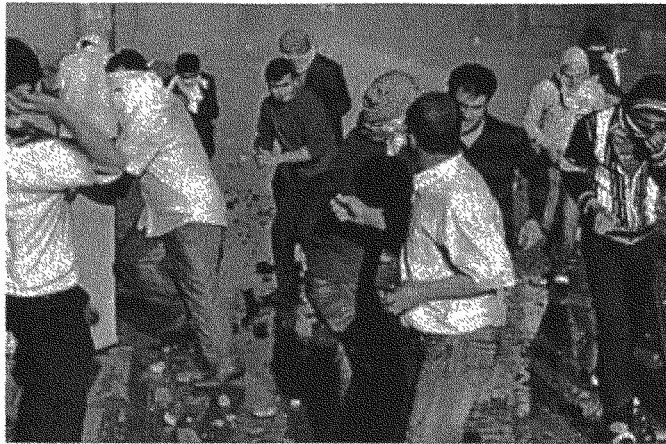
Vengeance! Vengeance!, ont crié des jeunes manifestants kurdes masqués pendant que les participants du cortège funèbre scandaient des slogans en faveur des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le corps de la victime, transporté à un hôpital de Diyarbakir pour autopsie, devait être enterré à Bismil.

Le rapport d'autopsie, dont l'AFP a obtenu jeudi une copie, a établi que le jeune homme avait été tué par une balle qui a pénétré par son bras gauche et est ressortie par la poitrine.

Le document ne dit pas si la balle a été tiré par la police. Un témoin des affrontements de Bismil, dans la province de Diyarbakir, a toutefois déclaré mercredi à l'AFP que la police avait ouvert le feu sur les manifestants d'abord avec des balles en plastiques, puis à balles réelles.

La communauté kurde de Turquie a multiplié les manifestations et les heurts avec la police depuis l'annonce lundi par le Haut Conseil électoral (YSK) du rejet de 12 candidatures indépendantes aux législatives, pré-



Plusieurs milliers de Kurdes en colère ont manifesté ce jeudi 21 avril 2011 dans la province de Diyarbakir. (AFP)

vues le 12 juin.

Les candidats, parmi lesquels figurent sept personnalités soutenues par le principal parti pro-kurde, le Parti pour une société démocratique (BDP), ont été exclus en raison de leurs antécédents judiciaires.

Le BDP a menacé de boycotter le scrutin, laissant craindre une aggravation du conflit kurde, qui a fait quelque 45.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK en 1984.

Critiqué par la plupart des partis politiques, le YSK a finalement entamé jeudi un réexamen des candidatures rejetées, et les observateurs s'attendaient à ce qu'il revienne sur sa décision.

Le président Abdullah Gül a lui aussi appelé le Conseil à résoudre la crise. Il apparaît que les documents (des candidats éconduits) étaient incomplets. Comme ils les ont maintenant complétés, il ne devrait pas y avoir de problème, a-t-il déclaré, cité par l'agence de presse Anatolie.

Parmi les candidats évincés figurent des personnalités historiques de la cause kurde, comme la célèbre mili-

tante Leyla Zana qui a passé dix ans en prison pour collusion avec la rébellion kurde, et deux membres du Parlement sortant.

Pour obtenir un siège au parlement, un parti doit recueillir au minimum 10% des suffrages exprimés à l'échelle nationale, une règle controversée que les partis pro-kurdes contournent en présentant des candidats indépendants.

Les heurts à Diyarbakir se sont conclus par l'arrestation de près de 160 manifestants, et la saisie de 70 cocktails Molotov et de 50 petites bombes artisanales, a indiqué Anatolie.

A Istanbul, deux bombes artisanales ont par ailleurs explosé tôt jeudi sans faire de victimes devant un maison et devant un local du Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste) au pouvoir, accusé par les Kurdes d'être à l'origine de la décision du YSK, selon Anatolie.

L'agence a également fait état de trois rebelles du PKK tués mercredi soir par l'armée dans une zone rurale de la province de Kahramanmaraş (sud).

The Washington Post April 28, 2011

In northern Iraq, attacks kill at least 12

By Aaron C. Davis

BAGHDAD — Violence continued to flare across Iraq on Thursday. A suicide bomber killed at least eight people and wounded dozens of others when Sunnis and Shiites gathered for a goodwill

visit at a mosque in the country's restive northern Diyala province, police said.

Also Thursday, a car bomb killed at least four police officers, including a colonel, in the ethnically charged city of Kirkuk, where U.S. soldiers remain actively engaged in a peacekeeping mission to ease tension along a disputed border between Iraq's Kurdish and Arab populations.

Combined, the attacks stoked fears of growing ethnic violence in northern Iraq as U.S. military leaders have been asking the Iraqi government to decide soon whe-

ther it wants U.S. forces to stay beyond 2011.

Also Thursday, Iraqi police Brig. Gen. Mohammed Aala Jassim, a high-ranking member of Iraq's fledgling air force, was killed by gunmen who used silenced weapons to attack his car as he drove home from work in Baghdad.

The U.S. military also announced that a soldier had died Wednesday in a non-combat-related incident in southern Iraq. No other details about the death were released, pending notification of the soldier's family.



22 avril 2011

Jean Marcou : "En Turquie, il y a un risque de confiscation du pouvoir"



L'éviction en début de semaine de sept candidats kurdes en course pour les élections législatives de juin prochain en Turquie avait entraîné pendant plus de trois jours d'importantes manifestations, faisant même un mort. Alors que les magistrats turcs ont décidé hier, après plus de huit

heures de délibération, de réintégrer ces candidats (parmi lesquels figure notamment Leyla Zana, prix Sakharov des droits de l'Homme en 1995), Toute l'Europe a interrogé Jean Marcou, professeur à l'IEP de Grenoble et spécialiste de la Turquie.

Toute l'Europe : L'exclusion de sept candidats kurdes du BDP par le Haut conseil électoral (YSK) s'inscrivait-elle dans une stratégie du gouvernement Erdogan par rapport à la communauté kurde ?

Jean Marcou : Il faut être assez prudent sur cette question. C'est difficile à comprendre de l'extérieur, mais en Turquie il y a un hiatus entre le droit et l'évolution de la politique. La justice est assez imprévisible parce qu'elle est traversée par des conflits entre l'AKP [le parti au pouvoir] et l'establishment politico-militaire.

On a souvent vu le gouvernement débordé ou gêné par des décisions du pouvoir judiciaire ou d'organes techniques comme le YSK qui d'une certaine manière bloquaient la démocratisation. Le YSK a appliqué la Constitution et la loi sur l'élection des députés qui limite les candidatures de personnes condamnées pour un certain nombre d'infractions notamment dites "terroristes", qui ne jouissent pas de tous leurs droits civils. Cette décision est une fois de plus le résultat du hiatus entre l'ouverture politique actuelle en particulier aux Kurdes, et la vétusté de l'Etat de droit turc.

Cela veut-il dire que le gouvernement n'est pas responsable? Je pense qu'il l'est, car cette situation était prévisible : on savait que certains candidats de listes électorales indépendantes auraient peut-être des problèmes pour justifier leur élection en l'état de la législation. Donc je crois que le gouvernement aurait dû prendre l'initiative d'un certain nombre de réformes, d'autant qu'il a fait une importante révision constitutionnelle.

Or cette révision ne prenait pas en compte le problème kurde alors que le gouvernement avait lancé depuis l'été 2009 "l'ouverture démocratique" qui n'a pour l'instant débouché sur rien. L'inaction du gouvernement sur la question kurde le rend donc responsable.

Enfin, il y a toujours ce seuil des 10% [que doit atteindre un parti pour entrer au Parlement] au niveau national qui gêne les candidatures du BDP pour qui le seul recours est de présenter des candidatures indépendantes. Le maintien de cette barre de 10%, manifestement trop haute, aboutit à une sous-représentation du parti kurde qui est actuellement le 4e parti parlementaire de Turquie.

Toute l'Europe : Faut-il voir dans cette décision le symptôme d'une dégradation de la démocratie turque ?

Jean Marcou : Je n'irai pas jusque-là, je parlerais plutôt d'une sorte de piétinement de la démocratie turque. Cette situation était prévisible, le gouvernement avait une législation avec une majorité où il aurait pu faire passer des réformes. Mais on se retrouve aujourd'hui dans une situation inconfortable, et dangereuse.

Il faut bien voir que l'année dernière, il y a eu un trêve du PKK [parti des travailleurs kurdes], pour laquelle les parlementaires ont beaucoup œuvré. Les Kurdes se sont réfrénés, et ont accepté de modérer leurs revendications avant le refe-

rendum de 2010 et manifestement aussi pendant la campagne actuelle. Cette situation risque d'en faire des élections tronquées ce qui serait un mauvais coup porté à la démocratisation turque. Le gouvernement en portera une part de responsabilité.

Toute l'Europe : Comment expliquer l'inaction du gouvernement sur la question des libertés, et sur la question kurde ?

Jean Marcou : Au début du premier gouvernement AKP il y a huit ans, il symbolisait une certaine ouverture avec des réformes de démilitarisation et la remise en cause d'un certain nombre de tabous. Mais c'est désormais un gouvernement installé. Et surtout en période électorale où il essaye de conserver un discours assez nationaliste.

Le gouvernement a abordé le problème kurde en 2009 juste après les élections municipales puisqu'il pensait avoir un petit répit avant les prochaines législatives. Ça a été spectaculaire au début, mais en quelques semaines on a vu que c'était la montagne qui accouchait d'une souris. C'est un gouvernement qui a à la fois des impératifs de gouvernement, et qui se met à se comporter comme un titulaire de l'Etat.

En même temps il est porté par un parti politique qui doit veiller à son assise électorale en jouant une carte parfois assez nationaliste et populiste. Mais c'est enfin un gouvernement conservateur issu de la mouvance islamiste qui peut avoir en tête cette tonalité assez religieuse et conservatrice pour séduire un certain nombre de franges électorales. On est en période électorale.

Ce que beaucoup d'experts pensaient, c'est qu'il y a aurait une sorte de mise sous le boisseau de la question kurde jusqu'aux prochaines élections, et qu'après, le gouvernement aurait à nouveau les coudées franches pour prendre plus de risques. Voulu par le gouvernement ou pas, cette décision a réveillé la question kurde avant les élections. C'est un enjeu important; parce que si Erdogan ne prend pas des mesures adéquates rapidement, il prend des risques très importants pour la suite.

Toute l'Europe : L'Europe avait récemment exprimé son inquiétude lors de l'arrestation de journalistes dans le cadre de l'affaire Ergenekon. Ce nouvel épisode peut-il ralentir encore le processus de négociations ?

Jean Marcou : Le blocage du processus de négociation à mon avis ne vient pas des arrestations récentes dans le cadre d'Ergenekon. Le phénomène est antérieur, comme le montre la lenteur à reconnaître la Turquie comme candidat officiel, puis le nombre de chapitres ouverts depuis le début. Mais ces arrestations vont servir à justifier la lenteur du processus.

On ne peut pas relier directement ces difficultés avec les problèmes actuels de libertés. Pour autant, il y a une stagnation inquiétante des libertés publiques, notamment de la liberté de la presse avec le procès Ergenekon. On a l'impression qu'on poursuit et qu'on fait pression sur des journalistes très facilement, et c'est d'autant plus inquiétant que ces arrestations sont liées à un sujet sensible qui est la pénétration de l'appareil d'Etat par des confréries religieuses, et plus généralement la mainmise du gouvernement sur l'appareil d'Etat.

Il ne s'agit pas de parler d'intentions cachées, mais le gouvernement est depuis huit ans au pouvoir et obtiendra probablement un troisième mandat le 12 juin 2012. Plusieurs signes révèlent des imperfections de l'Etat de droit, par exemple la récente interdiction de la plateforme blogspot. De fait, comme pour tous les pouvoirs politiques il y a un risque de confiscation et c'est un peu ce que trahissent ces récentes affaires. Mais cela doit être observé indépendamment du processus de négociations.

Kurds of Turkey turn away from violence to push a new fight for their rights



MUSTAFA OZER, AGENCE FRANCE-PRESSE

Kurds rallied in Istanbul after Turkey's electoral board barred Kurdish candidates from running in elections for Parliament.

DIYARBAKIR, TURKEY

Minority group turns from violence to push its campaign for rights

BY LANDON THOMAS JR.

As more than 5,000 Kurds bent their heads to the ground in prayer on the main square of this capital city in Turkey's volatile southeast, the voice of the imam rang out.

"No one can deny us the right that God gave us to speak our own language, in our schools or in our mosques," the religious leader said in Kurdish, the official use of which the state still forbids in schools, mosques and government offices. "To do this is against God and the Koran. We are united with our Arab brothers and we want our rights."

Against the backdrop of the Arab spring, the 12 million to 15 million Kurds

in Turkey have begun a new push to achieve what they have, literally, been fighting for since the founding of the republic in 1923: true freedom of representation and the right to be educated in

their own language.

In the past, the main force behind this impetus has been a bloody guerrilla war. Now it is being introduced as a grass roots campaign of civil disobedience that Kurdish leaders here say is inspired not just by the events in neighboring Syria, as well as Egypt and

Libya, but the fight for civil rights in the United States in the 1960s.

"Our struggle is not just for our rights, but to bring democracy to Turkey," said Mehmet Ali Aydin, chairman of the Diyarbakir branch of the Kurdish Peace and Democracy Party, or B.D.P. "Forty years ago, blacks and whites in America could not eat together. Now the president of your country is black. We are trying to follow in the same steps."

As the religiously conservative government of Recep Tayyip Erdogan gears up for nationwide elections in June, this newly assertive drive led by the B.D.P. is seen as a democratic test for Mr. Erdogan.

Mr. Erdogan is arguably Turkey's most powerful and regionally influential leader since Mustafa Kemal Ataturk, the founder of the republic. He has transformed the economy into a dynamo, but has drawn increasing criticism at home and abroad for a crack-

down on journalists, writers and other critics of the regime.

Those concerns were amplified this week when the High Election Board disqualified 12 candidates for Parliament, seven of whom were from the B.D.P., from running in the election. The decision sparked violent protests not just in traditional Kurdish hotbeds like Diyarbakir, Van and Hakkari, but in Istanbul as well. B.D.P. leaders have threatened to boycott the elections.

On Thursday, the election board revised its decision, saying that eight of the barred candidates were now eligible to run. The Associated Press reported. That decision came after an evaluation of appeals by the candidates. It said two appeals were still being examined and two had been rejected.

All of this upheaval represents a challenge for Mr. Erdogan — who urged Egypt's then-president, Hosni Mubarak, to listen to his people during the uprising there — to say nothing of Turkey's broader reputation as the region's most advanced democracy.

For a political party that has been closed down on six occasions, the four demands that underpin the B.D.P.'s protest movement are, in sum, fairly aggressive and ask much of a state that

has always been extremely sensitive to any perceived threat to its unity.

The demands include the right for Kurds to be educated in their own language and the freedom to use it in the political arena; the immediate cessation of military operations by the Turkish Army; the release of all political prisoners, including Abdullah Ocalan, leader

of the Kurds' illegal military wing, the P.K.K.; and the removal of the controversial 10 percent electoral threshold that bars any party that can not attract that share of the national vote from entering Parliament.

The fact that the demands blend the reasonable — language and rights of representation — with the more far fetched

— the release of Mr. Ocalan — underscores the tensions within the movement between those who want change through the ballot box and those who prefer to secure it by more violent means.

Perhaps no one embodies this push and pull more so than Abdullah Demirbas, the Kurdish mayor of one of Diyarbakir's larger municipalities. Jailed

in 2009 for having used Kurdish in an official capacity as mayor, he was released last year and was re-elected.

Over lunch at a local eatery that was frequently interrupted by constituents paying their best wishes, Mr. Demirbas recounted the story of his 18-year-old son who abandoned high school two years ago to join the P.K.K. and its armed struggle — or, “went up into the mountains” as it is euphemistically put here.

“When I got my jail sentence, he told me, ‘That is what you get for being a democrat. Now it is time to fight,’” Mr. Demirbas said. Attempts to dissuade him were unsuccessful, and he has not had any communication with him since. In fact, he can not be sure if he is alive or dead.

“As a father I was upset, but my son was fighting for freedom. It's the state I blame, not him,” he said. “It is so important to solve these problems in a democratic way, but how do we do this if they put us in jail?”

When Mr. Demirbas speaks of Mr. Ocalan, he uses the Turkish honorific “sayin,” loosely translated as esteemed, and he refers to him as “the representative for three million Kurds in Turkey.”

Mr. Ocalan, who led an uprising that has resulted in the loss of more than 36,000 lives on both sides, is seen by most Turks as a terrorist, so statements like this anger many of them and feed a suspicion that the B.D.P. is only a front for the P.K.K.

“We have given them schools, TV channels and still they want more,” said Remzi Akin, a leather shop owner and part-time taxi driver in Istanbul. “You extend your hand and then they take your whole body.”

Mr. Akin is a supporter of Mr. Erdogan's, though he fumes with anger that Mr. Ocalan has not yet been hanged.

His view, while perhaps on the extreme side, is one that the government, which has gone farther than any other in ceding ground to the Kurds, is sensitive

to because it can ill afford to alienate the large number of Turks who see any concession to the P.K.K. as traitorous.

Indeed, the shift in attitude toward the Kurds under Mr. Erdogan has been marked. His government has removed the emergency law that covered the southeast in 2002 and has established a Kurdish language channel on state TV. This month, Finance Minister Mehmet

The demands blend the reasonable with the far fetched.

Simsek, who is Kurdish, delivered portions of remarks made in Kurd-dominated northern Iraq in Kurdish.

For Kadri Yildirim, who heads a nascent Kurdish language institute at a state run university in Mardin, an ancient mountain-top town that overlooks northern Syria, these and other changes are, he says, “beyond my wildest dreams.”

Opened just a year ago, the four-year post-graduate program trains teachers in Kurdish language and culture and is to be followed by a similar course of study for undergraduates — a baby step to be sure, but one that the Kurdish-born Mr. Yildirim sees as positive.

But as tensions flare in the approach of the election, those small measures of progress have been overcome by the push for faster, more dramatic change.

“Why shouldn't I be able to listen to my Friday sermon in Kurdish,” Resat Dalgic, 56, a shoe-shine man, asked as he prepared to attend the mass prayer protest. “It's a basic right is it not?”

Le Monde

Mardi 26 avril 2011

Le souvenir du génocide arménien se banalise en Turquie

Protégées par un cordon de policiers antiémeute, un demi-millier de personnes se sont rassemblées, dimanche après-midi 24 avril, sur la place Taksim d'Istanbul, à l'occasion du 96^e anniversaire du génocide arménien. Les manifestants turcs, kurdes et arméniens se sont assis en silence autour d'une banderole portant le message : « *Nous partageons tous cette peine* ».

Cette cérémonie symbolique était organisée pour la deuxième année d'affilée par l'association antiraciste Dur De et soutenue par un groupe d'intellectuels turcs. Cette année, le mouvement s'est étendu à d'autres villes en Turquie : à Ankara, Izmir,

Bodrum dans l'ouest, et à Diyarbakir, dans la région kurde (sud-est), qui abritait autrefois une forte minorité arménienne.

Après un long silence en Turquie sur le génocide d'environ un million d'Arméniens ottomans pendant la première guerre mondiale, les commémorations du 24 avril 1915, date du début du génocide, se banalisent. « *L'environnement est aujourd'hui favorable à ce type d'événements* », estime Osman Kavala, homme d'affaires et mécène présent place Taksim. A l'époque, plusieurs centaines d'intellectuels et de politiciens arméniens furent arrêtés à Istanbul, avant d'être envoyés vers l'Anatolie et les

déserts de Syrie. Un ordre de déportation des populations arméniennes suivit cette rafle.

En souvenir de ces premiers déportés, l'Association des droits de l'homme (IHD) avait organisé dimanche un rassemblement devant le Musée des arts turcs et islamiques d'Istanbul. Cet ancien palais servit de prison centrale en 1915. Au milieu des groupes de touristes, les participants ont déployé des pancartes : « *C'est ici que furent détenus les intellectuels arméniens avant d'être envoyés à la mort* », « *Musée des arts turcs et islamiques = prison de 1915* ».

L'avocate Eren Keskin a exigé que la République turque reconnaisse le génocide de 1915 dans ces

termes, et en tire toutes les conséquences. « *Les villes de Turquie portent les secrets d'un passé criminel. Il y a des scènes de crime à côté desquelles les gens passent sans avoir la moindre connaissance de la véritable histoire des lieux* », estime Ayse Günaysu, militante de l'IHD.

Aucun officiel n'a pris part à ces manifestations, peu couvertes par les médias mais tolérées par les autorités. Le gouvernement a condamné le message, le 24 avril, du président américain. Barack Obama a parlé de « *grande catastrophe* ». Des termes pourtant plus diplomatiques que ceux utilisés à Istanbul. ■

Guillaume Perrier
(Istanbul, correspondance)

The Kurdish Issue

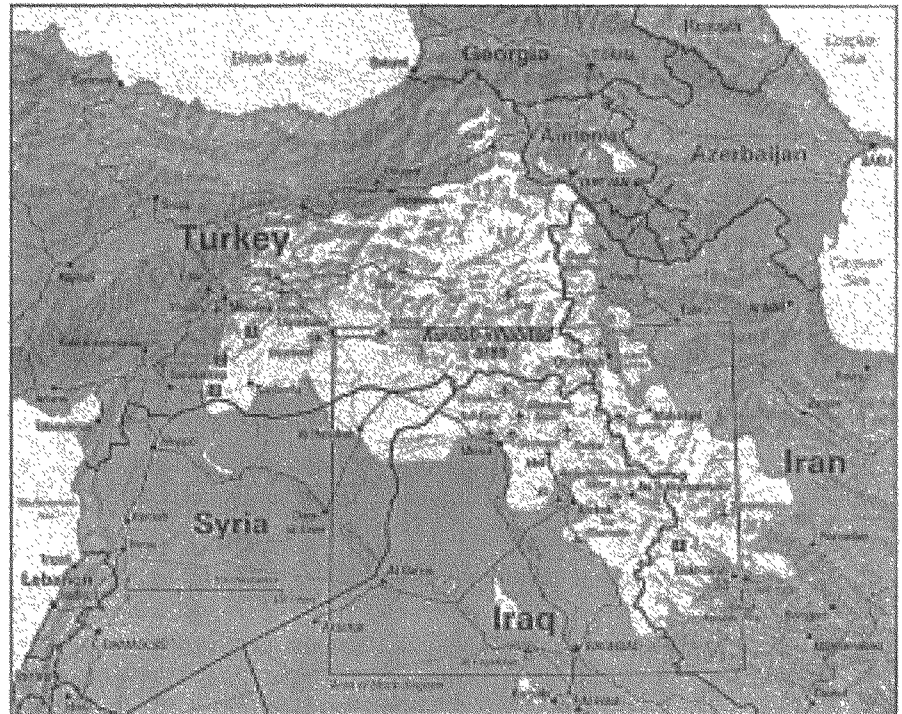
The Impact on the Politics of Iraq and Turkey and Their Bilateral Relations Regarding Kurds Post-Saddam Hussein Regime

by Sonia Roy

Introduction

Kurds are the largest stateless minority in the world, with an estimated 30 million Kurds in a geographic area encompassing territories in Turkey, Iraq, Syria, and Armenia. They comprise 18% of the population in Turkey and 15-20% in Iraq, and are the third largest ethnic group in the region after the Arabs and Persians. A largely Sunni Muslim people with their own language and culture, most Kurds live in the generally contiguous areas of Turkey, Iraq, Iran, Armenia and Syria—a mountainous region of southwest Asia generally known as Kurdistan (Land of the Kurds). Non-Arab minority populations, Kurds are also a Linguistic minority, speakers of Kurdish, a subdivision of the Iranian branch of the Indo-European family of languages, which is akin to Persian. Modern Kurdish divides into two major groups: 1) the Kurmanji group and, 2) the Gurani group. These are supplemented by many sub-dialects. The most popular vernacular is that of Kurmanji (or Kirmancha), spoken by about three-quarters of the Kurds today. Kurmanji divided into North Kurmanji (also called Bahdinani, with around 15 million speakers, primarily in Turkey, Syria, and the former Soviet Union) and South Kurmanji (also called Sorani, with about 6 million speakers, primarily in Iraq and Iran).[1]

The 1920 Treaty of Sevres, which created the modern states of Iraq, Syria, and Kuwait, was to have included the possibility of a Kurdish state in the region. However, it was never implemented.[2] After the overthrow of the Turkish monarchy by Kemal Ataturk, Turkey, Iran, and Iraq each agreed not to recognize an independent Kurdish state. The Kurds received especially harsh treatment at the hands of the Turkish government, which tried to deprive them of Kurdish identity by designating them "Mountain Turks," outlawing their language and forbidding them to wear traditional Kurdish costumes in the cities, a direct attack on their culture. The government also encouraged the migration of Kurds to the cities to dilute the population in the uplands. Turkey continues its policy of not recognizing the Kurds as a minority group. In Iraq, Kurds have faced similar repression. After the Kurds supported Iran in the 1980-88 Iran-Iraq war, Saddam



Hussein retaliated, razing villages and attacking peasants with chemical weapons. The Kurds rebelled again after the Persian Gulf War only to be crushed again by Iraqi troops. About 2 million fled to Iran; 5 million currently live in Iraq. The United States has tried to create a safe haven for the Kurds within Iraq by imposing a "no-fly" zone north of the 36th parallel.

Despite a common goal of independent statehood, the 20 million or so Kurds in the various countries are hardly unified.

The paper tries to look the Kurdish Issue through the three lenses:

1. *The issue of Kurdistan*
2. *The intra state relations between the Kurds and the government in Iraq and Turkey*
3. *And since these two West Asian states share borders, the impact on their respective bilateral relations with each other under this framework.*

The Issue of Kurdistan

The main hindrance to the formation of 'Kurdistan', literally meaning Land of the Kurds, lies in the fact that the

Kurds have internal divisions which often come in way to unify them. They lack any single unified language (spoken or written). Even on the grounds of religion, they do not comprise of a homogeneous category. The majority of the Kurds are Sunni however; one can also find Kurds who are Alevis, Shi'a or Christians. The Kurdish 'nation' also would include smaller sects such as the Yazidis, as well as Christian minorities like the Assyrian and the Syrian Orthodox.

The area comprising Kurdistan includes approximately parts of eastern Turkey, northern Iraq, north-western Iran and northern Syria inhabited mainly by Kurds. The permanent Iraqi constitution in Article 113 states, "This Constitution shall approbate the region of Kurdistan and its existing regional and federal authorities, at the time this constitution comes into force. This Constitution shall approbate the region of Kurdistan and its existing regional and federal authorities, at the time this constitution comes into force." [3], hence making it an official-political statement in recognizing the autonomous federal entity of the Kurds and granting it an official recognition internationally.

Kurds in Iran are also officially recognized as a minority, and there is a province by the name of 'Kurdistan' in Iran. The problem

surfaces with the way the Kurds are looked upon in Turkey. The Kurds were historically concentrated in eleven provinces of the southeast. There are also isolated Kurdish villages in other parts of Turkey. Kurds migrated to Istanbul for centuries, and since 1960 they had migrated to almost all other urban centres as well. Turkey's censuses do not list Kurds as a separate ethnic group. Consequently, there has been no reliable data on their total numbers. Unlike the Sunni Turks, who follow the Hanafi School of Islamic law, the Sunni Kurds follow the Shafii School. However, the Kurds are divided between several states making them a minority in each.

Kurish Demand and the Government Reaction

The Kurds have often demanded their own independence with varying degree of reciprocity as well as animosity. The focus here would be on how the Issue of Kurdistan has been entertained and dealt with by the two neighbouring states of West Asia—Iraq and Turkey. A short historical schema is shown to understand the situation of Kurds today in these regions on general terms.

Iraq

During the Iran-Iraq War, the Iraqi government implemented anti-Kurdish policies which was widely condemned by the international community, but was never seriously punished for oppressive measures, including the use of chemical weapons against the Kurds, which resulted in thousands of deaths. The 'Al-Anfal Campaign'[4] constituted a systematic genocide of the Kurdish people in Iraq. Large Kurdish town of Qala Dizeh was completely destroyed by the Iraqi army. The campaign also included Arabization of Kirkuk, a program to drive Kurds out of the oil-rich city and replace them with Arab settlers from central and southern Iraq. Needless to say, there were blatant violations of Human Rights along with life itself.

Saddam Hussein's regime proved even more disastrous for the Kurds in Iraq. After the Gulf crisis, U.N. Security Council Resolution 688 gave birth to a safe haven following international concern for the safety of Kurdish refugees. The U.S. and British government established a No Fly Zone over a chunk of northern Iraq; however, it left some of the Kurdish populated areas unprotected.. Bloody clashes between Iraqi forces and Kurdish troops continued but then finally the Iraqi government fully withdrew 1991, allowing Iraqi Kurdistan to function de facto independently. The region was to be ruled by the two principal Kurdish parties—the Kurdish Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Then again, tensions between the two principle

Kurdish Parties led to intra-Kurdish conflict and warfare.

Prior to the U.S.-led invasion and overthrow of Saddam Hussein's regime in March 2003, Turkey denied the U.S. the bases in Turkey to launch a northern front into Iraq. This Turkish decision unintentionally made the Iraqi Kurds a powerful ally for the U.S. Aided by the Kurds, U.S. Forces were able to open a northern front in Iraq and secure the oil fields in and around Kirkuk. This ensured the Kurds a prominent role in the future of Iraq. The new government for Iraq post-Saddam Hussein proved very comforting for the Kurds. The Iraq Governing Council (IGC) that was appointed in July 2003 had Massoud Barzani and Jalal Talabani, along with three independent Kurdish leaders. The Law of Administration for the State of Iraq for The Transitional Period (TAL),[5] signed March 8, 2004, laid out a political transition process, as well as citizens' rights, and much of the debate over the TAL concerned the rights and privileges of the Kurds. Further, both the Arabic and Kurdish languages were deemed "the two official languages of Iraq"—an unprecedented gain for the Kurds historically. Further, the constitution also reflected on this change where Islamic principles are to be considered "a source," but not the only or the primary source, of law. Thus, the assumption based on the recent positive changes showed a gradual improvement in the life of the Kurds in Iraq.

Turkey

The Kurds live across all of Turkey but the majority live to the east and southeast of the country. The republic of Turkey's treatment of its citizens of Kurdish ethnicity has been a frequent subject of international criticism. It is generally believed that Kemal Attaturk was the main discriminator of these Kurds, known as 'Mountain Turks' here (a deprivation of their religious, ethnic, notional as well as their linguistic identities). The Sevres Treaty of 1920 partitioned Turkey, reducing it to one-third of the Empire's size, and promised the Kurds a country of their own. Ataturk rejected Sevres and rallied Turks in a "war of liberation." Victorious, he succeeded in scuttling Sevres and replacing it with the Lausanne Treaty of 1923. In 1925, Kurds launched an insurgency to restore the autonomy that existed under Ottoman rule, but the rebellion was brutally put down and its ringleaders hanged in the central square of Diyarbakir. In the 1930s, Turkish government policy has aimed at forcible dissimilation and Turkification policies of the local Kurds. Following the 1937 Tunceli uprising, Turkey adopted draconian measures denying the very existence of Kurds in Turkey and referring to them as "Mountain Turks." Kurdish language, culture, and geographical place names were banned. Simmering tensions continued until Turkey's military coup

on September 12, 1980.

However, the sudden success the Kurdistan Workers' Party (Parti Karkerani Kurdistan, or PKK) had in mobilizing large number of Kurds during 1980s and 1990s in its struggle against the Turkish state showed that years of Turkish Republican rule that institutionalized and sedimented Turkey's policy of denial of Kurdish identity, language and culture remained futile. Furthermore, the establishment of the Turkish Workers Party (TIP) in 1961 and its broad agenda offered an election platform where Kurdish demands and national rights could be discussed. The 'sociopolitical pluralism' that Turkey experienced during the 1960s weakened the state's ability to hegemonize the social identity of its citizens resulting in the emergence of a number of alternative discourses challenging the dominant Kemalist identity, the Kurdish nationalist movement among them.

In the present context, Turkey's chances of entering the EU will significantly increase if it can achieve a long-term resolution of its Kurdish issue by continuing and implementing its legal-political reforms in order to tackle its ethnic plurality via liberal democracy and economic development. It would also significantly increase the EU's credibility and political-economic weight as a global actor and as a social-political project, in the developing world in general and the Muslim world in particular. The more Turkey can secure its relations with its citizens of Kurdish origin through democratic and developmental means, the less it would be threatened by Kurdish nationalism in Iraq and elsewhere. With local elections looming, the AKP initiated full-time Kurdish language broadcasts on Turkish Radio and Television in 2009. Recent positive changes are gradually being witnessed like allowing Kurdish names to the children, etc., which were previously outlawed by the government authority.

Turkey and the European Union

Turkey is a state that borders Europe and Asia. It is a democratic, secular, unitary, constitutional republic, with an ancient and historical cultural heritage. Its constitution reasserts the principle of being a secular state, making the Turkish National the supreme identity in its soil. However, Turkish as the official language and the complete disregard for the fact that Kurds have a separate identity on any terms have brought into question its secular, democratic nature. Turkey and the EU relations have evolved with lots of difficulties since Turkey's application date for full membership on September 12, 1987. Historically, Turkey is a strategically important country for the EU. Still there are certain barriers. The minority treatment issue is one of those barriers. In

fact, “respect for and protection of minorities” is one of the principles accepted in the Copenhagen Criteria which defines whether a country is eligible to join the European Union.

Turkey’s Kurdish issue, in this sense, is one of the stumbling blocks of Turkey on the road to EU accession. On October 3, 2005, when the European Union formally initiated accession negotiations with Turkey, more attention than ever was focused on the Kurdish problem of Turkey. Until recently, Turkey was even denying having a Kurdish problem to begin with, and speaking Kurdish was a crime according to the law. Therefore, it was sensation when Prime Minister of Turkey, Mr. Erdogan admitted that there is a Kurdish problem. Until then, this problem was “pronounced” as “southeastern problem” or “southeastern issue”.

Bilateral Relations Between Iraq and Turkey: The Kurd Factor

Turkey and Saddam’s regime enjoyed good trade and political relations until the Iraqi invasion of Kuwait in 1991. Economic sanctions imposed on Iraq had an obvious detrimental impact on the economic relations between the two states. Hot air was blown between the two when Turkey allowed NATO aircraft to use its territory to impose the no-fly zone over the north of the country. However, the relations between these two states have entered a new phase since the 2003 invasion of Iraq by the US forces. Since then, the Iraqi governing authority has coordinated with Turkey over issues like border control and trade. Turkey today is one of the important gateways to Iraqi oil. However, Turkey is vehemently against Iraq’s granting of autonomy to the Kurds in the northern Iraqi provinces, as this could lead to demands of a similar nature back home, an issue the Turkish authorities have not yet come to terms with.

Iraqi Kurds, threatened with a military incursion by Turkey, find themselves in a pivotal—and ironic—position as Ankara and Washington searched for ways to end attacks by Turkish Kurdish militants holed up in semi-autonomous northern Iraq. Turkey wanted a diplomatic solution to a crisis which has seen scores of Turkish troops killed in cross-border raids by PKK forces. Ankara did not recognize the KRG and refused to meet with its representatives in any official capacity. That reflects Ankara’s fear that any international respect shown to the autonomous Iraqi Kurdish region would only embolden Turkey’s own Kurdish minority to seek similar home-rule status. As Ankara and Washington look for solutions from the Iraqi Kurdish leaders—who are among the strongest supporters of the United States in Iraq—those same leaders see the crisis as presenting them with some valuable bargaining power. One of the main arenas of

concern among the recent (post Saddam) bilateral relations between the two bordering state of Iraq and Turkey is definitely the Kurds. Turkey has an abiding fear that if Kirkuk joins the KRG, it will provide the groundwork for an economically viable independent Kurdish state inspiring Turkish Kurds to seek greater autonomy. If Turkey cracked down on the rights of Kurds in Turkey or launched a major military action, either to prevent a referendum on Kirkuk’s status or to attack the PKK, Turkey’s European Union (EU) antagonists could use it as a pretext for impeding Ankara’s candidacy. Its a double jeopardy. Turkey needs a stable and strong Iraq to contain Iran. With powerful Iraqi Shi’a groups acting in ways that advance Tehran’s interests, Iraqi Kurdistan—stable, democratic, and pro-western—could become an essential buffer to sectarian violence emanating from an increasingly chaotic, politically polarized, and religiously radicalized Iraq. But at the same time, the fear remains for Turkey that autonomous Kurdistan could quite obviously entail Turkey’s own domestic Kurds to rise against the Turkish state.

Turkey initially joined the US-led campaign against Iraq under intense US pressure. Perhaps the rationale Turkey adopted was that if it couldn’t supercede the US decision to invade Iraq, at least it would have some impact on post war reconstruction if it remained a US ally. The newly elected government of the Justice and Development Party (AKP) gave in to US pressure after a lengthy period of indecision, diplomatic efforts to persuade the Iraqi and US governments to seek a peaceful solution, consultations with the president and the military, and intense negotiations with the US government. However, on 1 March 2003, the Parliament declined the government’s motion to authorize the deployment This was a major blow to US-Turkish relations; Turkey had been a major and consistent strategic partner for the USA, which in turn had supported Turkey in such an important area as the EU membership demands, for one. Turkey had its fear that the PKK, which fought a separatist war against Turkey between 1984 and 1999, would find a safe haven in Kurdish-controlled northern Iraq.

The second possible consequence was Iraqi-Kurdish statehood or autonomy. The PKK had proved to be a major threat to Turkish state security. Armed clashes with it, which were believed to have cost more than 30,000 lives, mostly ended when the movement’s leader, Abdullah Ocalan, was captured with US assistance in Kenya and jailed for life in 1999. However, the PKK remained active politically and militarily in Turkey, Iraq, and other countries, including parts of Western Europe.

A substantial portion of Turkish military and political leaders long suspected the USA—

and Israel—of sympathizing with Iraqi-Kurdish statehood, which would reignite Kurdish secessionism within Turkey, to its own detriment. In October 2003, the parliament authorized the deployment of Turkish troops to join the coalition forces in Iraq, in accordance with US demands. However, this prospect met with vocal Iraqi opposition, especially from Iraqi Kurds. They feared that Turkey would use its military presence against Kurdish statehood—a well justified fear at that time. Accordingly, Turkey’s primary interests lie in, first, Iraq’s economic and political stability; second, the emergence of a democratic regime in Iraq; and, third, the pursuit of friendly and cooperative relations with Turkey by the new Iraqi administration in general—and by Iraqi Kurds in particular. In fact, this outcome should probably be the overriding strategic objective for Turkey, as well as or the USA, the EU, and Iraqi Kurds.

Recently, Iraq has just about entered a semblance of political stability, or at least International Legitimacy, due to the 2005 and 2010 elections. Kurds are definitely in a better position both in terms of gaining autonomy as well as having a part in government. The need of the day obviously requires a changing attitude towards Kurds, not just from the domestic constituency in Iraq, but also from the Turkish perspective. This can be seen as on April 9, 2010, the President of Iraq’s Kurdistan Region, Massoud Barzani, received an official diplomatic visit by the new Turkish consul, Aydin Selcen, who had arrived to take up office in Erbil. Most high-level Iraqi Kurdish officials will readily admit that the key to their future lies in maintaining positive relations with Turkey and also with Iran, which already has a consulate in Erbil. As such, wdisputes and disappointments of the past are being put aside. The establishment of official Turkish diplomatic representation underscores the headway that has been made in transcending these political tensions and building upon the commercial ties that have developed in recent years. Also, The rail link that runs between Iraq and Turkey via Mosul was reopened in February 2010 after a seven-year closure following the US-led invasion, reinforcing trade links between Turkey and the south of Iraq. Therefore, post-Saddam Hussein, change is definitely in the air for the bilateral relations between both the states of Iraq and Turkey, especially concerning the Kurdish Issue. As Iraq is still in its post-transitional phase, the future of the Kurdish issue between these two neighbouring states remain quiet uncertain.

Conclusion

Like the Berber community, a nomadic tribe, the Kurds do not have a common, unifying language or religious similarities which could bind them together. In the concluding analysis, therefore, it can be sur-

mised that the Kurdish issue today does have a growing significant impact on the bilateral relations between Turkey and Iraq (the focus of this paper), along with Iran and Syria. The Kurds have finally seen new inspiration after the Iraq case in asserting themselves up front and not hiding behind the traditional fear of state repression. What's more significant is the eventual Turkish Kurd demand for recognition and the state's acceptance of the existence of a population called the Kurds in Turkey, which was previously ignored as 'mountain Turks' or simply seen as a border 'Southeast' problem. The Kurds achieving great political heights in Iraq significantly improves their morale, and they have already been accredited with autonomy and other political benefits.

The United States has a pivotal role to play in this scenario. However, ultimate responsibility rests with political leaders representing the interests of Turks and Iraqis, including Iraqi Kurds. The "Atlantic Council of the United States and its Program on Transatlantic Relations" director David L. Phillips is of the opinion that "it will be to the advantage of all parties to develop a 'track two' dialogue to prepare public opinion for rapprochement and create a critical mass of integrated activities based on a shared vision for the future". The impetus must come from Turks and Iraqi Kurds themselves. "Civil society activities complement, but cannot replace, official negotiations. An Iraq at peace with itself and its neighbors will have positive reverberations beyond Iraq's borders. Just as crisis is contagious, progress can affect events across the Middle East and South Asia. Effective power-sharing between Iraqis will demonstrate an alternative to violence for achieving political goals. Regional cooperation between Iraqi Kurds and Turks will affirm the benefits of cooperation over confrontation. Turkey's continued democratization and development will benefit all Turks, including the Kurds of Turkey, while demonstrating the benefits of secular democracy to the Arab and Muslim world."

Notes

[1] *The US Country Studies Reports speak in elaboration of the various sub dialects spoken by these Kurds* <<http://countrystudies.us/turkey/28.htm>>

[2] *This Treaty of Sevres spoke of an Kurdish State, but this never materialised as the Kurds with their diversity could not establish a united front, whereas during this time frame, state borders were being drawn as permanent structures of modern states in the Arab world. The missed opportunity still works as a detriment to the formation of Kurdistan with borders as emphasised by the 1920 Treaty. Even though today we find the autonomous region in Iraq, the*

creation of Kurdistan, across the borders of several sovereign States, inspite of the geographic continuity of Kurds, seem bleak.

[3] *The permanent Constitution is that of the 2005 Constitution, the first Permanent Constituion as well as Government Iraq has ever had.*

[4] *According to Human Rights Watch, during the Anfal campaign, the Iraqi government massacred 50,000 to 100,000 non-combatant civilians including women and children, destroyed about 4,000 villages (out of 4,655) in Iraqi Kurdistan. Between April 1987 and August 1988, 250 towns and villages were exposed to chemical weapons and destroyed 1,754 schools, 270 hospitals, 2,450 mosques, 27 churches and wiped out around 90% of Kurdish villages in targeted areas.*

[5] *The Law of Administration for the State of Iraq for The Transitional Period (TAL), Iraq's interim constitution.*

Bibliography

Articles

J. P. N. Galloway, *A Kurdish Village of North-East Iraq*, *The Geographical Journal*, Vol. 124, No. 3 (Sep., 1958), pp. 361-366 Published by: Blackwell Publishing on behalf of The Royal Geographical Society (with the Institute of British Geographers)

Ronald Oflinger and Ralf Böcker, *A Republic of Statelessness: Three Years of Humanitarian Intervention in Iraqi Kurdistan*, *Middle East Report*, No. 187/188, *Intervention and North-South Politics in the 90s* (Mar. - Jun., 1994), pp. 40-45 Published by: Middle East Research and Information Project

David Aquila Lawrence, *A Shaky De Facto Kurdistan*, *Middle East Report*, No. 215 (Summer, 2000), pp. 24-26 Published by: Middle East Research and Information Project

Andrew Mango, *Atatürk and the Kurds*, *Middle Eastern Studies*, Vol. 35, No. 4, *Seventy-Five Years of the Turkish Republic* (Oct., 1999), pp. 1-25 Published by: Taylor & Francis, Ltd

Mustafa Kibaroglu, *Clash of Interest over Northern Iraq Drives Turkish-Israeli Alliance to a Crossroads*, *Middle East Journal*, Vol. 59, No. 2, *Changing Geopolitics* (Spring, 2005), pp. 246-264 Published by: Middle East Institute

Iraq and Kurdish Autonomy, *MERIP Reports*, No. 27 (Apr., 1974), pp. 26-27+30 Published by: Middle East Research and Information Project

Alex Callinicos, *Fulcrum of World Politics*, *Third World Quarterly*, Vol. 26, No. 4/5, *Reconstructing Post-Saddam Iraq: A Quixotic Beginning to the `Global Democratic Revolution* (2005), pp. 593-608 Published by: Taylor & Francis, Ltd.

F. R. Maunsell, *Kurdistan*, *The Geographical Journal*, Vol. 3, No. 2 (Feb., 1894), pp. 81-92 Published by: Blackwell Publishing on behalf of The Royal Geographical Society (with the Institute of British Geographers)

Murat Somer, *Turkey's Kurdish Conflict: Changing Context, and Domestic and Regional Implications*, *Middle East Journal*, Vol. 58, No. 2 (Spring, 2004), pp. 235-253 Published by: Middle East Institute

Henri J. Barkey and Graham E. Fuller, *Turkey's Kurdish Question: Critical Turning Points and Missed Opportunities*, *Middle East Journal*, Vol. 51, No. 1 (Winter, 1997), pp. 59-79. Published by: Middle East Institute

George S. Harris, *Ethnic Conflict and the Kurds*, *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 433, *Ethnic Conflict in the World Today* (Sep., 1977), pp. 112-124 Published by: Sage Publications, Inc. in association with the American Academy of Political and Social Science

Murat Somer, *Failures of the discourse of Ethnicity: Turkey, Kurds and the emerging Iraq*, *KoÁ University, Istanbul, Turkey*, *SAGE Publications*, Vol. 36(1): 109-128, DOI: 10.1177/0967010605051927, Accessed: <http://sdi.sagepub.com>

Kenneth Katzman and Alfred B. Prados, *The Kurds in Post-Saddam Iraq*, *CRS Report for Congress*, Received through the CRS Web, Order Code RS22079, March 14, 2005

James Brown, *The Turkish Imbroglia: Its Kurds*, *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 541, *Small Wars* (Sep., 1995), pp. 116-129, Published by: Sage Publications, Inc. in association with the American Academy of Political and Social Science.

Khaled Salih, *What future for the Kurds?*, *The Middle East Review Of International Affairs*, Vol.9, No. 1, Article 7, No. 1, Published: The Gloria Center, Interdisciplinary Center, Herzliya.

Books

Liora Lukitz, *Iraq: The search for National Identity*, Frank Cass, London, 1995

Robert Olson, *The Goat and the Butcher: Nationalism and State Formation in Kurdistan- Iraq since the Iraqi War*, Mazda Publishers, 2005

Beverly Milton-Edwards and Peter Hinchcliffe, *Conflicts in the Middle East since 1945*, Routledge, 2001, pg. 67-77

Dan Smith, *The State of The Middle East: An Atlas of Conflict and Resolution*, EarthScan, UK, 2006



Enlèvements, prises d'otages, exécutions, attentats rythment le quotidien des chrétiens d'Irak depuis la chute de Saddam Hussein. Les extrémistes se réclamant de l'Islam auteurs de ces crimes n'ont qu'un objectif : « purifier » le pays. Pour beaucoup, le Kurdistan d'Irak est devenu l'unique terre d'asile. Mais l'apparente tranquillité de la région cache de nombreux défis. Un blog-reportage de LOUIS VILLERS à suivre du 11 au 26 Avril.

KURDISTAN D'IRAK, DERNIER REFUGE DES CHRÉTIENS PERSÉCUTÉS

Deux semaines avec les chrétiens d'Irak réfugiés au Kurdistan

8 Avril 2011

31 octobre 2010, Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours. La grande cathédrale syrienne catholique de Bagdad est pleine ce dimanche lorsque qu'un commando y fait irruption. Des cris, des insultes puis des tirs. Deux prêtres sont abattus d'une balle dans la tête. Les fidèles du premier rang mitraillés. Des grenades sont lancées dans une salle pleine de femmes et d'enfants. Le carnage dure 5 heures. Un carnage qui se solde par 58 morts et 60 blessés. Cette attaque contre les chrétiens n'est pas la première en Irak, elle n'est qu'un événement de plus dans la tragique montée de violence orchestrée par les terroristes qui n'ont qu'un idéal en tête : une Irak « purifiée ».

MENACES, ENLÈVEMENTS, ASSASSINATS : LE QUOTIDIEN DES CHRÉTIENS D'IRAK

Pourtant, chrétiens et musulmans ont su vivre longtemps ensemble sur cette terre d'Irak, elle qui bien avant la naissance de l'Islam, prenait place dans le berceau du christianisme. Sous Saddam Hussein, ils jouissaient encore d'une relative sécurité, grâce à un décret signé en 1972, leur accordant des droits culturels et religieux à la seule condition qu'ils ne jouent aucun rôle politique. Reconnaisant le caractère violent et sanguinaire du régime de l'ancien dictateur, beaucoup de chrétiens aujourd'hui regrettent cette époque.

Les premières persécutions apparaissent à la suite de l'invasion américaine. Initialement crapuleuses, elles étaient uniquement motivées par des raisons financières. Les criminels relâchés hâtivement avant la chute de Saddam Hussein profitaient de la riche diaspora chrétienne pour enlever des chrétiens et demander des rançons exorbitantes. L'enlèvement du conflit et le chaos ambiant favorise par la suite l'implantation de groupes terroristes en Irak, qui eux, visent les chrétiens pour des raisons religieuses. Ces extrémistes n'ont qu'une seule mission : « purifier » l'Irak au nom de l'Islam. Intimidations, insultes, enlèvements, assassinats, attaques à la voiture piégée... tous les moyens sont bons pour terroriser les chrétiens et les pousser à fuir.

LE KURDISTAN D'IRAK, UNE TERRE D'EXILE AUX DÉFIS MULTIPLES

Fuir, c'est justement la dernière solution qui s'offre à ces chrétiens. En Europe, en Turquie, en Syrie ou en Jordanie, pour les plus riches. Au Kurdistan Irakien, pour les autres. Cette région montagneuse du nord de l'Irak est, par son autonomie, plus calme que le reste du pays. Dotée de son propre gouvernement, elle possède également son armée, efficace dans sa lutte antiterroriste. Depuis les premières persécutions, cette terre est devenue la terre d'exile naturelle de milliers de chrétiens. Entre 2003 et 2010, leur nombre est passé de 30 000 à 100 000. En plus d'y retrouver la sécurité, les chrétiens y sont bien accueillis par le gouvernement Kurde qui

met à leur disposition logements, aides financières et besoins de première nécessité.

Loin de l'horreur quotidienne de Bagdad, Mossoul ou Kirkouk, les chrétiens peuvent à nouveau vivre pleinement leur foi. Mais à peine sont-ils arrivés au Kurdistan que déjà, de nombreuses ombres planent sur leur avenir. Les Kurdes ne veulent pas rendre les terres abandonnées par les chrétiens il y a plus de 30 ans, et voient d'un mauvais œil les nombreuses aides financières versées par le gouvernement aux nouveaux réfugiés. Certains Kurdes commencent à ne plus supporter leur présence, alors que des chrétiens extrémistes revendiquent de plus en plus violemment leur présence historique sur cette terre. Le départ des troupes américaines risque lui aussi de menacer la sécurité du Kurdistan.

Un certain nombre de défis et d'interrogations auxquelles je répondrai pendant mon reportage en Irak, dès la semaine prochaine. Pendant 20 jours, au fil des rencontres, je partagerai quotidiennement dans ce reportage les réalités, angoisses et espoirs de ces chrétiens exilés. Pour ce premier « Blog-reportage » sur Parismatch.com je vous invite, puisqu'Internet le permet, à poser vos questions, à commenter et à partager. Une autre façon de témoigner votre intérêt à cette actualité à la fois brûlante et tragique. À mardi prochain, donc, pour le deuxième article en direct d'Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak.

*Louis Villers reporter
Fondateur et directeur de la rédaction de Webdocu.fr
Responsable du Réseau Youthmedia*

“Welcome to Iraq's Kurdistan Region” (“Bienvenue au Kurdistan d'Irak”)

13 Avril 2011

C'est avec une froideur toute professionnelle que le douanier kurde tamponne mon passeport « Republic of Iraq - Kurdistan Region ». Moderne et spacieux, l'aéroport d'Erbil contraste avec l'image traditionnelle d'un Irak dévasté par plus de huit années de guerre. A l'extérieur, de nombreuses familles attendent leurs proches. Les femmes se bousculent en criant pour attein-

dre avant les autres leurs fils ou leurs maris. Des embrassades, des rires et quelques larmes. L'air est tiède, il fait déjà nuit. Bienvenue à Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak.

« Le Kurdistan, ce n'est pas vraiment comme le reste de l'Irak » me prévient Bashar. Avec ses deux amis, Abdoullah et Ossana, il n'a pas attendu longtemps pour m'aborder. Un étranger, assis seul à la

table d'un restaurant en plein air, l'occasion était trop belle. Me sachant journaliste, il se lance dans l'histoire du Kurdistan. Son accent fort prononcé appuie la volonté pédagogique de ses paroles « Depuis plus de 2000 ans, le peuple Kurde se bat pour son autonomie ». En effet, rares sont les périodes de son histoire durant lesquelles la région a été unie et indépendante. En dépit des guerres, massacres et dominations successives, ce peu-

ple a néanmoins réussi à conserver intacte une tradition et une culture très forte.

En 1920, le traité de Sèvres promet la création d'un Etat kurde sur les ruines de l'empire Ottoman rayé de la carte par la première guerre mondiale mais, 3 ans plus tard, les grandes puissances changent d'avis. Désireux de contrôler le Moyen-Orient et sa grande richesse (notamment en pétrole), ils optent pour sa division en plusieurs états sans prendre en compte les volontés kurdes. Une nouvelle fois, les Kurdes se retrouvent divisés et répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. Depuis cette date, ils mènent une lutte acharnée pour obtenir leur droit à disposer d'eux-mêmes. Aujourd'hui, seules deux régions jouissent d'une certaine autonomie : l'Irak (province du Kordestan) et l'Irak (Région autonome du Kurdistan).

LES KURDES D'IRAK, UN PEUPLE PERSÉCUTÉ

« Vous savez, le Kurdistan n'a pas toujours été une région stable. Maintenant, nous sommes autonomes, mais nous avons beaucoup souffert avant » continue Bashar. C'est le moins que l'on puisse dire. Depuis la création de l'Irak moderne (1921), chaque dirigeant, à des fins politiques, a promis aux Kurdes leur autonomie. Cette promesse s'est systématiquement soldée par un renoncement et, bien souvent, des massacres. En 1974, Saddam Hussein réalise un premier pas, en créant la « Loi pour l'autonomie dans l'aire du Kurdistan » avec la reconnaissance officielle de la langue Kurde et l'élection d'un conseil législatif autonome. Mais une fois de plus, les relations se dégradent avant



Erbil au petit matin, vue de la citadelle.

de tourner au drame. En 1987, il lance l'opération « Anfal », un raid aérien à l'arme chimique sur le Kurdistan. 182 000 personnes périssent. Quelques années plus tard, en 1991, juste après la guerre du golfe, Saddam Hussein réprimera une fois de plus les révoltes kurdes dans la violence.

LE KURDISTAN IRAKIEN, LA SEULE RÉGION CALME D'IRAK

C'est finalement l'invasion américaine qui permettra enfin aux Kurdes de jouir de leur autonomie. En 2005, deux ans après le début de la guerre, une nouvelle constitution est adoptée. Elle dessine un état irakien fédéral qui reconnaît l'autonomie du Kurdistan. Le 7 mai 2006 un Gouvernement régional du Kurdistan est inauguré. Ce gouvernement possède une large autonomie législative et devient un modèle démocratique pour la région notamment grâce à l'existence de deux grands partis rivaux, le PDK (actuellement au pouvoir) et l'UPK. La possession

de sa propre armée, les Peshmergas, garantit au Kurdistan une relative sécurité qui attire depuis le début du conflit irakien les minorités ethniques persécutés. Certain experts vont même jusqu'à qualifier le Kurdistan de « Havre de paix », une expression qu'il faut cependant relativiser. En effet, les tensions avec la Turquie et le retrait des troupes américaines (qui soutiennent le Kurdistan) risquent une fois de plus de déstabiliser la région.

Toujours est-il que, quotidiennement, de nouveaux réfugiés rejoignent le Kurdistan. Parmi eux, les chrétiens, qui subissent quotidiennement des violences à Bagdad, Mossoul, Kirkouk et plus généralement dans le reste du pays. Je rencontrerai demain, à Ankawa, le quartier chrétien de Erbil, certains d'entre eux. L'occasion d'aborder la brusque et dramatique montée de violence de ces dernières années. Installés depuis 2000 ans sur cette terre d'Irak, les chrétiens voient aujourd'hui leur présence sérieusement menacée.

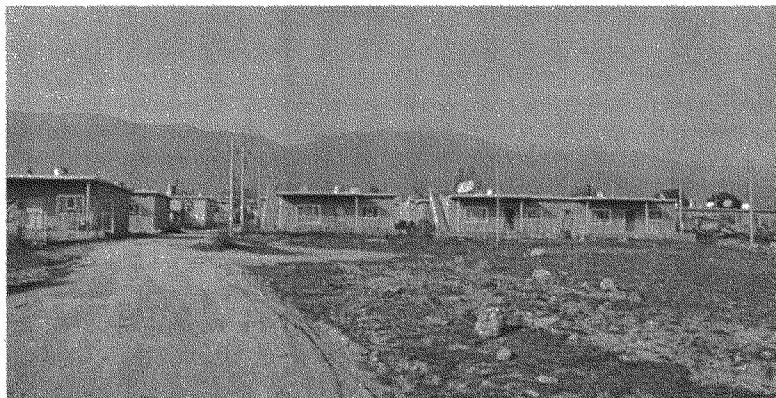
Les réfugiés chrétiens dans l'impasse

19 Avril 2011

Akram est avachi devant son poste de télévision. Il regarde des clips musicaux, tous plus kitschs les uns que les autres en fumant sans cesse ses cigarettes. Je suis en face de lui mais il ne semble pas s'en soucier. De temps à autre, je pose des questions qu'il balaie de réponses expéditives. Sa femme vient de servir le thé puis est retournée dans la cuisine. Le couple et leurs deux enfants sont arrivés il y a deux ans de Bagdad après avoir été l'objet de menaces. Aujourd'hui, bien qu'il soit en sécurité, sa situation ne fait pas rêver Akram.

LES DIFFICULTÉS DU RETOUR

Comme beaucoup d'Irakiens, Laheeb non plus n'a pas eu le choix. « J'ai quitté Basrah après l'assassinat de mon beau frère et des menaces de mort sur ma famille », m'expliquait-il y a une semaine, Laheeb. Certains chrétiens sont partis à l'étranger en Syrie ou en Jordanie, d'autres ont rejoint le nord de l'Irak, la région



du Kurdistan qu'ils avaient fui il y a 30 ans pendant le conflit kurde. Mais après l'immédiat réconfort de la sécurité retrouvée, ils doivent faire face à de nombreuses difficultés. La première est sans doute celle de la langue. A Bagdad, Mossoul ou Basrah, les chrétiens parlaient l'arabe ou l'araméen (la langue de Jésus), tandis qu'au Kurdistan, la langue parlée par tous est le kurde. Ce fait représente un obstacle considérable à leur inté-

gration.

« Bagdad était une grande capitale, économique et culturelle avant la chute du régime. Maintenant, nous nous retrouvons dans un tout petit village, et ce n'est pas facile » m'explique Benhar. Effectivement, Araden n'est pas un grand village. Il est composé d'une soixantaine de maisons, dont certaines sont vides depuis le départ de familles vers la

Turquie voisine. Beaucoup de familles ont du mal à passer d'une grande ville à un petit village des montagnes, particulièrement les jeunes « Dès que la situation sera meilleure à Bagdad, j'y retournerai sans hésiter » prévient Alina, 17 ans.

Enfin, le dernier problème majeur de ce retour est évidemment l'absence d'emplois. « La situation économique est catastrophique. Il n'y a pas de travail ici ! Les seuls emplois que nous trouvons sont dans l'agriculture, mais nous ne savons pas cultiver... nous venons de la ville ! » se lamente Cédric.

FACILITER L'INTÉGRATION ET LE LANCEMENT DE PROJETS

Face à ces difficultés, certaines actions sont mises en place, particulièrement par des ONG et par l'Eglise « Les chrétiens réfugiés ne voient aucun d'avenir au Kurdistan, ils veulent tous aller en Europe, nous devons leur proposer des alternatives ici, en Irak » explique monseigneur Rabban. C'est ce qu'essaye de faire l'IECD (Institut européen de coopération et de développement) à travers son projet « Ard al Amal » (la Terre de l'espérance), présente au Kurdistan depuis 2008.

« Nous accompagnons les habitants, chrétiens et musulmans, de trois villages kurdes dans la création ou le renforcement d'entreprises agricoles » explique Jean Maurel (photo), responsable du projet « en mettant à leur disposition des outils, ils apprennent la production agricole [oignons, melons, aubergines, fraises, entres autre fruits et légumes...] et la vente de leurs produits ». « Ce n'est pas tous les

jours facile, ils faut qu'ils se lèvent tôt, qu'ils travaillent dur pour générer des revenus qui restent toutefois bas. L'important, c'est qu'ils aient une activité, et qu'ils voient, au jour le jour, les résultats de leur travail ».

Autre projet intéressant, celui du Lycée International de Dohuk, à l'initiative de monseigneur Rabban. Cette école accueille gratuitement tous ceux qui le souhaitent : chrétiens, musulmans, Turkmènes, Kurdes, filles, garçons et ne dispense pas d'enseignement religieux « tous les cours sont donnés en anglais, et nous apprenons aux élèves l'araméen, le français, le kurde » détaille fièrement monseigneur Rabban. Une réponse, entres autres, au problème de la langue et au manque de communication entre Kurdes et chrétiens dans les villages du nord.

Le gouvernement Kurde accueille lui aussi généreusement les nouveaux venus chrétiens. Ils veulent leur rendre les terrains quittés il y a quelques dizaines d'années et occupés depuis par les Kurdes. Ces familles kurdes se voient offrir 10 000 dollars pour laisser leur terrains aux chrétiens, qui eux, reçoivent entre 17000 et 20000 dollars pour construire une maison de 3 pièces.

« NE PAS TOMBER DANS L'ASSISTANAT »

Toutes ces aides sont indispensables pour accompagner les chrétiens dans la période difficile qu'ils sont en train de vivre, mais elles posent aussi certaines interrogations. Pour l'immense majorité des chrétiens, la fuite de Bagdad, Mossoul, Kirkouk ou Basrah vers le Kurdistan représente un

repli stratégique. Aucun d'entre eux ne pense s'y installer sur le long terme, hésitant à retourner dans leurs villes d'origine une fois celles-ci sécurisées ou à émigrer en Occident. « Nous n'allons pas rester longtemps au Kurdistan, à quoi bon apprendre la langue, se lancer dans un projet ou trouver un emploi ? » lancent découragés, de jeunes chrétiens assis sur un muret, à l'ombre. Autre facteur ne facilitant pas leur intégration, l'absence de besoins financiers urgents : la plupart viennent de vendre leur maison à Bagdad, et beaucoup reçoivent de l'argent de leurs proches aux Etats-Unis ou aux Canada.

Dans sa voiture, en route pour Dohuk, monseigneur Rabban s'insurge contre le comportement de certains d'entre eux « ils attendent que tout vienne sans faire un effort ! Ils ont des vignes, des champs, ils n'en font rien ! » s'exclame-t-il, révolté avant de continuer « Les chrétiens se sentent comme des réfugiés dans leur propre pays, ils ne veulent pas se protéger avec des milices, ils ne s'impliquent pas politiquement. Il faut arrêter de se plaindre, se battre, se mélanger aux autres, être fort ! La mentalité de peur et de repli est dangereuse pour une communauté ! » termine l'évêque réputé pro-kurde.

En plus de toutes ces difficultés, comme s'il n'y en avait pas assez, les avantages d'aujourd'hui risquent, un jour, de se retourner contre les chrétiens. Les aides généreuses du gouvernement envers ces derniers donnent naturellement naissance à quelques jalousies. Et quel intérêt trouve d'ailleurs le gouvernement kurde à aider ces chrétiens ? Des questions auxquelles je répondrai dans le prochain article.

L'accueil intéressé du gouvernement kurde

21 Avril 2011

« Au Kurdistan, nous pouvons vivre en paix ». Cette phrase, je l'entends depuis le début de mon reportage. Non seulement le Kurdistan offre aux chrétiens la sécurité qui manque cruellement dans le reste de l'Irak, mais en plus, il met en place une politique d'accueil très généreuse. Une générosité étonnante, tant les relations entre Kurdes et chrétiens ont été tumultueuses par le passé. Quels sont donc les intérêts politiques et stratégiques de cet accueil généreux ?

KURDES ET CHRÉTIENS, DES RELATIONS TUMULTUEUSES...

« Nous avons toujours vécu dans la région du Kurdistan » affirme le père Comani. Il est vrai que les chrétiens du Kurdistan font partie des plus anciens habitants de la région. Pendant la conquête musulmane, ils ne se sont pas convertis, c'est pourquoi, encore

Près d'une église, un Peshmerga, soldat kurde protégeant les chrétiens.



aujourd'hui, les chrétiens du Kurdistan parlent l'araméen, la langue de Jésus. Depuis 2000 ans, chrétiens et Kurdes entretiennent de plus ou moins bonnes relations; mais c'est en 1960, pendant la guerre opposant Bagdad aux Kurdes que la première vague d'exode commence. « Beaucoup de chrétiens ont quitté le

Kurdistan, car ils ne voulaient pas s'allier aux Kurdes. Quand nos familles ne voulaient pas combattre avec eux, elles étaient tuées » continue le père Comani.

Beaucoup rejoignent donc les grandes villes comme Bagdad ou Mossoul. Les bombardements successifs de l'armée de

Saddam Hussein en 1975 et en 1988 (Anfal) ont accentué cet exode. Enfin, dans les années 1990, la guerre civile au Kurdistan pousse une fois de plus les chrétiens à quitter la région. Ces différents événements ont peu à peu vidé le Kurdistan irakien de ses chrétiens. Mais la chute de Saddam Hussein et l'arrivée des islamistes intégristes en Irak ont brutalement inversé le sens de l'exode. Au nombre de 30 000 en 2003 au Kurdistan, les chrétiens dépasseraient aujourd'hui les 100 000.

« CET ACCUEIL, C'EST DE LA COMMUNICATION ! »

Depuis 2003 et le début de la persécution des chrétiens d'Irak, le gouvernement de la région autonome du Kurdistan ouvre largement ses portes aux chrétiens. Non seulement, il les accueille, mais les accompagne généreusement dès leur arrivée: aide financière, construction de maisons, donations de terrains... Une générosité qui semble parfois excessive comparée à leurs relations passées tumultueuses « Tout ça, ce n'est que de la politique, de la communication ! » s'exclame Loay, très investi dans le Conseil populaire des Chaldéens, Syriaques et Assyriens, un conseil qui s'est donnée la difficile mission de faire parler ces différents courants chrétiens d'une seule et même voix. « En accueillant les chrétiens, ils veulent montrer à l'Occident que leur région va bien et qu'elle est sécurisée » continue-t-il. Le

président de ce même conseil, M. Azziz rappelle par ailleurs que « L'Irak est un état fédéral, et que, par conséquent, chaque Irakien est libre de se déplacer où il le souhaite. Pourquoi dire que "le Kurdistan les accueille", alors que de toutes façons, il ne pourrait pas les refuser? »

D'autres pensent que le Kurdistan souhaite accueillir les chrétiens pour compter plus d'habitants et avoir plus de poids au parlement de Bagdad. Les rumeurs les plus folles accusent même les Kurdes de financer les attentats de Bagdad ou Mossoul contre les chrétiens pour les pousser à rejoindre le Kurdistan. Enfin, les chrétiens sont pour le Kurdistan les réfugiés idéaux : ils ne représentent pas de menace politique réelle pour le gouvernement actuel, ils sont eux aussi hostiles à la propagande islamiste et ils sont bien souvent qualifiés : beaucoup d'entre eux sont médecins, ingénieurs, techniciens ou commerçants.

L'AVENIR INCERTAIN DES CHRÉTIENS AU KURDISTAN

Les chrétiens sont donc dans l'ensemble bien accueillis mais la pérennité de ces bonnes relations semble toutefois incertaine. En effet, de nombreuses communautés ne bénéficient pas aussi largement des aides du gouvernement et certains prêtres redoutent que ces avantages rendent jaloux d'autres Kurdes. De plus, les Américains qui ont fortement soutenu

l'indépendance du Kurdistan et continuent à les protéger sont sensés quitter définitivement le territoire irakien en juillet prochain.

L'autonomie et la stabilité du Kurdistan sera alors réellement mise à l'épreuve, et rien n'exclut un nouveau conflit dans la région après le retrait des troupes. Les Turcs représentent également une menace pour le Kurdistan. Ils sont en effet toujours en conflit avec le PKK, un parti kurde révolutionnaire caché dans les montagnes. La présence de bases militaires turques sur le sol kurde, le canon pointé vers les montagnes rappelle en permanence cette menace. Enfin, si l'on écoute certains chrétiens réfugiés au Kurdistan, l'extrémisme islamiste dont est pour l'instant épargné le Kurdistan ne tardera pas à s'y développer. Et de nouveau, les chrétiens deviendront la première cible.

Les intérêts du gouvernement kurde mêlés aux incertitudes à venir poussent certains chrétiens à prendre eux même leur avenir en main. C'est le cas de certains partis politiques chrétiens ou conseils populaires aux propositions et projets plus ou moins ambitieux. Parmi eux, celui de créer une région autonome au sein de l'Irak, une région réservée aux chrétiens. Une idée qui ne fait pas l'unanimité. ■

L'Orient
LE JOUR

25 avril 2011

Accrochages entre soldats irakiens et forces kurdes à Kirkouk, 2 morts

KIRKOUK (Irak) - Deux membres des forces de sécurité kurdes ont été tués et quatre personnes blessées dans un accrochage lundi avec des soldats irakiens dans la ville pétrolière de Kirkouk, à 240 km au nord de Bagdad, ont annoncé des responsables.

Le pouvoir central de Bagdad et le gouvernement régional du Kurdistan (nord) revendiquent cette ville multiethnique et multiconfessionnelle alors que les responsables américains ont répété que cette question était une bombe à retardement si elle n'était pas résolue.

Pour circonscrire l'affaire, les responsables de la sécurité ont aussitôt déclaré qu'il s'agissait d'un accident qui ne pouvait être assimilé à un



conflit entre forces irakiennes et kurdes.

Deux assayech (sécurité intérieure kurde) ont été tués et quatre personnes blessées - deux assayech et deux policiers - dans les heurts, a déclaré à l'AFP l'adjoint au chef de la police de la province, le général Tourhan Abdelrahman. Quatre soldats irakiens ont été arrêtés et une enquête a été ouverte, selon le

chef, le général Jamal Taher Bakr.

Un officier de police à Kirkouk a confié à l'AFP, sous couvert d'anonymat, que les militaires irakiens patrouillaient dans un quartier proche d'une permanence du Parti démocratique kurde (PDK) de Massoud Barzani, quand ils ont été bloqués par un officier kurde en civil et qu'une dispute a éclaté. Les

gardes du bureau du PDK s'en sont mêlés et il y a eu des tirs des deux côtés.

Le général Bakr a confirmé la présence d'une patrouille de l'armée dans la ville, qui est normalement contrôlée par la police, sans plus d'explications.

En outre, trois ouvriers turcs, originaires d'Istanbul, enlevés le 15 février dans leur maison à Kirkouk, ont été libérés lundi par une opération des forces de l'ordre, a annoncé le colonel Samir Abdel Karim, chef de la 12e division de l'armée.

Les trois hommes, dont les ravisseurs réclamaient une rançon de 1,5 million de dollars, ont raconté avoir été torturés, insultés et nourris seulement un jour sur deux.

Turkey Election Board Reinstates Kurdish Candidates

By AYLALBAYRAK And JOE PARKINSON

ISTANBUL—Turkey's High Election Board moved to partly reverse its decision barring Kurdish parliamentary candidates from June election ballots, following mounting political pressure and a third day of violent demonstrations in the southeastern part of the country.

The board ruled late Thursday that six of the seven disqualified Kurdish politicians—all independents backed by the Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP—now could run for office. The board had banned 12 candidates in all on Monday, on grounds they had previous terrorism-related convictions.

The five other candidates barred are independent leftists. The election commission said it will consider their cases on Friday.

"If this decision had not been positive, we would have witnessed much more violence," Aysel Tugluk, a senior member of the BDP, said after the decision was announced Thursday. "A mistake was reversed."

The one remaining banned Kurdish politician is Isa Gurbuz. BDP officials said he was deemed ineligible to run because his convictions are recent.

Kurdish officials said the decision should calm tensions, but stressed that the protests highlight lingering dissatisfaction in the Kurdish community. Political analysts said the intensity of the demonstrations underline Kurds' determination to enter the political mainstream.

"The most important message of the last couple of days is that Kurds really want to be in the political sphere and the parliament. This is critical for the solution of the Kurdish problem in Turkey," said Hisyar Ozsoy, a researcher at the University of Texas at Austin.

Tensions had been high during the day across Kurdish-dominated areas. Thousands gathered in Diyarbakir, the

largest city in the Kurdish-dominated southeast, for the funeral of 26-year-old Ibrahim Oruc, who was killed in demonstrations Wednesday. Turkish television showed demonstrators fighting with police in the center of the city. Many of the protesters, almost exclusively young men, were throwing rocks and Molotov cocktails. Police responded by firing tear gas and water cannons.

In the city of Van in the same region, demonstrators threw a Molotov cocktail into a bank, causing a fire and briefly trapping the staff. BDP co-chairman Gultan Kisanak said in an interview Wednesday that Mr. Oruc was "murdered" by police firing live rounds.

Turkey's Interior Ministry said in a statement that the police response had been "proportionate," but ordered an investigation into Mr. Oruc's death.

BDP candidate Leyla Zana, is now permitted to restart her run for a seat. She spent 10 years in prison after being convicted in 1994 of supporting the outlawed Kurdish Workers' Party. She angered Turkish nationalists when, after her election to the Turkish Parliament in 1991, she gave part of her swearing-in oath in Kurdish. At the time it was illegal to speak Kurdish in a public forum. Ms. Zana was awarded the European Parliament's Sakharov Prize for freedom of thought in 1995.

The threshold for getting into Parliament in Turkey's proportional-representation system is 10%, the highest in Europe. It was meant to keep out Kurdish parties and radical groups. Ethnic Kurds make up about one-fifth of Turkey's population. They are seeking a degree of autonomy, and political and language rights.



Poll shows Turkey's Erdogan to get third term

ISTANBUL -30 April 2011 (Reuters)

The AK Party of Prime Minister Tayyip Erdogan is on course to win a third consecutive term when Turkey votes in a parliamentary election on June 12, according to an opinion poll published on Saturday.

The survey conducted on April 13-27 by polling company Genar, and published in the pro-government Sabah newspaper, showed AK winning 48.7 percent of the vote, above the 46.6 percent it scored in the 2007 election.

The Genar findings are in line with a survey by pollster Metropoll published on April 25 in Sabah newspaper, which showed between 47-50 percent support for AK.

The polls take into account a feature of the Turkish electoral system whereby ballots cast for parties that score less than 10 percent of the vote are redistributed among the leading parties. The 10 percent threshold is meant to reduce the chance of

unstable coalition governments.

The AK Party has overseen a period of unprecedented prosperity since inheriting a struggling economy after a financial crisis in 2000-2001.

The poll of 2,250 voters in 60 provinces showed support for the main opposition Republican People's Party (CHP) at 25.2 percent, while backing for the conservative Nationalist Movement Party (MHP) was 11.9 percent.

The main Kurdish group, the Peace and Democracy Party (BDP), is seen getting 6.4 percent of the vote, below the 10 percent threshold for entering parliament. But the BDP's strategy has been to bypass the threshold law by fielding candidates as independents.

Erdogan has pledged to introduce a new constitution if he wins the election to replace one written in the aftermath of a military coup in 1980.

120 dead after 2 days of unrest in Syria

ELIZABETH A. KENNEDY
Associated Press

BEIRUT (AP) — Syrian security forces fired at tens of thousands of people joining funeral processions Saturday after the bloodiest day of the monthlong uprising against President Bashar Assad, bringing the death toll from two days of violence to more than 120 and prompting two lawmakers and a local religious leader to resign in disgust over the killings.

The resignations were a possible sign of cracks developing in the regime's base in a nation where nearly all opposition figures have been either jailed or exiled during the 40-year dynasty of the Assad family.

"I cannot tolerate the blood of our innocent sons and children being shed," Sheikh Rizq Abdul-Rahim Abazeid told The Associated Press after stepping down from his post as the mufti of the Daraa region in southern Syria.

The lawmakers, Nasser Hariri and Khalil Rifai, also are from Daraa, which has become the epicenter of the protest movement after a group of teenagers were arrested there for scrawling anti-regime graffiti on a wall in mid-March.

Since then, the relentless crackdown on demonstrations has only served to invigorate protesters whose rage over the bloodshed has all but eclipsed their earlier demands for modest reforms. Now, many are seeking Assad's downfall.

Each Friday, growing numbers of people in cities across the country have taken to the streets despite swift attacks from security forces and shadowy pro-government gunmen known as "shabiha."

Ammar Qurabi, the head of Syria's National Organization for Human Rights, said 112 people were killed Friday and at least 11 on Saturday. Friday was by far the deadliest day of the uprising, with security forces beating back protesters with bullets, tear gas and stun guns.

"If I cannot protect the chests of my people from these treacherous strikes, then there is no meaning for me to stay in the People's Assembly. I declare my resignation," Hariri told Al-Jazeera in a televised interview.

Radwan Ziadeh, a visiting scholar at the Institute for Middle East Studies at

George Washington University, said the resignations were largely symbolic because the parliament has no real power. But their dissent could encourage others to step down, such as Vice President Farouk al-Sharaa, who is from Daraa, Ziadeh said.

He added Assad met with the lawmakers in recent weeks, promising them that security forces would not shoot protesters.

The uprising in Syria takes its inspiration from the popular revolts that toppled the leaders in Egypt and Tunisia. But Syria is a highly unpredictable country, in part because of its sizable minority population, the loyalty of the country's military and the regime's web of allegiances to powerful forces including Lebanon's Hezbollah and Shiite powerhouse Iran.

Serious, prolonged unrest in Syria would almost inevitably hurt Hezbollah and weaken Iran's influence in the region. But it is not at all clear what factions would have the upper hand if a power vacuum emerges in Syria. There are no organized, credible opposition leaders who can rally followers on the ground or be considered as a possible successor.

The heavy security crackdown on Friday and Saturday came after Assad warned a week ago that any further unrest would be considered "sabotage" after he made the gesture of lifting long-hated emergency laws, which gave security forces almost blanket powers for surveillance and arrest.

One man who took part in Friday's protests outside Damascus said the country's security forces are everywhere.

"The garbage collectors are intelligence agents," he told the AP in a telephone interview. "Sometimes we think even our wives are working with the intelligence. All the phones are monitored. We live in hell."

Another man said plainclothes officers are becoming more apparent in the crowds, with security agents wearing orange bracelets so other agents don't mistakenly hit them with stun guns.

The snipers, he said, wore yellow pieces of cloth on their shoulders.

The witness accounts could not be independently confirmed because Syria has expelled journalists and restricted access to trouble spots. Witnesses spoke

on condition of anonymity for fear of reprisals.

Elias Muhanna, a political analyst at Harvard University, said the protests have crossed a threshold and serious pressure could be building on Assad.

The protest movement has been the gravest challenge to the autocratic regime led by Assad, who inherited power from his father 11 years ago in one of the most rigidly controlled countries in the Middle East.

"It remains to be seen whether this was a tipping point in the struggle between the opposition and the regime," said Muhanna, author of the Lebanese affairs blog Qifa Nabki. "But one thing is certain: The regime can no longer claim that the demonstrations are a fringe phenomenon."

Assad has blamed most of the unrest on a "foreign conspiracy" and armed thugs trying to sow sectarian strife. Fears of sectarianism resonate in Syria, with the dangers of fractured societies so apparent in neighboring Iraq and Lebanon.

Besides the government crackdown, Assad has been trying to defuse the protests by offering a series of concessions: granting citizenship to thousands among Syria's long-ostracized Kurdish minority, firing local officials, releasing detainees and forming a new government. The recent lifting of emergency laws once had been a top demand.

But many protesters said the concessions have come too late and that Assad does not even deserve the credit because the protest movement is forcing his hand.

The increasing death toll also has brought international condemnation.

In Washington on Friday, President Barack Obama condemned the latest use of force by Syria against anti-government demonstrators and said the regime's "outrageous" use of violence must "end now."

Syria's state TV quoted an unnamed official as saying Damascus "regrets" Obama's comments.

"They are not based on an objective vision," the official said, without elaborating.

Syrie : des dizaines de morts lors de la plus importante journée de manifestations

La télévision syrienne accuse « des bandes criminelles financées par l'étranger »

Beyrouth
Correspondance

Les slogans « Liberté ! », « Syriens unis ! » et, parfois même, « Le peuple veut la chute du régime ! » ont résonné à travers toute la Syrie, vendredi 22 avril, au cours de la plus forte journée de mobilisation depuis le début de la vague contestataire débutée le 15 mars. C'est aussi l'une des journées les plus meurtrières. Selon les bilans transmis par les organisations syriennes des droits de l'homme, de 25 à plus de 70 manifestants (75, selon Amnesty International) ont été tués par les forces de sécurité, vendredi, dont plus d'une dizaine à Ezreh, une ville proche de Deraa, point de départ de la révolte il y a six semaines.

Selon l'agence de presse officielle SANA, il y a eu 8 morts et 28 blessés ; « dont des éléments de l'armée, dans des attaques de bandes armées à Ezreh ». Les villes de Homs, où la répression a fait 20 morts depuis le début de la semaine, Hama, Lattaquié et la banlieue de la capitale (notamment Barzeh et Douma) ont également été le théâtre de manifestations durement réprimées.

Le vent de la révolte s'est peu à peu mis à souffler sur les rues de Damas. Selon la chaîne Al-Jazira,

M. Obama accuse M. Assad de chercher l'aide de l'Iran

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a condamné, vendredi 22 avril, dans un communiqué, « dans les termes les plus forts, le recours révoltant à la violence » par le régime de Bachar Al-Assad. « Au lieu d'écouter son peuple, le président Assad accuse l'étranger, tout en cherchant à obtenir l'aide iranienne pour réprimer les Syriens avec les mêmes tactiques brutales que celles qui sont utilisées par ses alliés iraniens », a affirmé M. Obama. La France s'est dite « vivement préoccupée par la situation en Syrie ».

200 manifestants ont défilé brièvement dans le centre-ville, scène inimaginable il y a encore quelques semaines. Le 15 avril, des cortèges plus importants, en provenance de la banlieue, avaient réussi à s'approcher à 700 mètres de la place des Abbassides, point névralgique de la capitale, avant d'être dispersés par des gaz lacrymogènes. L'imposant dispositif de sécurité, vendredi à Damas, n'a pas laissé l'occasion aux manifestants de récidiver.

Rafales d'arme automatique

« Outre des dizaines de bus réquisitionnés par la police et postés sur la place, des centaines d'hommes en civils patientaient dans ses alentours, décrit un témoin. Ils avaient tous dans les mains une matraque, une batte de base-ball ou un bâton grossièrement taillé, prêts à intervenir au cas où des protestataires auraient tenté de s'approcher. »

A quelques centaines de mètres de là, le quartier populaire de Zablatani a retenti de rafales d'arme automatique. Un Damascène qui se trouvait dans une rue adjacente raconte que ces tirs ont créé un

mouvement de panique : « Tout le monde s'est mis à courir pour se mettre à l'abri et les commerçants ont fermé leurs rideaux de fer à la hâte. » Difficile de déterminer qui sont les auteurs de ces tirs et contre qui ou quoi ils étaient dirigés.

Des coups de feu ont également été entendus à Bab Touma, à l'orée de la vieille ville touristique de Damas. En fin d'après-midi, ces lieux étaient surveillés et filtrés par des policiers en armes. A l'intérieur de ce quartier historiquement chrétien, les habitants sont restés calfeutrés chez eux. Selon un habitant, des « comités d'autodéfense » se sont mis en place pour patrouiller, la nuit, sur les toits et dans les rues pour protéger la vieille ville des attaques de « gangs armés ».

Les chrétiens, qui représentent moins de 10 % de la population syrienne, majoritairement musulmane sunnite, sont des soutiens traditionnels de la minorité alaouite au pouvoir. Avec la montée des tensions dans le pays, beaucoup redoutent « un scénario à l'irakienne » dans lequel la minorité chrétienne deviendrait la cible d'attentats orga-

nisés par les plus fondamentalistes de leurs compatriotes. Cette peur fait écho aux récentes déclarations du régime qui a dénoncé la main de groupes salafistes (sunnites fondamentalistes) dans les troubles.

Depuis le début du mouvement de contestation, la télévision nationale répète que les violences – qui ont fait entre 200 et 250 morts – sont à imputer à des « bandes criminelles financées par l'étranger » ou à des groupes djihadistes. Les manifestants considèrent ces propos comme de la « propagande » et dénoncent la brutalité de la répression ainsi que les exactions des milices *chabiha* à la solde du pouvoir qui, selon eux, sèment la terreur.

L'agence officielle SANA s'est récemment mise à couvrir les événements. Elle note, vendredi, des « manifestations de faible ampleur dans de nombreux gouvernorats du pays ». « Le ministère de l'intérieur, rappelle SANA, a exhorté les citoyens à ne pas manifester sans autorisation préalable, en application de la loi sur la manifestation pacifique récemment entrée en vigueur. » ■ – (Intérim.)



Capture d'écran d'une vidéo réalisée à Ezreh, près de Deraa, vendredi 22 avril. YOUTUBE/AFP

L'insupportable exception syrienne

En Syrie, la répression tourne au « massacre », pour reprendre l'expression utilisée par l'organisation Human Rights Watch. Les morts se comptent par centaines, les blessés par milliers. Confronté depuis un mois et demi au grand mouvement de révolte arabe, le régime du président Bachar Al-Assad répond par la violence. Et bénéficie d'une impunité internationale dont n'ont disposé, avant lui, ni l'Égyptien Hosni Moubarak ni le Libyen Mouammar Kadhafi, pas plus que le Tunisien Ben Ali... Il y a une étrange exception syrienne.

Lundi 25 avril, « couronnement » de quatre jours de répression sanglante dans tout le pays, le régime a envoyé les chars et l'infanterie infliger une terrible punition à la petite ville de Deraa. Elle est située à l'extrême sud de la Syrie ; elle « paye » parce qu'elle a

été la première à défier le pouvoir.

Les rares témoignages parvenus d'un pays fermé à la presse font état de scènes de terreur. L'électricité et le téléphone ont été coupés. D'épais nuages de fumée planaient au-dessus du centre-ville, où étaient entendues de lourdes détonations.

Editorial

Bachar Al-Assad a peut-être décidé de casser la rébellion en faisant un « exemple » à Deraa, comme son père avait martyrisé la ville de Hama en février 1982 – plusieurs milliers de morts – pour enrayer une précédente révolte.

L'assaut sur Deraa survient après le bain de sang du vendredi 22 avril. Ce jour-là, à la sortie de la prière, des manifestations ont réuni des dizaines de milliers de

protestataires pacifiques dans la plupart des villes du pays. Sans sommation, miliciens et militaires ont ouvert le feu : plus d'une centaine de personnes ont été tuées. Cela porte à près de 400 le nombre de Syriens tombés sous les balles du régime depuis un mois et demi.

La répression n'avait pas fait tant de morts en Égypte, voire en Libye, avant que la « communauté internationale » ne se mobilise. Deux poids, deux mesures ? Oui. Parce que Damas « pèse plus » sur l'équilibre stratégique de la région que Le Caire ou Tripoli.

Au pouvoir depuis quarante ans, la famille Al-Assad – Bachar a succédé à son père, Hafez, en 2000 – appartient à la minorité alaouite (une dissidence de l'islam chiite) du pays ; elle gouverne avec l'appui des autres minorités, chrétienne et druze, notamment.

Elle a tissé des liens étroits avec la République islamique d'Iran. Elle est l'alliée du Hezbollah chiite libanais. Elle a noué des relations économiques importantes avec la Turquie. Elle tient le pays d'une main de fer, s'imposant à la majorité sunnite par la terreur, l'arbitraire et la corruption.

Mais elle est garante d'une manière de statu quo régional auquel tout le monde est attaché – d'Ankara à Washington, de Riyad à Jérusalem. Sa disparition laisserait la voie, dit-on, aux Frères musulmans, actifs chez les sunnites. Alors, on tolère à Damas ce que l'on a condamné au Caire et à Tripoli.

Cette complaisance n'est plus possible. A l'heure du martyre de Deraa, il faut isoler et sanctionner le régime de Bachar Al-Assad. ■

L'ONU paralysée par ses divisions sur la répression menée en Syrie

Les Chinois et les Russes ont fait échouer un projet de résolution condamnant le régime

New York (Nations unies)
Correspondante

À défaut de consensus en faveur d'une condamnation de la répression en Syrie, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu, mercredi 27 avril, un débat public permettant à chacun des quinze pays membres de faire entendre sa position.

La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Portugal avaient préparé un projet de déclaration condamnant la violence du régime de Bachar Al-Assad contre les

manifestants, qui aurait fait plusieurs centaines de morts, et appelant à la retenue. L'initiative, soutenue par les États-Unis, a été bloquée par la Chine et la Russie, très critiques de la politique « interventionniste » des Nations unies menée en Libye mais aussi en Côte d'Ivoire.

Estimant que la situation en Syrie ne constitue pas « une menace pour la paix et la sécurité internationales », l'ambassadeur russe Alexandre Pankine a mis en garde contre une nouvelle « ingérence extérieure » susceptible de « provo-

quer la guerre civile » dans un pays qui constitue, selon lui, « la pierre angulaire de la stabilité au Moyen-Orient ».

De son côté, le Liban, seul pays arabe représenté actuellement au sein du Conseil de sécurité, n'a pas caché son malaise vis-à-vis du cas de figure syrien. Son ambassadeur auprès de l'ONU, Nawaf Salam, avait reçu des instructions du ministre des affaires étrangères libanais en exercice, Ali Chali, pour ne pas soutenir le texte. Rappelant les « liens » profonds qui unissent le Liban et la Syrie, le diplomate a assuré que « ce qui porte atteinte au Liban nuit à la Syrie et réciproquement ».

La semaine dernière, déjà, les quinze pays membres avaient échoué à se mettre d'accord sur une déclaration commune concernant la détérioration de la situation au Yémen, en raison de l'opposition des Russes et des Chinois, qui disposent d'un droit de veto. Refusant de parler d'échec, l'ambassadeur français, Gérard Araud, a estimé que cette séance publique avait permis d'envoyer « un message fort » à Damas, et qu'« au vu de l'urgence », il était important de l'avoir fait « immédiatement ».

« Changer de cap »

Lors du débat, le représentant de

la France a appelé à prendre des « mesures fortes » contre le président syrien Assad si « cette répression aveugle et brutale » ne cesse pas immédiatement. A l'instar de ses homologues européens, M. Araud a brandi la menace de sanctions de l'Union européenne. L'ambassadrice américaine, Susan Rice, a pour sa part accusé le gouvernement syrien de « faire usage de tactiques similaires à celles employées par le régime iranien » et exhorté M. Assad à « changer de cap maintenant ».

Autant d'accusations réfutées par l'ambassadeur syrien à l'ONU, Bachar Jaafari. Devant les quinze pays membres, ce dernier a imputé les troubles de ces dernières semaines à des « groupes extrémistes, composés notamment de criminels armés » cherchant à renverser le régime. Avancé la thèse d'une « conspiration contre la Syrie », le diplomate s'en est pris à Washington, accusé d'armer l'opposition. M. Jaafari a enfin rejeté l'appel du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon en faveur d'une enquête « indépendante et transparente » sur les violences. ■

Alexandra Geneste

El-Assad opte pour la solution militaire

Deraa, le berceau de la contestation, était hier pilonnée par l'artillerie.

PIERRE PRIER

PROCHE-ORIENT Le régime syrien a intensifié hier sa répression contre le mouvement de contestation. La ville de Deraa, berceau de la révolte il y a six semaines, a été l'objet d'une attaque en règle qui paraît destinée à étouffer définitivement le soulèvement. Alors que cette cité de 75 000 habitants était restée calme dimanche, plus de 3 000 soldats appuyés par des transports de troupes et des chars ont pénétré dans la ville pendant la nuit. Les militaires tiraient « dans toutes les directions », a dit Abdallah al-Hariri, un militant joint au téléphone par l'AFP. Des quartiers entiers étaient pilonnés hier après-midi par l'artillerie lourde.



« Ce à quoi on assiste, c'est à un coup d'État du peuple contre le peuple »

SAMIR AÏTA,
PRÉSIDENT DU CERCLE
DES ÉCONOMISTES ARABES

Aux soldats de l'armée régulière s'ajoutaient des éléments de la 4^e brigade, une force spéciale dirigée par Maher, le frère du président Bachar el-Assad. « Les forces de sécurité sont entrées dans les maisons, a déclaré un militant de Deraa, Abdallah al-Hariri. Il y a un couvre-feu et ils tirent sur ceux qui sortent de chez eux. Ils ont même touché les réservoirs sur les toits pour priver les gens d'eau », a ajouté le témoin.

Selon un autre militant « des snipers ont pris position sur les toits et les chars sont dans le centre-ville ». Le gouvernement jordanien a annoncé que la Syrie avait fermé sa frontière avec le royaume hachémite. Le bilan provisoire à Deraa était estimé à plus de 25 morts. Des opérations étaient également en cours à Duma, à 15 km au nord de Damas, et al-Mouadamiyeh, dans la banlieue de la capitale. Treize personnes ont également été tuées à Jableh, près du port de Lattaquié.

Terroriser la population

Le pouvoir a définitivement tranché en

favor de la force. « Il y avait deux tendances dans le régime. Bachar a décidé en faveur des militaires et des services de renseignement, qui pensent pouvoir arrêter le mouvement », dit un activiste syrien, bon connaisseur des cercles du pouvoir. Pessimiste, ce militant ajoute : « Partout en Syrie, les gens sont terrorisés et restent chez eux. Faute d'une intervention internationale, très peu probable, le régime syrien s'en tirera. »

Le régime juge qu'il peut encore empêcher le mouvement de s'étendre aux grandes villes d'Alep et de Damas, qui représentent à elles deux 40 % de la population, juge un autre expert. « Deraa est au cœur de la répression parce que c'est l'endroit où la révolte est d'ordre civique et non confessionnelle. Musulmans et chrétiens y manifestent côte à côte. » Selon un observateur, le régime, issu de la minorité alaouïte, joue sur la peur pour diviser les communautés. « À Lattaquié, la ville mixte par excellence, des dignitaires religieux des deux confessions ont au début pris la tête des manifestations. Rapidement, des inconnus ont circulé la nuit dans les

quartiers sunnites et les quartiers alaouïtes en tirant en l'air. Les deux communautés ont pris peur et se sont repliées sur elles-mêmes. »

Pour Samir Aïta, président du cercle des économistes arabes « le régime peut remporter une victoire militaire, mais elle se transformerait en défaite politique. Les dirigeants perdraient toute légitimité. Ce à quoi on assiste, c'est à un coup d'État du pouvoir contre le peuple. » La conséquence de cette défaite politique pourrait être le renversement de la famille au pouvoir par un complot militaire, comme on l'a vu dans le passé de la Syrie, estime un autre spécialiste. Qui pointe aussi le danger des règlements de compte entre plusieurs acteurs extérieurs, du Liban au Golfe.

La défaite des contestataires n'est pas certaine, pense pour sa part Caroline Donati, auteur de L'Exception syrienne (La Découverte). « À l'époque de Facebook et Youtube, le pouvoir syrien ne peut plus tuer en masse et en silence comme dans les années 1980, assure-t-elle. Les activistes s'améliorent. Les images sont de plus en plus nombreuses, et on commence à voir des vidéos sous-titrées en anglais. » Pour cette chercheuse, des dirigeants clandestins sont également en train d'émerger, et l'on assiste, dans des quartiers de Damas, à un début d'alliance entre jeunes marginalisés et classes moyennes. « Les manifestants sont désormais dans une logique révolutionnaire. On ne peut plus revenir en arrière », estime-t-elle. ■



Sur cette image extraite d'une vidéo mise en ligne sur les réseaux sociaux, des manifestants courent se mettre à l'abri des coups de feu dans Damas. REUTERS

Peshmarga minister warns Islamic groups of "decisive" stand

Sulaimaniyah, April 25, 2011 (AKnews) – by Raber Y. Aziz

THE KURDISTAN Region's Minister of Peshmarga (Kurdish defense forces) Affairs has warned Islamic groups it will take a "decisive stand", accusing them of accommodating extremist militants. Sheik Jaafar, Jaafar Mostafa, waziri peshmarga

The minister's warning came in a statement to AKnews in which he refuted media reports of tanks stationed in the city of Halabja to quell the protests in the city where the Islamic groups enjoy popularity.

The Peshmarga Minister Jaafar Sheikh Mustafa accused the Islamic parties; the Kurdistan Islamic Group (KIG) and the Kurdistan Islamic Union (KIU) of being "saboteurs and uncivilized".

Sheikh Jaafar said some 50 militants from the outlawed Ansar al-Islam have crept down from the mountains to Halabja city over the past two days, and "it is likely that some of them have entered the headquarters of the KIG and KIU".

"We have not deployed any tanks to Halabja city" he told AKnews, "often, wood-burning stove pipes and (civilian) vehicles become artillery and tanks for them (the two Islamic parties)" Mustafa said cynically.

"If they are so afraid, then what is all this hype calling for complete government dissolution about?" Mustafa said, accusing the opposition forces of inciting the public to rise against the government.

"We have not stationed tanks there, but we will if it's necessary this time, because this time will be decisive with the Islamic parties."

A member of the protesters' committee in Halabja however, who declined to be named for security reasons, told AKnews that they had been hiding for fear of a "huge force" deployed to Halabja who were "hunting down the protesters".

"According to our information, those forces are supported by tanks and have been stationed in several spots in Halabja. People have seen them with their own eyes" he said.

Halabja has witnessed violent protests with dozens of demonstrators injured. Two police officers have been killed in the clashes there.

The protesters, who took to the streets in Sulaimaniyah province in late February, were first protesting against, cor-



ruption, nepotism, and called for political reforms, however, as the wave of protests became violent, they began demanding the complete dissolution of the Kurdistan government.

A member of the KIU politburo Samir Salim described Mustafa's "tone" in his dialogue with the Islamists as "language brought up by civil war".

"Our history testifies that we have remained apart from terror and violence," Salim said, "...we have always supported dialogue to resolve issues".

Undersecretary to the KIG, Abdul-Sattar Majid told AKnews that the Peshmarga Minister was wrong to "accuse the Islamists of accommodating Ansar al-Islam militants to justify the mobilization of forces in Sulaimaniyah province."

"... It is an unfounded and filthy lie," he said, "We don't (accommodate) or have any connection with the Ansar al-Islam. In the past, we have paid for the stories made up against us," he continued referring to a 2003 air attack by the US forces on the KIG headquarters that left dozens killed and injured.

In a previous statement, the Peshmarga Minister had told AKnews that the forces – who he said were Peshmarga forces - in Halabja were there to protect the lives of citizens and that they would stay until the safety of people was ensured.

So far, 10 people, including two police officers, have been killed and over 600 others injured in the protests in Sulaimaniyah province.

The protests witnessed another surge of violence last week when security forces and protesters clashed in the city leaving around 200 injured.

Following the protests, the security committee banned all unlicensed demonstrations in Sulaimaniyah and said it would clamp down on any such rallies.

The protests in Kurdistan have tensed relations between the opposition forces and the authorities over the past two months prompting a number of clerics, intellectuals and politicians to call for the situation to be resolved.

Au pouvoir en Irak, les chiïtes penchent en faveur du régime syrien

Les chiïtes irakiens, qui dirigent le pays depuis 2003 après la chute du Baas de Saddam Hussein, sont en général favorables au maintien du régime baassiste en Syrie, redoutant une arrivée au pouvoir de sunnites à Damas qui empoisonnerait le climat en Irak.

Si officiellement l'Irak, par la voix de son Premier ministre Nouri al-Maliki, a justifié les manifestations dans le monde arabe par la « tyrannie » et l'« oppression » subies par les peuples, les hommes politiques chiïtes sont plus circonspects.

« Le parti Baas en Syrie est totalement différent des criminels baassistes qui ont gouverné l'Irak et n'oublions pas que ses dirigeants ont aidé l'opposition à Saddam Hussein », affirme Jalal Edinne Saghîr, un dirigeant du Conseil supérieur islamique d'Irak (CSII), un des principaux mouvements religieux chiïtes. « Les deux formations portent effectivement le même nom, mais on ne peut en parler de la même façon. En tout cas, il faut être

conscient que l'Irak sera le pays le plus affecté par une déstabilisation de la Syrie », ajoute-t-il.

Fondé à Damas en 1947 à l'initiative d'un chrétien, Michel Aflaq, et d'un musulman, Salah Bitar, ce parti laïc, qui mélange nationalisme arabe et socialisme, a pris le pouvoir par la force en Syrie en 1963 et en Irak en 1968. Dans les deux pays, il était dirigé par des minorités, alaouïte dans un pays en majorité sunnite en Syrie, sunnite dans un pays à majorité chiïte en Irak.

Mais rapidement les deux « branches » de ce parti panarabe se sont opposées et le 18 août 1980, la Syrie et l'Irak ont rompu leurs relations diplomatiques car Damas a soutenu Téhéran après l'invasion du pays par Saddam Hussein. Le régime syrien a accueilli les opposants chiïtes, notamment Nouri al-Maliki.

« Il n'y a pas de doute que si les salafistes (sunnites ultra-conservateurs) arrivent au pouvoir, cela accroîtra le conflit confessionnel dans la région », explique cheikh Saghîr.

Le député Khaled al-

Assadi, proche de M. Maliki, est convaincu que « des étrangers interviennent dans la situation en Syrie et comme nous l'avons fait au sujet de Bahreïn, nous rejetons toute interférence qui affaiblit un pays et le pousse vers des conflits confessionnels ».

L'Irak avait condamné l'intervention saoudienne à Bahreïn contre la majorité chiïte de cette royauté et M. al-Assadi laisse entendre que Riyad aiderait les sunnites en Syrie contre la minorité alaouïte au pouvoir, qui est une branche du chiïsme.

« Nous avons peur que les salafistes arrivent au pouvoir comme c'est arrivé dans plusieurs villes d'Anbar, Salaheddine et Ninive », affirme Latif al-Amidi, étudiant dans une école religieuse dans la ville sainte chiïte de Najaf. Il faisait allusion à la venue des « jihadistes » dans les régions sunnites après l'invasion conduite par les États-Unis en 2003, dont la composante la plus connue est el-Qaëda. Ils ont été à l'origine d'un conflit confessionnel sanglant qui a fait des dizaines de milliers de morts.

Pour Hamid Fadel, profes-

seur de sciences politiques à l'université de Bagdad, les chiïtes irakiens, qui ont attendu 80 ans avant d'accéder au pouvoir, redoutent d'être encerclés par des régimes sunnites. « Tout ce qui se passe en Syrie affecte beaucoup l'Irak et bien que le régime du Baas ait pu jouer un rôle négatif dans le passé, c'est bien mieux qu'un régime islamiste », dit-il.

Le gouvernement irakien a accusé dans le passé la Syrie d'avoir laissé passer des insurgés et donné refuge à des baassistes irakiens qui fomentent des attentats.

« Si les islamistes arrivent au pouvoir, il est clair qu'ils auront été aidés par l'Arabie saoudite et d'autres pays sunnites et cela affectera l'Irak car ils essayeront de contacter les sunnites pour œuvrer contre le gouvernement dominé par les chiïtes », explique cet analyste. « En outre, poursuit-il, un changement de régime à Damas renforcera les Kurdes en Irak qui se sentiront encouragés à passer de l'autonomie dont ils jouissent actuellement à l'indépendance dont ils rêvent. »

© AFP



Agency of Kurdistan for News

Kurdistan govt KRG creates new office to combat corruption

Erbil, April 28, 2011 (AKnews)- by Frayd Mohammed

THE KURDISTAN Regional Government (KRG) formed a news agency called the Ruling and Integrity Office to combat corruption and promote transparency, the head of the new agency said.

nasir tilabineNsar Talabani told the reporters at a press conference in Erbil (Kurdistan Regional capital) Thursday that the new agency is directly connected to the KRG Prime Minister Barham Salih's office.

"In order to promote the strategies of right governance and transparency, today we announce the foundation and launch of the office," the head of the new body said.



The agency will watchdog the conduct of government employees, regulates it, and forms an integrity committee to trace corruption.

It also unveils the income of the officials, Talabani added.

The new office is formed while the opposition forces demand government resignation.

Syrian crackdown steps up violence

BEIRUT

Brutal assault on Dara'a signals government's intent to crush dissent

BY ANTHONY SHADID

The Syrian Army stormed the restive city of Dara'a on Monday with tanks and thousands of soldiers and carried out arrests in poor towns on the capital's outskirts in a sharp escalation of the crackdown on the five-week uprising, according to human rights activists and accounts posted on social networking sites.

The reports said at least 25 people had been killed in Dara'a, with bodies strewn in the streets.

The move seemed to signal a harrowing new chapter in a crackdown that has already killed more than 400 people, with the single highest toll coming on Friday, when more than 110 people were killed in 14 towns and cities. In addition, scores of residents reportedly have disappeared since Friday.

Up until now, the government had been using a mix of concessions and brute force, but its actions on Monday indicated that it had chosen the latter, seeking to crush a wave of dissent across Syria that has shaken the once uncontested rule of President Bashar al-Assad.

The developments undermine the hopes held by some that Mr. Assad might yet try to reform the repressive police state he inherited from his father.

The widening crackdown has also brought new international pressure on the Damascus government.

The White House, after issuing increasingly forceful condemnations of the crackdown, said Monday that it was considering "targeted sanctions" against Syria, the first time it has said so publicly. A freeze on assets and a ban on U.S. business dealings were under consideration, a U.S. official told Reuters.

"The brutal violence used by the government of Syria against its people is completely deplorable," said Tommy Vietor, a White House spokesman. "The United States is pursuing a range of possible policy options, including targeted sanctions."

The question of U.S. sanctions is deeply problematic, however, complicated both by the dearth of U.S.-Syrian business relations and the delicacy of dealing with a country that plays a key role in neighboring Lebanon. There are concerns, as well, that sanctions might provoke Syria to further tighten its

already close links to Iran.

The United States has been struggling for years to find a way to build influence in Damascus, in part as a step toward persuading Syria and Israel to return to peace talks. It had placed hopes for a time on Mr. Assad, who studied in London, has a British-born wife and speaks fluent English and French.

The stakes in Syria are high. Should the Assad family's 40-year dynasty end, many fear, a brutal struggle for power could ensue among the country's patchwork of ethnic and religious groups. Violence could spill over into Lebanon and beyond.

The situation on Monday was dire in Dara'a. Residents said that at least eight tanks had entered the city before dawn, coming from four directions, along with 4,000 to 6,000 troops. Electricity and phone lines were cut, making firsthand accounts difficult, and nearby border crossings with Jordan were reportedly sealed. Snipers took positions on the roofs of mosques, residents said, and soldiers and armed irregulars searched house-to-house for protesters.

"There are bodies in the streets we can't reach; anyone who walks outside is getting shot at," said one resident who gave his name as Abdullah, reached by satellite phone. "They want to teach Syria a lesson by teaching Dara'a a lesson."

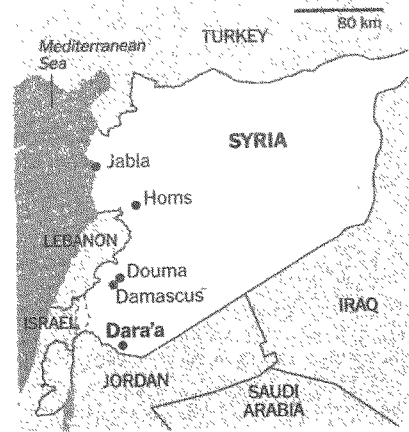
Videos posted on the Internet, along with residents' accounts, painted a picture of a city under broad military assault. Tanks had not previously been used against protesters, and the force of the assault suggested the military planned some sort of occupation.

Abdullah said that soldiers had taken three mosques but had yet to capture the Omari Mosque, which has become a headquarters of sorts for demonstrators and where thousands reportedly had sought refuge. He quoted people there shouting, "We swear you will not enter but over our dead bodies."

For weeks, organizers have managed to circumvent government efforts to black out news from Dara'a and cities like Homs. But on Monday, organizers themselves had trouble reaching contacts, and only occasional videos emerged from the tumult.

One showed heavily armed soldiers taking up positions behind walls, a few feet from a tank parked in a leafy avenue. In another, a young boy threw a chunk of concrete at a passing tank. Other videos from Dara'a showed a cloud of black smoke rising on the horizon as heavy gunfire echoed in the distance.

"God is great, Bashar," a protester cried in one. "Why are you attacking us?"



An amateur photo of protesters marching Monday in Dara'a, Syria, as tanks and thousands of soldiers entered the city.

The town of low buildings, with about 75,000 inhabitants, has become almost synonymous with the revolt. Protests erupted there in March after security forces arrested high school students accused of scrawling anti-government graffiti on a wall. Since then, demonstrations have spread to virtually every province in Syria.

The United Nations high commissioner for human rights, Navi Pillay, urged a halt to the killings Monday, condemning "such disregard for human life by Syrian security forces."

The government moved against other regions, too. Activists said security forces had entered two towns on the capital's outskirts — Douma and Maadamiyah — carrying out dozens of arrests. Clashes have been especially pronounced in the poor, restive towns that encircle Damascus.

Residents said security forces had surrounded the towns Sunday, with tanks and checkpoints. Anyone leaving or entering was searched, they said, either in preparation for Monday's raids or to dissuade protesters from marching on the capital, a bulwark of the Assad family's power.

In Jabla, a coastal city inhabited by Syria's Sunni Muslim majority and members of the minority Alawite sect, from which the government draws much of its support, security forces

killed at least 12 people in a crackdown that began Sunday. One resident said protesters had burned an army car and taken a soldier hostage.

"The army is deployed all over the area," said another resident, who gave his name as Abu Ahmed. "I can't describe how bad the situation was all night. It's a street war."

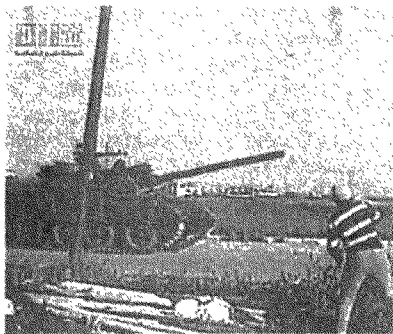
He said the shootings had exacerbated tension between Sunnis and Alawites, a potentially dangerous manifestation in a country with a mosaic of religious and ethnic minorities, many of whom fear government collapse may endanger them.

"The plate has shattered," he said, using an Arabic expression. "There's strife between us now; it's been planted, and the problem is going to exist forever in Jabla."

The widening crackdown comes amid reports that scores of residents have disappeared in Syria since Friday. In Saqba, one of the capital's suburbs, an organizer said that 100 people had disappeared Friday, with no record of their arrest.

"There is going to be much more bloodshed," said Wissam Tarif, head of Insan, a Syrian human rights group.

Mr. Tarif said his organization had compiled the names of 217 people who



An amateur video image shows a man throwing an object at a tank in Dara'a.

had disappeared since Friday. At least 70 of them were from towns near the capital and 68 were from Homs, Syria's third-largest city. He said the group had documented names of the missing from 17 cities and villages.

"It just doesn't stop," he said. "Names keep pouring in."

Though the government has cited the repeal Thursday of emergency rule as a sweeping step, the past few days have proved to be some of the bloodiest and most repressive since the uprising began.

At the United Nations, European na-

tions and the United States are circulating a draft Security Council statement condemning the violence and calling on the government to respect human rights. The draft endorses a call by the secretary general, Ban Ki-moon, released Friday, calling for an independent investigation into the mounting death toll.

The statement is due to be discussed Tuesday.

The crackdown is yet another indication that the government's decision to lift draconian emergency rule, in place since 1963, may prove more rhetoric than reform. Mr. Assad's family controls Syria's security apparatus, and it appears to have pushed hard for a continued crackdown.

In recent weeks, fearing a split in the army, the Assad government has relied almost exclusively on Alawite-dominated units, including the army division led by Mr. Assad's younger brother Maher al-Assad, analysts say. But that tactic has reinforced resentment of the Alawites among the rest of the population.

"Bashar is totally cornered," said a former diplomat. "And I'm sure that he is surrounded by people who are telling him: 'We're all in the same boat.'"

WorldTribune.com

APRIL 27, 2011

Two Kurdish officers killed by Iraqi soldiers in disputed oil capital

BAGHDAD — The Iraq Army and Kurdish forces engaged in a violent clash in the northern city of Kirkuk on April 25.

Military sources said at least two Kurdish officers were killed in a gun battle with Iraq Army soldiers in Kirkuk. The shootout on April 25 marked the first lethal clash between Kurds and the Iraq Army in 2011.

"We have arrested four Iraqi soldiers and started an investigation to find out what happened and who is responsible," Kirkuk police chief Maj. Gen. Jamal Taher Bakr said.

The confrontation erupted amid U.S.-led efforts to foster cooperation between the Iraq Army and the Kurdish Peshmerga in Kirkuk, the oil capital of northern Iraq. In 2010, the U.S. military oversaw joint patrols and checkpoints around the city.

Both the Baghdad government and the autonomous Kurdish province have claimed Kirkuk. Officials said the clash erupted when an Iraq Army patrol was stopped by a Kurdish plainclothes officer near the headquarters of the Kurdistan Democratic Party.

Under the 2010 agreement, police were responsible for security in Kirkuk. Officials said officers of the



Kurds, Iraq Army and U.S. military were reviewing the clash.

"This cannot be considered a battle between the Iraq Army and security forces in Kirkuk," Iraq Army 12th Division commander Gen. Samir Abdul Karim said.

Syrie : condamnation internationale après la répression contre les manifestants

Des pays en bons termes avec Damas, comme la Turquie et la Russie, se sont dits « inquiets »

Beyrouth
Correspondance

Plus que les précédentes, les manifestations du vendredi 22 avril en Syrie pouvaient être considérées comme un test de la capacité du régime du président Bachar Al-Assad à gérer « dans la retenue » une contestation populaire inédite, au lendemain de la levée officielle de l'état d'urgence. Cette mesure, censée mettre fin à l'interdiction de se rassembler et aux arrestations arbitraires, a aussitôt été suivie d'une répression plus meurtrière encore que les semaines précédentes.

Selon un décompte nominatif, établi par le Comité des martyrs de la révolution du 15-Mars, 120 manifestants sont morts, vendredi et samedi, tués par les forces de sécurité dans une dizaine de villes syriennes. Au cours de ces deux jours, entre 200 et 300 personnes auraient été arrêtées.

Jusqu'à présent relativement épargné par la communauté internationale, le régime syrien a cette fois essuyé une salve de condamnations. Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, a réclamé une « enquête indépendante (...) sur les raisons des tueries ». Les violences de vendredi ont été qualifiées d'« épouvantables et intolérables » par le chef de la diplomatie de l'Union européenne (UE), Catherine Ashton. A Londres, le secrétaire au Foreign Office, William Hague, a accusé Damas de « meurtres ».

Des pays qui entretiennent des relations amicales avec le régime syrien ont également réagi. La Turquie, qui s'était félicitée des réformes annoncées par M. Assad, a dit sa « vive inquiétude », enjoignant aux autorités « d'agir avec le maximum de retenue ». Interlocuteur privilégié de Damas, Moscou s'est dit inquiet pour les « personnes innocentes » victimes de « souffrances ». « Seuls un dialogue constructif et une accélération des réformes politiques, sociales et économiques de grande ampleur, telles qu'exposées par la direction syrienne, peuvent permettre un développement stable et démocratique », a déclaré le ministre des affaires étrangères



Manifestant blessé à la tête lors d'une manifestation à Damas, samedi 23 avril. REUTERS TV

russe, Sergueï Lavrov. Paris, qui avait normalisé ses relations avec la Syrie dès 2008 et qui a tout fait depuis pour sortir Bachar Al-Assad de l'isolement diplomatique, a condamné « la violence extrême » des forces de sécurité. « Les responsables et les auteurs de ces crimes devront répondre de leurs actes. Cette répression aveugle et brutale contredit la levée de l'état d'urgence », a souligné Alain Juppé, le chef de la diplomatie française, dans un communiqué.

Le changement de ton s'est aussi fait entendre aux Etats-Unis. Il y a quelques semaines, Washington

Des chars déployés dans le centre de Deraa

Plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées à Deraa, dans le sud de la Syrie, où les forces de sécurité appuyées par des blindés ont pénétré lundi matin 25 avril, selon des militants des droits de l'homme joints par téléphone par l'AFP. Selon un militant, « les corps sont dans la rue », « des snipers ont pris position sur les toits et les chars sont dans le centre-ville ».

appelait à la fin de l'état d'urgence, estimant alors que cette mesure montrerait l'engagement du régime syrien sur la voie des « réformes ». L'« usage révoltant de la violence », a estimé, samedi, le président Barack Obama, a démontré que cette annonce n'était « pas sérieuse ».

Début 2011, le président syrien pouvait se targuer d'avoir multiplié les succès diplomatiques. Accusée d'avoir trempé dans l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005, mise au ban des nations pendant des années malgré ses dénégations, la Syrie avait en effet bénéficié d'un retour en grâce inespéré au sein de la communauté internationale, sans n'avoir rien cédé de ce qui constitue sa politique au Proche-Orient : la pérennité de son alliance avec l'Iran et le soutien aux factions combattant Israël (Hezbollah au Liban, Jihad islamique et Hamas dans les Territoires palestiniens). Le plus symptomatique de ces succès avait été, en janvier, après cinq ans d'absence, le retour d'un ambassadeur américain à Damas.

La position stratégique de la Syrie dans la région et la crainte que

les troubles aient des effets déstabilisateurs au Liban, en Israël ou en Irak avaient conféré au président Assad une certaine immunité, qui semble sur le point de s'évanouir. Pour la première fois depuis le début des manifestations, M. Obama s'en est pris nommément à M. Assad, réitérant des accusations selon lesquelles ce dernier « cherche l'aide iranienne pour réprimer ses citoyens » – ce qu'ont démenti, dimanche, des responsables syrien et iranien.

Aucune proposition de sanction n'a cependant accompagné ce concert de critiques. « Après le carnage de vendredi, condamner la violence ne suffit pas », a réagi l'organisation Human Rights Watch. Le *Washington Post* a jugé « honteuse » la position américaine. « Les condamnations sont les bienvenues mais qu'apportent-elles au peuple syrien ? » s'interroge le militant syrien Wissam Tarif. « La communauté internationale s'entête dans sa vieille approche régionale sécuritaire, alors même que toute la région est en train de changer, déplore-t-il. Cette approche fait partie du problème et ne contribue pas à la solution. » ■ – (Intérim.)



Des soldats syriens brandissant des photos de Bachar et Hafez al-Assad pendant une manifestation pro-régime, en mars. PHOTO HUSSEIN MALLA/AP

Le cas syrien embarrasse le président français et son homologue américain.

Après Washington, Paris dénonce enfin «l'inacceptable»

Les mots sont lourds. «La situation est devenue inacceptable. On n'envoie pas face à des manifestants des chars, l'armée et on ne leur tire pas dessus», a martelé hier Nicolas Sarkozy lors du sommet franco-italien de Rome. Un changement de ton après un long silence où l'Elysée avait laissé au ministre des Affaires étrangères le soin de condamner l'escalade de la violence en Syrie. Paris, comme le souligne le Quai d'Orsay, exige désormais «des mesures fortes» pour faire cesser l'usage de la force contre la population. Cela signifie œuvrer pour des sanctions ciblées de l'Union européenne et des Nations Unies.

Gel. Washington est désormais sur la même ligne. La Maison Blanche prépare un décret permettant à Obama de geler les avoirs de certains membres de l'entourage du président Bachar al-Assad et leur interdire toute activité économique aux Etats-Unis. Dès vendredi, Barack Obama affirmait dans un communiqué : «Il faut mettre fin maintenant à l'usage scandaleux de la force pour réprimer les manifestations.» Une résolution de l'ONU est en préparation qui «condamne la violence et appelle à la retenue» mais Washington comme Londres ou Paris savent qu'il sera très difficile de faire accepter un

texte aux Russes hostiles à toute forme d'ingérence surtout s'il s'agit d'un pays ami comme la Syrie. Ce alors même que Moscou et Pékin sont déjà irrités du précédent libyen. Il est hors de question d'obtenir un texte musclé ou prévoyant une quelconque intervention. Le cas syrien embarrasse le président français autant que son homologue américain.

Il sera difficile de faire signer une résolution musclée aux Russes, hostiles à l'ingérence, surtout dans un pays ami comme la Syrie.

Il y a encore quelques jours, on expliquait volontiers à Paris que les cas de Muammar al-Kadhafi et de Bachar al-Assad étaient différents. L'un était un dangereux mégalomane prêt à massacrer son peuple, l'autre un autocrate moderniste dont la bonne volonté réformatrice était freinée par un entourage et un système hérités de son père. Nicolas Sarkozy avait tenté le pari syrien dès 2008, l'invitant au défilé du 14-Juillet en marge du sommet de l'Union pour la Méditerranée. Ce tournant par rapport à la politique de Jacques Chirac, vent debout contre le régime de Damas pour son rôle dans l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri en février 2005, n'avait guère donné

les résultats escomptés. Ni au Liban, ni pour détacher Damas de Téhéran son principal allié. Mais Paris rappelait encore récemment «le rôle important de la Syrie sur la scène régionale» pour justifier la prudence.

Le président américain, malgré son changement de ton, reste encore très en dessous de ses interventions face aux récents soulèvements en Egypte ou bien sûr en Libye. Il n'appelle pas au renversement de Bachar al-Assad comme il l'a fait

à demi-mots pour Hosni Moubarak ou, bombardements à l'appui, pour Muammar al-Kadhafi.

Plus que jamais, la crise syrienne étale au grand jour les incohérences de la politique américaine au Moyen-Orient : après avoir lâché son allié Moubarak, Washington se retrouve aujourd'hui à épargner le régime syrien, allié de l'Iran et fauteur de troubles au Liban, qui fait théoriquement partie de ses pires ennemis. Avec l'Iran, le Soudan et Cuba, la Syrie est l'un des quatre seuls Etats considérés par le Département d'Etat américain comme «sponsors du terrorisme». Barack Obama est en train de «rater un moment historique» en Syrie comme il a déjà raté celui des manifestations iraniennes

en juin 2009, dénonce la bloggeuse Jennifer Rubin sur le site du *Washington Post*.

Pressions. Le problème est que le parti du statu quo a aussi beaucoup de poids aux Etats-Unis. Israël, l'Arabie Saoudite et la Turquie en particulier, qui ont tous trois d'important relais à Washington, ont fait passer le message que l'après-Assad pourrait être pire encore pour toute la région que le régime actuel. Ces trois pays, pour des raisons différentes, craignent une guerre civile à l'irakienne dans ce pays aux nombreuses minorités religieuses et ethniques. Mais les Etats-Unis ont «très peu de leviers» sur la Syrie, souligne donc la Maison Blanche, condamnée à l'attentisme par ces pressions contradictoires.

Néanmoins ce profil bas des occidentaux n'est plus tenable. Même s'il soulignait à Rome qu'on ne peut «dupliquer» les situations, le président français a reconnu hier qu'il ne pouvait y avoir «deux poids, deux mesures» de la politique française entre Libye et Syrie. Mais il a aussi tenu à rappeler que «cela ne veut pas dire que nous allons intervenir partout dans le monde». Et qu'il n'y aurait rien sans une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies.

LORRAINE MILLOT

(à Washington) ET MARC SEMO



Turkish troops kill 7 Kurdish rebels in clash

TUNCELLI, Turkey, April 28, 2011 (Reuters) -

TURKISH security forces killed seven Kurdish guerrillas in an army operation in eastern Turkey, military sources told Reuters on Thursday.

At least 1,000 soldiers, backed by helicopters, attacked a large group of Kurdistan Workers Party (PKK) militants in a mountainous area on the borders of Tunceli and Bingol provinces late on Wednesday, the sources said.

Operations against the guerrillas were continuing on Thursday, they added.

The PKK ended a six-month ceasefire in February and there

have been fears of an increase in violence ahead of Turkey's parliamentary election on June 12.

Three militants were killed earlier this month further west in Kahramanmaras.

Warmer spring weather generally brings an increase in violence in the mountainous southeast, scene of a separatist conflict that has killed more than 40,000 people since the PKK took up arms against the state in 1984.

Tension mounted in the mainly Kurdish region this month after an election board decision, later reversed, to bar a number of Kurdish candidates from standing in the poll.

Chicago Tribune APRIL 29, 2011

Military presence halts protests in Iraq's Kurdistan

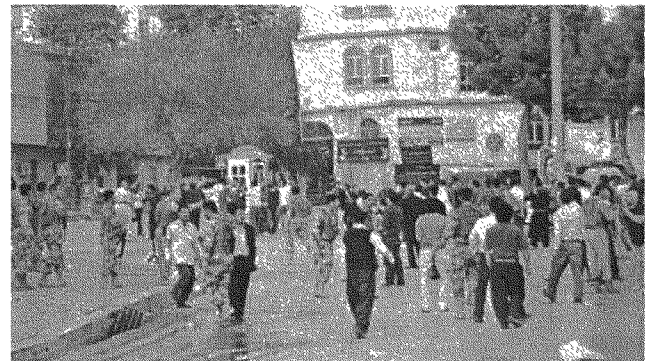
By Namu Abdulla

SULAIMANIYA, Iraq (Reuters) - The deployment of thousands of heavily armed troops in Iraq's Kurdish city of Sulaimaniya appears to have quelled, for the moment, two months of protests against corruption and authoritarian rule. The protests in the semi-autonomous northern Kurdish region were the largest and most sustained of rallies across Iraq, which followed uprisings around the Middle East. Thousands protested every day for weeks, demanding the removal of their government. "They failed 100 percent," said Jamal Anwar, commander of a military unit deployed in Sulaimaniya's main square, where protesters had gathered daily since February. "They thought they could topple the government. Their agendas have all failed." "It was not a demonstration staged by the people. It was staged by opposition parties. We don't allow that," he added. At least 10 people, including two members of the peshmerga security forces, have died in the protests, and hundreds have been wounded. Rights organization Amnesty International criticized the

Kurdish and Iraqi governments for using excessive force against protesters. Kurdistan has often been referred to as "the other Iraq" because it was spared much of the violence and sectarian strife that ravaged the rest of the country after the 2003 U.S.-led invasion that toppled dictator Saddam Hussein.

OIL INCOME

The Sulaimaniya protesters had persisted until this week in their demands that the two long-time ruling parties, the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by the Kurdish president Masoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Iraqi President Jalal Talabani, loosen their grip. The region, funded by 17 percent of Iraq's oil income, has seen an economic boom in the past eight years but Kurds complain that Barzani and Talabani, like other Middle East leaders, failed to use oil riches to build a vibrant economy and democracy. This week, Sulaimaniya's Liberation Square, where protesters had camped out for weeks chanting "freedom, freedom, freedom," was a military zone watched over by hundreds of armed forces. The ruling parties have said the demise of the protests



represented a success over "trouble-makers" staging "politically motivated" demonstrations.

"What the authorities did here was beyond expectations," said Asos Hardi, manager of Awene, one of the few Kurdish newspapers not tied to the political parties. "Thousands ... of troops were brought in to suppress civilian protesters, who are students, artists and professors.

"I did not even see as many troops present in 1983 and 1984 while we demonstrated against Saddam," Hardi said. Nasik Qadir, a protest organizer, accused the Kurdish security forces of hunting, arresting and torturing protesters. "We can't live under such autocratic rule," Qadir said in a telephone interview. She refused to meet with a reporter out of concern for her safety. "If we have done anything wrong, let them tell us and we will go before the courts. They don't have to chase us and raid our houses. This looks like mafia behavior."

Since February 17, security forces harassed, arrested, wounded or tortured more than 200

journalists, said Rahman Gharib, manager of the Metro Center To Protect Journalists. Payam TV in Sulaimaniya, a channel belonging to an Islamic opposition party that offered extensive coverage of the rallies, has been surrounded by soldiers for eight days. On Wednesday, more than 300 people were living in makeshift tents as a "human shield" in front of the TV station. "It's the only Islamic channel which tells the truth," said Basoz Ali, 27, who carried a 7-month-old child. "We don't love our lives more than the employees of the channel. If they kill them, let them kill us too." Hardi said the government's use of military force might maintain the status quo longer, but it would be temporary. "Losing a battle does not mean losing the war," he said. "Any new revolutionary success in Yemen or Syria could trigger an even bigger protest in Kurdistan."



APRIL 29, 2011

Bloody Syrian crackdown embarrasses Turkish allies

By Ivan Watson and Yesim Comert, CNN

Istanbul, Turkey (CNN) -- Turkish officials engaged in last-minute shuttle diplomacy with their restive neighbor Syria and repeated calls for restraint ahead of what is expected to be another violent day of protests across the Arab nation on Friday.

Turkey's National Security Council met on Thursday in Ankara to specifically address the increasingly bloody crisis, which some analysts fear could spill over to the Turkish side of the border.

The council issued a statement calling for Syrian security forces to act with restraint and for the government to implement swift reforms to satisfy demonstrators.

"It is important that necessary steps are taken rapidly and in a determined way in order to establish social peace and stability in brotherly, friendly Syria, to put an end to the violence and to maintain security of life, basic rights and freedoms," the council announced.

Also, the head of Turkey's national intelligence agency, the MIT, traveled to Damascus on Thursday for high-level talks.

The wave of unrest that has swept across the Arab world this year surprised the Turkish government as it was dramatically expanding ties with its Arab neighbors.

Syria has perhaps been the greatest beneficiary of what the Turkish government calls its "Zero Problems" foreign policy initiative with Turkey's neighbors.

In the late 1990s, Syria and Turkey were on the brink of war because of Syrian support for Kurdish rebels battling the Turkish state.

But in recent years, Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and Syrian President Bashar al-Assad have become close political allies.

The two leaders have vacationed together with their wives along the Turkish coast. And last year, Erdogan lifted visa restrictions on Syrian visitors and announced Syrians should treat Turkey as their "second home."

When pro-democracy protests erupted in Egypt, Erdogan was swift to call for embattled Egyptian president Hosni Mubarak to listen to the voices of his people and step down.

But Erdogan has been much more restrained about criticizing al-Assad, even as Syrian tanks encircled the rebellious southern town of Daraa and more than 400 demonstrators were killed across the country in the growing government crackdown.

"Turkey has to reckon that in some cases of the Arab Spring, it just may be on the wrong side of history," wrote Turkey expert Henri Barkey, in an article released this week by the Carnegie Endowment for Peace.

"As much as Turkey thought it was on the side of change, it has become a status quo power ... with its own vested interests, commercial concerns, and close ties with regimes."

As the death toll mounts in Syria, a growing number of voices in Turkish newspapers normally sympathetic to the Erdogan government have been calling for Turkey to re-evaluate its cozy relationship with the Assad regime.

"Zero problems' with neighbors who know how to kill,"



Turkish riot police outside the Syrian embassy during a demonstration by human rights activists, in Ankara on April 28, 2011.

wrote Yavuz Baydar in the pro-government Today's Zaman newspaper this week.

"Ankara should not resort to double standards when it comes to autocratic regimes in the Middle East killing their own people," wrote columnist Lale Kemal in the same newspaper.

Turkey has also come under fire in Libya from rebels who have accused Ankara of supporting the Moammar Gadhafi regime in Tripoli.

Last year, Erdogan received a human rights prize from Gadhafi, and earlier this month, the Libyan opposition movement refused to allow a Turkish ship to dock in the rebel stronghold of Benghazi.

Demonstrators also staged a protest outside the Turkish Consulate in Benghazi.

The escalating Syrian conflict may not only embarrass the Turkish government; some analysts warn it could destabilize Turkey.

Experts point to Saddam Hussein's crackdown on rebellious Kurds in northern Iraq in 1991, which resulted in a flood of refugees spilling over the Turkish border.

Over the past two years, much smaller numbers of refugees fled to Turkey to escape the crushing of pro-democracy protests in Iran -- another authoritarian neighbor that enjoys booming economic ties with Turkey.

So far, Turkish officials say they have not seen an increase in the number of Syrians fleeing government persecution. But officials are clearly worried about this possibility.

"You have to think of all kinds of scenarios," said Selim Yenel, undersecretary of Turkey's Ministry of Foreign Affairs, in a phone interview with CNN.

"People have asked if we are reassessing our visa policy [with Syria]. And we're not," Yenel said.

Instead, Yenel said Turkey's intelligence chief traveled to Damascus on Thursday leading a delegation that is offering to advise the Assad regime on how to implement reforms aimed at satisfying the growing protest movement.

"They were going to talk about public administration, how to reform it economically and politically," Yenel said. "All this has to be done as quickly as possible so people can feel the changes."

Barzani presents opposition with three options

The Kurdish Globe

Barzani has pointed out that he started a concrete reform program and in coming months,

Kurdistan Region President Massoud Barzani said he has offered the opposition parties three options: "To participate in the government, to join the reform process the ruling parties recently started or

an early general election."

The opposition replied, "We will not join the government or participate in the reforms which were started by the ruling parties."

Barzani has pointed out that he started a concrete reform program and in coming months, people in Kurdistan will see and feel the results of the reform

program.

Meanwhile, Barzani said Kurdistan and Iraq are different from other countries in the region, "Kurdistan and Iraq have governments that enjoy the blessing and support of the majority of their people."

On the other hand, the spokesman of Gorran (Change) Movement, the most powerful Kurdish opposition party, Muhammad Tofiq Rahim, said: "The opposition wants an early election under the shadow of a neutral and transitional government."



Rahim added that the opposition does not want to join the current government or participate in the reform programs started by the government.

LE FIGARO 29 AVRIL 2011

Syrie : inquiets, les Turcs tentent de réfréner Assad

Ankara redoute une déstabilisation de la Syrie qui risquerait de se répercuter dans les régions kurdes de Turquie.

Par Laure Marchand

La répression en Syrie met à rude épreuve la diplomatie turque dans la région. L'intensification du recours à la force dans le pays voisin place Ankara dans une position délicate vis-à-vis de son allié, pilier de sa politique au Moyen-Orient.

Jeudi, la Turquie a donc dépêché à Damas des émissaires auprès du président Bachar el-Assad et de son premier ministre Adel Safar. Dirigée par le chef des services de renseignement turc (MIT) et le directeur de l'agence du plan économique, la mission devait tenter de convaincre le régime syrien de renoncer à la force et d'entamer des réformes.

Depuis le début de la crise, la Turquie pousse le chef de l'État syrien à infléchir sa politique. Sans succès jusqu'à présent. Le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, et le chef du MIT ont été envoyés dans la capitale syrienne. Mardi, pour la troisième fois en un mois et demi, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'est entretenu au téléphone avec le dirigeant syrien. «J'ai exprimé clairement nos inquiétudes sur l'évolution de la situation», a-t-il commenté, ajoutant souhaiter qu'«un processus démocratique se mette rapidement en place».

Plan de crise

Si le chef du gouvernement turc était

Des activistes turcs sont descendus dans les rues pour protester contre la répression en Syrie. Crédits photo : STR/AP



en première ligne pour soutenir la révolution tunisienne et réclamer le départ du président égyptien Hosni Moubarak, ses critiques à l'encontre de son ami syrien sont beaucoup plus modérées. L'entrée, en début de semaine, des chars dans la ville de Deraa et l'augmentation du nombre des victimes l'ont forcé à sortir de sa réserve.

«La stabilité de la Syrie passe avant le sort des civils», commente Beril Dedeoglu, professeur de relations internationales. Ankara redoute une déstabilisation qui risquerait de se répercuter dans les régions kurdes de la Turquie. De nombreux combattants de la rébellion kurde du PKK se trouvent en Syrie et les autorités turques redoutent qu'ils passent la frontière. «Avec les révoltes qui prennent de l'ampleur, la Turquie cherche désespérément quoi faire», analyse Henri Barkey, spécialiste de la Turquie à la Fondation Carnegie pour la paix internationale.

La récente amitié turco-syrienne se trouve au cœur du dispositif diplomatique d'Ankara pour étendre son influence régionale. Alors que les deux pays étaient au bord du conflit armé à la fin des années 1990, ils ont aboli les visas pour leurs ressortissants en 2009 et multiplient les accords commerciaux.

Sans lâcher officiellement Bachar el-Assad, les Turcs élaborent un plan de crise. Le Conseil national de sécurité, qui regroupe les dirigeants civils et militaires, s'est réuni jeudi afin d'envisager divers scénarios, du déclenchement d'une guerre civile à l'afflux de réfugiés. Selon le quotidien Sabah, la surveillance des 900 kilomètres de frontière commune a été renforcée et les préparatifs pour installer des camps dans le sud du pays en cas d'arrivée massive de Syriens sont accélérés.

En Syrie, près de 500 morts en cinq semaines

Bachar al-Assad : le choix du carnage

Trente ans après son père, le dictateur syrien a choisi de répondre par la terreur aux manifestants qui réclament des réformes démocratiques et son départ

Plus de 100 morts en une seule journée de carnage vendredi dernier, des unités d'élite de l'armée soutenues par des chars d'assaut chargées de rétablir l'ordre par la terreur dans les villes les plus frondeuses : confronté depuis le 15 mars à un mouvement de révolte qui s'étend, de ville en ville, à tout le pays, Bachar al-Assad semble avoir fait le choix du pire. Trente ans après son père, qui avait écrasé dans le sang, au prix de 20 000 morts, l'insurrection de la ville de Hama, le président syrien n'a pas reculé devant l'épreuve de force pour réduire au silence les manifestants qui réclamaient hier des réformes démocratiques et qui exigent aujourd'hui son départ et la fin du régime baassiste, au pouvoir depuis 1963.

Fondée sur un mélange stérile de concessions symboliques tardives, d'arrestations en masse et de fusillades qui ont déjà fait en moins de deux mois près de 500 morts, sa stratégie de gestion de la crise a été jusqu'à présent un échec complet. Après avoir d'abord tenté de rendre responsables des « troubles » des conspirateurs étrangers à la solde de la CIA, de l'Arabie saoudite, d'Israël, de groupes salafistes ou d'Al-Qaïda, l'ancien ophtalmologue formé à Londres a paru un moment agir comme s'il comprenait – voire partageait – les aspirations démocratiques des manifestants. Après avoir nommé un nouveau gouvernement chargé de « conduire des réformes », il a invité ses ministres à respecter « la dignité des citoyens », puis abrogé l'état d'urgence en vigueur depuis 1963.

Mais, au moment même où étaient abolies la Cour de Sécurité de l'Etat et la loi sur la liberté de réunion, le ministre de l'Intérieur déclarait que les manifestations n'avaient plus lieu d'être et qu'elles étaient donc interdites. Volte-face ou duplicité que les manifestants ont interprété comme une fin de non-recevoir et à laquelle ils ont répondu en remplaçant les appels à la réforme par des slogans beaucoup plus radicaux : « Non à Bachar ! », « Non au Baas ! », « Non aux meurtres ! », « Non au sang ! ».



Baida, 12 avril. Arrestation de manifestants



Deraa, 22 avril. Après l'assassinat d'un enfant



Blindés près de Deraa, la semaine dernière

Confronté à ce tournant majeur de la crise, Bachar al-Assad a manifestement manqué de discernement, de liberté de mouvement ou de courage et cédé aux pressions des plus durs du régime, prêts au bain de sang pour préserver leur pouvoir.

Clé de voûte d'un système archaïque fourbu au sein duquel une secte minoritaire – les alaouites – contrôle les rouages majeurs du gouvernement, de l'armée, des services de sécurité et du monde des affaires, alors qu'elle

représente à peine 12% de la population, Bachar al-Assad, qui passait lors de son arrivée au pouvoir en 2000 pour un héritier réformateur, a choisi de détruire irrémédiablement cette image et n'est plus aujourd'hui qu'un dictateur en sursis. Mais, comme si l'avenir après lui était plus menaçant encore que le présent, certains de ses compatriotes semblent hésitants à hâter le cours de l'histoire. Il en va de même à l'étranger où ceux qui louaient hier l'ouverture d'esprit et le pragmatisme du président syrien manifestent leur « indignation », condamnent, comme Paris, la « violence extrême » mais excluent, malgré les carnages décrits par les rares témoins, toute « jurisprudence libyenne ». C'est le cas de Nicolas Sarkozy, qui a pourtant reçu deux fois Bachar al-Assad à Paris, le 14 juillet 2008 puis en décembre 2010. C'est le cas aussi de Barack Obama, qui a renvoyé en janvier un ambassadeur à Damas, où le poste était resté sans titulaire depuis février 2005.

Pourquoi ? Parce que la Syrie, instable et clanique, est une pièce majeure du jeu géopolitique au Proche-Orient. Alliée et partenaire de l'Iran, elle protège et arme le Hezbollah et le Hamas, armes brandies par Téhéran contre Israël. Malgré le retrait du Liban de ses 17 000 soldats en 2005, elle dispose encore, à travers ses obligés, d'une lourde influence à Beyrouth. Frontalière de l'ambitieuse Turquie, de l'Irak toujours instable, elle est aussi d'Israël, voisin-ennemi avec lequel elle entretient des rapports glaciaux mais pacifiques. Hier complice de l'« axe du Mal », elle est aujourd'hui en guerre aux côtés des Occidentaux contre Al-Qaïda. Ses ambitions nucléaires, ralenties par un raid de l'aviation israélienne sur le chantier d'un réacteur d'origine nord-coréenne, en septembre 2007, sont notoires. En d'autres termes, sa capacité de nuisance en cas de rupture comme de continuité est considérable. C'est pourquoi son avenir autant que son présent font peur. A son propre peuple. A ses voisins. Et même aux grandes puissances. RENÉ BACKMANN

Slate.fr

30 avril 2011

La Syrie au bord de la guerre civile

La révolte d'une partie de la population syrienne contre le régime de Bachar El-Assad se transforme en conflit armé entre communautés.

Jacques Benillouche

Les forces syriennes ont bombardé samedi 30 avril la vieille ville de Deraa, dans le sud du pays, et pris d'assaut la mosquée Omari, épice de la ville. Les forces de sécurité, appuyées par des blindés, semblaient avoir pris le contrôle de la vieille ville.

La révolte en Syrie est sur le point de basculer. Le soulèvement est proche de se transformer en conflit armé entre communautés à l'instar de ce qui se passe en Libye. Les Kurdes ont apparemment décidé de se joindre aux manifestants. A Amouda, dans la région de Qamichli, des milliers de Kurdes se sont mobilisés le 26 avril en solidarité avec la population syrienne sunnite pour braver, de nuit, l'interdiction de manifester en parcourant la ville à la lumière des torches.

Un régime débordé

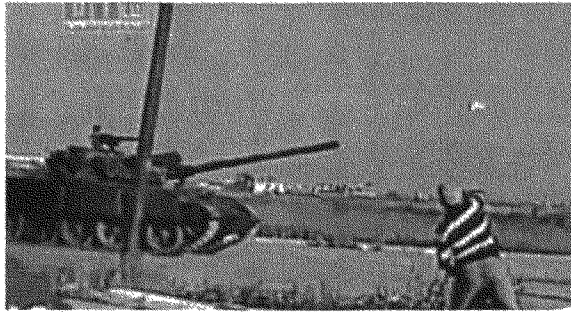
Le régime tente par tous les moyens de limiter l'impact médiatique des affrontements et l'effet d'entraînement qu'il aurait sur la population en interdisant à la presse occidentale de couvrir les événements. Mais les vidéos diffusées sur internet limitent l'isolement des manifestants.

La radicalisation est en cours puisque des tanks T-72 d'origine russe tentent d'écraser dans les rues le mouvement populaire tandis que des civils, fortement armés, utilisent du matériel anti chars dont l'origine serait occidentale. Des sources du renseignement militaire israélien précisent que les émeutiers ont décidé de brandir ouvertement ce type d'armes lorsqu'ils ont appris que des officiers iraniens des Gardiens de la Révolution en civil dirigeaient des opérations de répression en Syrie. Bachar El-Assad les a envoyés le 26 avril dans plusieurs quartiers de Douma, au nord-est de Damas, pour enlever et torturer plusieurs émeutiers afin de faire des exemples.

Les habitants de Baniyas craignent la même opération visant à les terroriser. La principale ville du sud, à proximité de la frontière jordanienne est soumise à un siège qui les prive d'électricité, d'eau potable, de téléphone et de vivres. Des vidéos clandestines montrent les dizaines de cadavres dans les rues touchés volontairement au visage pour terroriser les survivants et les dissuader de manifester.

Réactions toujours prudentes

Au Conseil de sécurité de l'ONU, la



Un homme jette une pierre sur un char T-72 non loin de Deraa
REUTERS TV -

représentante américaine Susan Rice a explicitement accusé le régime syrien de faire appel à l'aide iranienne pour «réprimer les citoyens syriens en usant de la même tactique brutale utilisée par le régime iranien.» Il semble que les occidentaux veuillent anticiper la condamnation du Conseil de sécurité mais se borneront à envisager des sanctions dures contre la Syrie et à menacer le général Maher Al-Assad, frère du président et commandant de la 4e division, de l'inculper devant le Tribunal Pénal International.

Sur le plan diplomatique, les Syriens ont fait appel à leurs alliés libanais, tel le ministre des Affaires étrangères, Ali Chamri, qui a demandé à son représentant à l'ONU, membre non permanent du Conseil de Sécurité, de «bloquer toute initiative internationale visant à protéger les civils syriens».

Pendant ce temps, des commandos fantassins, comprenant des tireurs d'élite couverts par des chars d'assaut et des véhicules blindés abattent des manifestants depuis les toits des habitations. Des éléments de la 132e Brigade de la Quatrième Division ont réussi à organiser le siège de la ville Deraa, point de départ de la révolte, en bloquant les approvisionnements d'eau, de nourriture, d'électricité et les communications externes.

Les émeutiers sont en face de plus en plus audacieux puisque des éléments de la 47e Brigade de la Quatrième Division ont été attaqués par les civils qui cherchaient à empêcher l'entrée des tanks dans les villes. Le régime craint par ailleurs les défections, les mutineries et la déliquescence de l'armée. Le président El-Assad tient ainsi à minimiser les images d'intervention de son armée dans les villes. Il a donc imposé à ses soldats d'enlever leurs tenues militaires pour les remplacer par des combinaisons noires utilisées par les services de sécurité et par la police.

La chaîne de télévision Al Arabiya cite des sources syriennes selon lesquelles les violents bombardements ont repris sur Deraa, la ville étant encerclée depuis lundi matin. L'artillerie lourde

et les chars d'assaut sont encore entrés en action sans atteindre la détermination des manifestants. Comme en Tunisie, les femmes veulent prendre part à la révolution puisqu'elles ont organisé une manifestation géante à Deraa, en bravant les tirs des forces du régime pour dénoncer le siège de la ville. Elles estiment que ces pratiques du régime sont les signes précurseurs de son effondrement, et confirment leur détermination intacte à poursuivre leur «Révolution de la Dignité et de la Liberté», jusqu'à la chute du régime.

L'Arabie saoudite entre en jeu

Selon des sources diplomatiques, l'Arabie saoudite cherche maintenant à s'impliquer dans les événements de Syrie pour assurer une alternance politique conforme à ses intérêts et marquer un point important dans son conflit ouvert contre l'Iran. Elle aurait mandaté Abdul Halim Khaddam pour coordonner l'action de groupuscules islamistes salafistes et wahhabites. Il agit depuis l'ambassade d'Arabie saoudite en Belgique, en raison du devoir de réserve qui lui est imposé en France. Cet ancien vice-président du temps d'Hafez El-Assad, le père de Bachar, a occupé les plus hautes fonctions au niveau de l'exécutif syrien pendant 30 ans puis a quitté le gouvernement sur demande des Saoudiens.

Il s'est réfugié en France en 2005 où il a demandé l'asile politique. Il avait manifesté son opposition à la prise de fonction du jeune et inexpérimenté Bachar El-Assad ce qui lui valut une accusation de trahison et son exil. Il a créé un parti d'opposition National Salvation Front avec l'objectif avoué de prendre le pouvoir en Syrie en s'appuyant notamment sur les Frères Musulmans syriens.

Proche parent d'Abdallah d'Arabie saoudite, il aurait l'appui de la monarchie saoudienne pour succéder aux dirigeants syriens et cette dernière pourrait le soutenir financièrement en injectant des milliards de dollars dans l'économie syrienne. En fait, le roi n'est pas resté longtemps inerte face aux révolutions arabes. Il est inter-

venu militairement à Bahreïn, fait pression sur l'Égypte, manifeste son mécontentement contre l'administration Obama et a activé en Syrie les groupuscules salafistes et les réseaux des Frères Musulmans syriens proches des Wahhabis saoudiens. Certaines informations prétendent que les émeutiers à Deraa et Homs ont été armés par le roi dont les protégés auraient infiltré les groupes d'opposants.

Par ailleurs, les Etats-Unis ne sont pas non plus inactifs. Selon le Washington Post, citant un câble de Wikileaks, les Etats-Unis ont financé en secret des groupes de l'opposition syrienne proche des exilés du «Mouvement pour la justice et le développement». Le Département d'Etat a financé ce mouvement à hauteur de 6 millions de dollars depuis 2006 et l'administration américaine a pris en charge d'autres figures de l'opposition à Bachar El-Assad, sous la présidence de George W. Bush quand ce dernier a rompu ses relations avec Damas en 2005. Les financements ont été maintenus par le président Barack Obama.

L'Iran en première ligne

Malgré l'aide qui est prodiguée au régime syrien, l'Iran et son allié le Hezbollah sont très inquiets de l'évolution de la situation qui se détériore rapidement. Toute la logistique du parti chiite islamique serait remise en question en cas de chute du régime.

Selon le quotidien koweïtien Al Seyassah, les Gardiens de la Révolution iraniens et les dirigeants du Hezbollah ont déjà pris des mesures pour mettre en lieu sûr les stocks d'armement entreposés en Syrie, destinés à la milice islamique et comprenant des missiles de longue portée. Des sources militaires révèlent que de nombreux camions ont été vus se dirigeant vers le sud-Liban et dans la plaine de la Bekaa pour évacuer l'armement afin d'éviter qu'il ne tombe entre les mains des émeutiers. Une partie de ce matériel est renvoyée en Iran par avion avec tous les documents compromettants stockés dans les camps syriens, Zabadani en particulier, qui risquent de démontrer l'implication de l'Iran en Syrie et au Liban.

Le silence de Téhéran et de ses alliés, devant le risque de déstabilisation du régime syrien, traduit une angoisse justifiée par le chamboulement qui toucherait toute sa stratégie au Proche-Orient. L'engagement, contre nature de la Syrie sunnite et alaouite aux côtés de l'Iran chiite s'est transformé en alliance solide entre les deux pays, sur fond d'opposition aux pays arabes «modérés» pro-occidentaux et favorables à un dialogue avec Israël.

L'alliance syrienne a donné à la République islamique d'Iran une capacité d'action et un prestige considérables dans tout le monde arabe. Damas a permis à Téhéran par Hezbollah

interposé, armé et financé par l'Iran, de se poser en adversaire résolu d'Israël et de contrôler le Liban. Par ailleurs, la Syrie abrite et finance la direction du Hamas qui gouverne aujourd'hui Gaza et constitue une pièce maîtresse pour réduire l'influence de l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas.

Un autre grand perdant d'un succès de la révolution syrienne serait le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Il avait choisi de changer d'alliance et de tourner le dos à Israël et aux Etats-Unis en se rapprochant des pays hostiles aux occidentaux comme la Syrie et l'Iran. Il avait décidé de développer d'étroites relations avec Damas en dépit des mises en garde américaines. Le Premier ministre turc semble à présent gêné et se borne à quelques généralités en appelant le président Assad à avancer sur la voie des réformes.

L'Arabie saoudite ne lui pardonnera sans doute pas non plus d'avoir noué des relations avec l'Iran. La chute de la Syrie d'Assad pourrait lui coûter un isolement politique et un réchauffement de son conflit avec les kurdes forts d'une éventuelle victoire en Syrie. La situation est encore très incertaine. Mais les alliances politiques sont à la veille de profonds changements au Moyen-Orient.

Jacques Benillouche Journaliste indépendant (Israël)



Les USA sanctionnent cinq dirigeants du PKK pour trafic de drogue

WASHINGTON, 20 avril 2011 (AFP)

LES ETATS-UNIS ont annoncé mercredi des sanctions contre cinq dirigeants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'ils accusent de trafic de drogue.

Les sanctions, annoncées par le département du Trésor américain dans un communiqué, consistent à geler les avoirs que pourraient détenir ces dirigeants aux Etats-Unis et à interdire aux ressortissants américains toute transaction avec eux.

Les Etats-Unis considèrent depuis 1997 le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'ils appellent Kongra-Gel (nom qu'il a adopté en 2003), comme une organisation terroriste, pour ses violences dans le Sud de la

Turquie et le Nord de l'Irak.

En 2008, ils l'ont ajouté à leur liste noire des organisations criminelles coupables de trafic de drogue.

Les sanctions décidées mercredi visent deux hommes considérés comme "fondateurs" du mouvement, Cemil Bayik et Duran Kalkan, et trois "dirigeants", Remzi Kartal, Sabri Ok et Adem Uzun. Le Trésor avait déjà sanctionné de la même manière en octobre 2009 trois autres dirigeants.

"Le Kongra-Gel utilise son réseau à travers l'Europe pour produire, transporter et vendre des opiacés et du cannabis. Ce trafic de drogue est l'une de ses activités illicites les plus lucratives. L'organisation emploie les profits de la drogue pour obtenir des armes et du matériel", a accusé le ministère.



Sept rebelles kurdes tués lors de combats avec l'armée dans l'Est

DIYARBAKIR (Turquie), 28 avril 2011 (AFP)

SEPT REBELLES KURDES ont été tués lors de combats avec l'armée turque dans l'est de la Turquie, ont affirmé jeudi des sources de sécurité locales.

Un premier bilan fourni de source officielle faisait état de deux rebelles abat-

tus.

Les heurts avec les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont survenus dans une zone rurale proche de la ville de Pülümür, dans la province montagneuse de Tunceli, selon ces sources.

Les opérations se poursuivaient dans la région, a-t-on ajouté.

Le PKK, considéré comme un groupe terroriste par de nombreux pays, a décrété un cessez-le-feu unilatéral en août 2010, mais a menacé en mars d'y mettre fin, déplorant l'échec du gouvernement à dialoguer avec les Kurdes, alors que doivent avoir lieu en juin des élections législatives.

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 45.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984, selon l'armée.